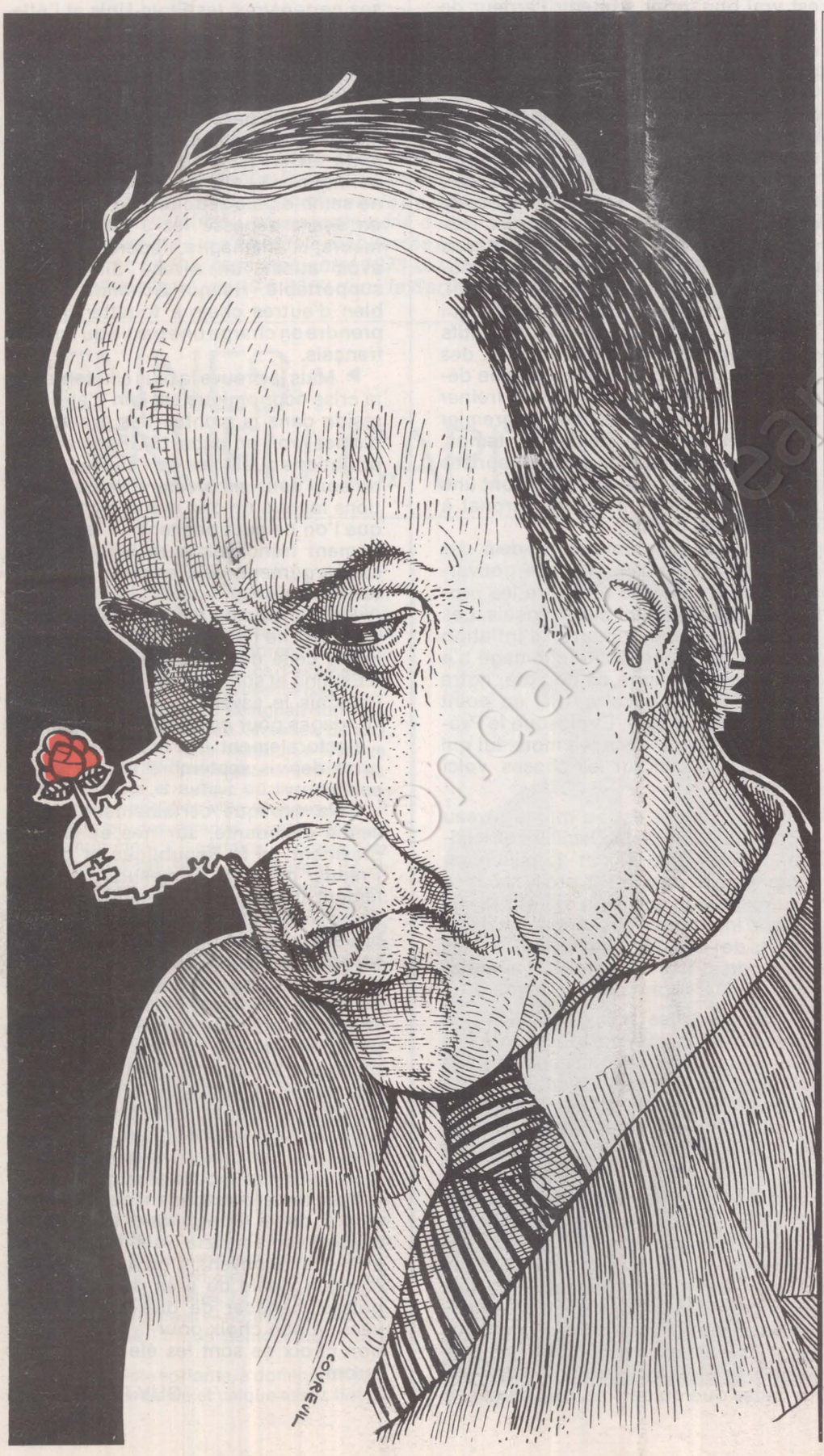
# l'unité

N° 237 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 11 au 17 février 1977


# DE PLUS EN PLUS SEUL ...

Faut-il qu'il soit seul, que sa majorité ne soit que l'ombre d'elle-même, pour que semaine après semaine, à la radio, à la télévision, d'émission spéciale en discours intégralement retransmis, en passant par les conférences de presse, le président de la République monopolise tous les moyens d'information à sa disposition. Car on n'entend plus que lui et Raymond Barre. Le temps où les ministres se bousculaient à la porte des studios semble ter-

→

# Exclusif : Plioutchtch et Boukovski dialoguent pour "l'Unité"

# Sommaire


3

MUNICIPALES : UN FORT VENT D'OUEST

▶ Rennes : L'enjeu capital, par Emmanuèle Plas

▶ Le Mans : La droite en bout de course, par Emmanuèle Plas

▶ Nantes : La ligne Morice est dépassée, par Marie-Jo Bernardot

5

EDITORIAL : PARIS ET LE RESTE, PAR CLAUDE ESTIER

10

INDUSTRIE : MILLIARDS + CHOMEURS = SIDERURGIE, PAR MICHELE KESPI-BACKMANN

12

DEFENSE EUROPEENNE : LE « BOUCLIER ATOMIQUE » N'EST PLUS UNE ASSURANCE TOUS RISQUES, PAR JACQUES HUNTZINGER

13

DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

15

**EXCLUSIF**

ENTRETIEN AVEC VLADIMIR BOUKOVSKI ET LEONID PLIOUCHTCH, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

18

TRILATERALE : DEBOUT LES PUISSANTS DE LA TERRE..., PAR GUY PERRIMOND

20

SUISSE : LES RECELEURS VEULENT ABATTRE LE « DERANGEUR » ; ENTRETIEN AVEC JEAN ZIEGLER

24

LIVRES : COMPOSER SA VIE, PAR CLAUDE MANCERON

32

MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.



PHOTOS ET DESSINS

Barrigue (pages 2,7) Coureuil (pages 1,18,21) Cubo (pages 11,24,27) Keystone (page 4), Pascal Lebrun (pages 12,16,24,25) Le Point (pages 3,6,7) Pym (page 9) Solo (pages 4,14,15) Viva (pages 10,11,12).


→

miné. Les uns n'ayant visiblement plus le goût de soutenir l'action du Président, d'autres attendant des jours meilleurs, d'autres enfin semblant être, à force de balourdise, interdits d'antenne. Restent donc le Président et son Premier ministre. Et à eux deux ils font autant de bruit que toute une majorité. Il est vrai que, pour soutenir l'ardeur de leurs partisans, pour colmater les brèches, les effritements, il ne reste plus guère que les discours. Car les faits...

Certes, depuis septembre dernier, l'indice des prix a baissé. Les Français ont assisté, indifférents semble-t-il, à cette belle performance : distordre suffisamment les choses pour prouver que tout s'arrange. Du gel des prix à la baisse de la T.v.a., sans intervenir sur les mécanismes de l'inflation intérieure et sans pouvoir sur l'inflation importée, le gouvernement, visiblement content de lui, affirme avoir atteint ses objectifs. Ce qui est vrai. A ceci près que ses objectifs sont inavouables : utiliser l'indice des prix et la campagne psychologique déployée depuis septembre pour freiner les hausses de salaires dans un premier temps. Et dans un deuxième temps, « redresser la situation des entreprises publiques ». Ces deux objectifs ont une même motivation : aider le patronat à restaurer ses profits.

Car il faut bien voir, qu'au-delà des discours, à aucun moment le gouvernement n'a tenté de résoudre les problèmes qui se posent aux Français. Les mécanismes générateurs d'inflation n'ont pas été touchés, le chômage n'a pas été pris en ligne de compte, notre tissu industriel, déchiré, mal en point n'a pas été examiné. Et puisque le Président se réfugie dans les mots, lui qui se targuait d'agir sur les choses, voici quelques faits.

▶ Le chômage est au même niveau depuis plusieurs mois. Oscillant officiellement entre 900 000 et 1 million de chômeurs. Et rien n'est prévu pour le réduire. Aucun projet n'est à l'étude. Aucune intention n'est annoncée. Et les experts de l'O.c.d.e., ceux du patronat et les syndicalistes sont tous d'accord : courant 1977, son taux augmentera.

▶ Malgré « les bons indices », la consommation intérieure s'est poursuivie pour une seule raison : l'épargne des ménages diminue. L'excédent des dépôts sur les retraits étaient, dans les Caisses d'épargne, inférieur de 10 % à la fin 1976 à ce qu'il était fin 1975. Et, en 1977, ce mouvement doit s'accélérer.

▶ Le déséquilibre de notre commerce extérieur semble s'améliorer. Mais si l'on regarde les chiffres l'inquiétude revient. Le déficit n'est plus dû uniquement à nos achats pétroliers. Les biens de consommation et d'équipements pèsent chaque mois un peu plus lourd. Et c'est avec notre principal partenaire, la R.f.a., qui nous vend tout autre chose que du pétrole, que ce déficit est de plus en plus inquiétant. Il faut reconnaître que ne voulant pas peser sur la division internationale du travail actuel, ne voulant pas planifier, le gouvernement n'a que peu de prise sur tout cela. Sauf de limiter la consommation des ménages, ce qui ne règle rien.

▶ Attendant la relance des efforts de ses partenaires, les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale en premier lieu, le gouvernement n'est pas au bout de ses peines. Une vague de froid — certes vigoureuse — vient de mettre en péril la relance prévue par Jimmy Carter. La fragilité de nos économies apparaît, là, éclatante. Et en R.f.a., le « succès » de la politique anti-inflation, véritable celle-là, ne semble plus séduire tout le monde : en ayant dépassé les 1 200 000 chômeurs, l'Allemagne fédérale semble avoir atteint un niveau difficilement supportable. Helmut Schmidt a donc bien d'autres chats à fouetter que de prendre en charge une partie du fardeau français.

▶ Mais la preuve la plus éclatante que la crise économique est loin d'être finie réside dans la montée des protectionnismes *(voir en page 18)*. Face aux exportations qualifiées de « sauvages » — ce sont tout simplement des exportations faites à un prix et à des conditions que l'on ne peut pas tenir — le gouvernement français n'aura bientôt qu'un seul argument, déjà employé : « Achetez français ».

Voilà, résumée à grands traits, la situation. Elle ne correspond que de très loin à celle décrite par Valéry Giscard d'Estaing et son Premier ministre. Et les Français le savent. Il suffit de lire les sondages pour comprendre que, même « électoralement », l'opération entreprise depuis septembre n'a eu aucun succès.

Cela explique certainement la présence obsédante, sur nos écrans, du président de la République et de son Premier ministre. Et mesurant son isolement grandissant, Giscard d'Estaing en arrive à employer des formules inhabituelles dans sa bouche. Mais il ne suffit pas de clamer quatre fois « Je ne permettrai pas » pour que, par la magie du verbe, les choses changent. Il ne suffit pas de montrer sa fermeté face aux partis de gauche et face au R.p.r., de balancer, selon une réthorique classique, entre « l'enfer » où la gauche précipiterait la France et l'échec que l'attitude de Chirac impliquerait, pour reconquérir une crédibilité bien entamée, même sur son propre électorat.

Il est toutefois étonnant de voir le président de la République en appeler chaque semaine à la Constitution. Il est en outre inconvenant qu'au nom d'une élection vieille de près de trois ans il puisse menacer de dire « le moment venu le bon choix pour la France ». Ce bon choix ce sont les électeurs qui le feront.

GUY PERRIMOND



## Municipales

# UN FORT VENT D'OUEST

*Au cours de son voyage en Bretagne, le Président de la République a soigneusement évité de s'arrêter, à l'exception de Quimper, dans des villes importantes. Est-ce parce que plusieurs d'entre elles risquent de tomber à gauche lors des prochaines municipales ? Les plus récents sondages de l'Ifop, publiés dans « Le Point » du 24 janvier, font état, en effet, pour l'ensemble des départements de l'Ouest,d'une forte poussée de la gauche ou, plus exactement, d'une forte poussée du Parti socialiste qui s'était déjà manifestée aux cantonales de mars dernier. Le P.s. passerait, entre 1973 et 1977, de 22 à 35 % en Loire-Atlantique, de 19 à 30 % dans la Sarthe, de 20 à 32 % dans le Finistère, de 18 à 31 % en Ille-et-Vilaine, de 18 à 32 % dans le Morbihan, etc. C'est dire que des villes comme Le Mans, Nantes, Brest, Vannes, Rennes, etc., peuvent avoir dans quelques semaines des municipalités d'union de la gauche ce qui confirmerait que l'une des régions qui comptait jusqu'à une époque récente parmi les principaux bastions de la majorité — tant pis pour l'impolitesse — a véritablemnt basculé dans l'autre camp. Nos envoyées spéciales, Emmanuèle Plas au Mans et à Rennes, Marie-José Bernardot à Nantes sont allées mesurer de plus près cette évolution qui paraissait impensable il y a seulement quelques années.*

# RENNES : L'ENJEU CAPITAL

*De notre envoyée spéciale*

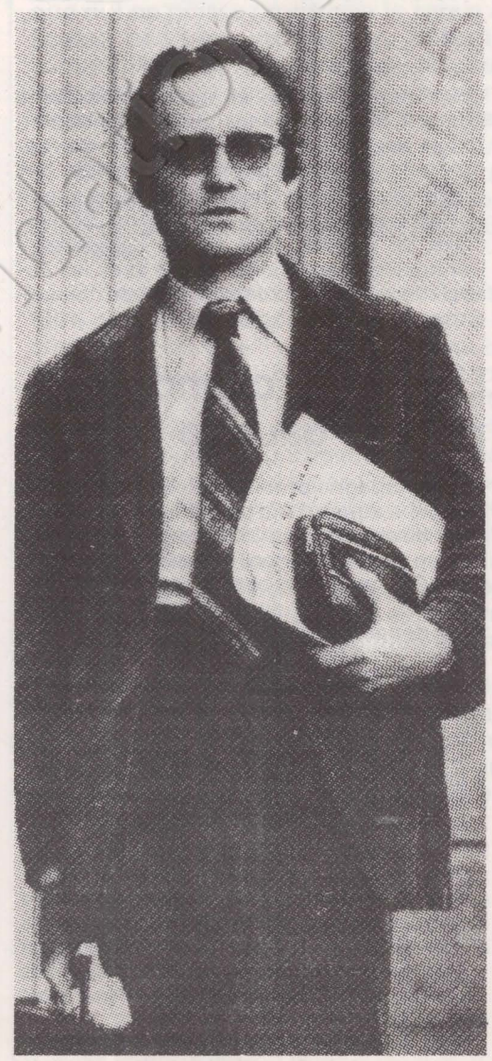
« Ils feront tout pour garder la mairie », dit-on à Rennes. « Ils », c'est l'équipe du sénateur-maire sortant, le centriste Henri Fréville. Ce dernier après 30 ans de mandat municipal, dont 24 ans d'exercice en tant que maire, ne se représente pas.

En octobre dernier, il désignait son dauphin : le R.i. Jean-Pierre Chaudet, 38 ans, adjoint au maire. « Une monarchie élective, ironise Michel Phliponneau, conseiller général socialiste et auteur du livre « Changer la vie, changer la ville, Rennes 77 ». Il y a même eu des remous au sein du conseil municipal : certains conseillers n'avaient pas été tenus au courant de ce choix. Ajoutez que le fils d'Henri, Yves, est candidat au poste de premier adjoint.

Ces désignations n'étaient pas non plus du goût de toute la droite rennaise. « Mais nous ne pouvions pas nous permettre des primaires, dit Jacques Cressard, député R.p.r. de la première circonscription d'Ille-et-Vilaine. Cressard, le « tombeur » de Fréville aux législatives de 1968, laisse entendre que c'était à lui de mener la liste de droite : « Conseiller général en 1973, réélu en 1976, je suis le seul à avoir résisté à la pression socialiste ». Mais il se montre quand même satisfait de l'accord intervenu à droite, puisqu'on lui a repassé le séné en lui promettant la présidence du district.

Voilà donc la droite rassemblée face au « danger pressant » : en effet, la liste d'union de la gauche a été rendue publique le 3 février. Conduite par le conseiller général socialiste Edmond Hervé (34 ans), elle comprend 24 socialistes, 12 communistes, 4 radicaux de gauche et — note régionaliste — 2 membres de l'Union démocratique bretonne.

En face, la liste sortante, à dominante centriste, a été remaniée et calque assez fidèlement la composition de la majorité présidentielle. Les « socialistes » façon Hintermann y seraient même présents avec 3 candidats ! On compterait aussi — mais la liste n'a pas encore été rendue publique — un tiers de « socio-professionnels ». Pourtant, en dehors de deux anciens syndicalistes F.o., dont un conseiller municipal sortant, les Rennais se demandent ce que cache cette étiquette. Quant aux R.i., Cressard convient avec un sourire qu'ils sont peut-être sous-représentés dans la liste, mais il laisse entendre qu'il fallait bien une contrepartie à la tête de liste Chaudet.



**Edmond Hervé.**

Au fait qui est Chaudet ? Jusque là il était connu des étudiants à qui il enseignait le droit ; mais guère des autres Rennais. Conseiller municipal depuis 1971, ce jeune loup avait été remarqué par Fréville, puisqu'il présidait la jeune Chambre économique. Président du Comité de soutien à Giscard d'Estaing lors des élections de 1974, il utilisait alors les étudiants fascistes comme service d'ordre des réunions électorales. Aujourd'hui, c'est le Sac qui lui apporte son soutien : « Je m'en fous », répond-il.

Cet homme séduisant a une apparence de fragilité toute giscardienne, de l'élégance et un sourire à fois courtois et méprisant. Il veut donner « un style nouveau » à la gestion municipale et prône la « solidarité entre les êtres à tous les niveaux ». On dit de lui qu'il n'aime pas beaucoup les réunions publiques et certains s'étonnent qu'il se soit récusé devant un débat contradictoire avec Edmond Hervé sur les problèmes culturels. Réponse : « Je me suis récusé parce qu'il ne pouvait pas y avoir des débats sur tous les points particuliers »...

## Le « perroquet » de Chirac

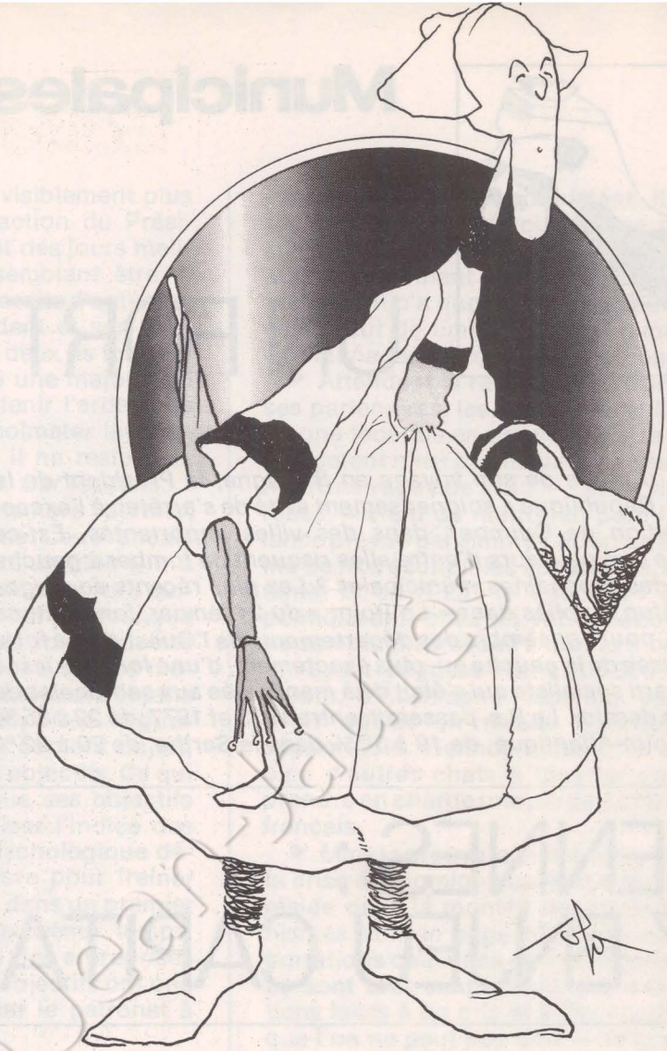
Chaudet est aussi un homme prudent : il a demandé à Valéry Giscard d'Estaing de ne pas venir avant les élections dans la capitale bretonne y tenir un Conseil des ministres, comme envisagé à l'Elysée. C'est d'ailleurs une campagne « apolitique » que le chef de file de la droite mènera : « Maintenant, il est préférable de répondre aux soucis de la vie quotidienne ». Le candidat est en outre fort

→






La visite du Président à Dinan.



occupé à se faire connaître en se montrant partout à côté du maire. Aussi laisse-t-il le soin à Cressard — que ses adversaires nomment « le perroquet de Chirac » — de mener la bataille politique. Au R.p.r. de dénoncer l'hydre du collectivisme, de démontrer contre toute vraisemblance que même si les communistes sont minoritaires dans la liste d'union de la gauche, « ils seront les patrons à la mairie et imposeront leur loi ». Ces derniers répondent que leurs candidats, dont certains ont déjà joué un rôle dans les luttes sociales, sont compétents pour se dévouer au service populaire. Ils ajoutent que ces municipales innoveront, puisqu'elles amèneront des communistes dans de nombreuses mairies du département où ils étaient jusque-là absents.

« A Rennes, l'élection sera politique », dit aussi Cressard qui est prêt à rallumer la guerre des écoles. Dans la capitale bretonne, en effet, 18 % des enfants vont dans des maternelles privées et 25 % des élèves du primaire sont scolarisés dans l'enseignement privé. Le recteur Le Moal, membre du M.r.g. et candidat sur la liste d'union de la gauche, qui a été chargé naguère de l'application en Bretagne de la loi Debré, dit aujourd'hui : « Pour garder la mairie à tout prix, la droite espère ranimer ce brûlot. On ne s'inquiète pas des enfants, seulement du profit électoraliste ». Mais les observateurs pensent que les gens déploreront plutôt qu'on fasse de la « guerre scolaire» un cheval de bataille et les parents d'élèves de l'enseignement privé ne sont pas prêts à se battre là-dessus.

Le projet de manifeste municipal prend, lui, nettement position sur ce problème : « En ce qui concerne l'enseignement privé, la politique municipale sera conduite de façon compréhensible et sera fondée sur le contrôle légal des fonds publics, l'indépendance des personnels et la volonté de rapprochement des deux enseignements. Les droits acquis seront maintenus. Sous aucun prétexte le Conseil municipal ne déclenchera de batailles qu'il estime dépassées. » Rendez-vous est d'ailleurs pris avec les Associations de parents d'élèves de l'enseignement libre pour discuter.

## Une vraie chance pour la gauche

La campagne promet d'être dure, mais la gauche a aujourd'hui plus d'une chance sur deux de gagner : en 1973, les députés U.d.r. Le Douarec et Cressard n'avaient à eux deux que 300 voix d'avance sur les candidats socialistes, l'année suivante Giscard d'Estaing dépassait Mitterrand de 1 000 voix seulement. Pour les cantonales de 1976, la gauche amenait au Conseil général 2 élus socialistes de plus sur Rennes. En 1973, 3 socialistes rennais avaient déjà été élus.

La constitution d'une liste par le P.s.u. et la « gauche révolutionnaire » devrait quelque peu compliquer le jeu, mais il n'est pas sûr que ce soit en défaveur de la gauche. Si les Rennais accordent à la gestion de la municipalité sortante un certain actif, ils reprochent à l'équipe Fréville d'avoir voulu faire leur bonheur malgré eux et sans eux. Les associations socio-éducatives rennaises, en particulier, soulignent dans leurs réunions récentes qu'on a évité de donner la parole aux gens.

Quant à Edmond Hervé, lui aussi juriste et enseignant à la faculté de droit — que la rigueur de son propos et la fermeté de ses convictions ont fait surnommer « le Saint-Just rennais » — il note que la droite découvre à l'occasion d'une échéance électorale la démocratie du quotidien : « C'est étonnant, dit Hervé, de la part de gens qui n'ont jamais fait de compte rendu de mandat depuis 1971. C'est surprenant de la part d'élus qui n'ont jamais proposé de projet de budget à la population. Il n'y a pas de politique de commissions extra-municipales. « Le Rennais », le bulletin municipal financé par tous, n'a jamais donné la parole à l'opposition ».

« Quant à l'équipement et à l'urbanisme de cette ville de plus de 200 000 habitants (81 000 habitants de plus en 20 ans), ajoute Hervé, ils se sont faits dans la clandestinité et sous le signe de la ségrégation et de la spéculation : dans le quartier de Bourg-l'Evêque, qui a été rénové, on comptait 49 % d'ouvriers ; aujourd'hui, il n'y en a que 2,3 %. Alors, la rénovation au profit de qui ? L'opération du Colombier dont Chaudet et Fréville disent qu'elle donne à Rennes « un cœur de champion » est le cœur d'une spéculation immobilière organisée par le Conseil municipal. Sous prétexte de favoriser coûte que coûte le brassage social, comme le dit Chaudet, on a prévu 327 logements sociaux sur 2 563. Ces logements ont été parqués au Nord et les ouvriers et employés constituent au maximum 2 % de la population actuelle du Colombier. Ce pourcentage ira en s'effondrant, compte tenu des programmes de construction ».

Coïncidence : au beau milieu du « cœur du champion », un des principaux établissements de commerce, « Le Bœuf d'or », vient de déposer son bilan !

EMMANUELE PLAS

# LE MANS : LA DROITE EN BOUT DE COURSE

*De notre envoyée spéciale*

Le Mans. Les Vingt-Quatre Heures... Le nom de la préfecture de la Sarthe, dans le monde entier, est connu des amateurs de course automobile. « Mais Le Mans c'est une minute d'arrêt pour les trains qui relient Paris aux villes de l'Ouest : on passe au Mans, on ne s'y arrête pas », regrette un vieux Manceau. Et pourtant Le Mans, c'est près de 150 000 habitants, plus de 200 000 avec la communauté urbaine. Le Mans, c'est aussi la moitié de la population du département de la Sarthe.

« Chiffres sur table, au mois de mars, la gauche entre à la mairie », dit-on au Mans. Lors de l'élection présidentielle de 1974, François Mitterrand avait obtenu 51,50% des voix. Pas d'élections cantonales en 1976 au Mans. Mais, en 1973, les trois conseillers généraux communistes de la ville étaient réélus. Le Parti socialiste totalisait 23% des suffrages. Il était donc difficile de mesurer exactement sa percée. Un accord est cependant intervenu entre les deux grandes formations de l'union de la gauche. Il a été rendu public le 3 février : le Parti communiste conduira la liste d'union et aura 19 candidats ; le Parti socialiste avec 17 candidats aura, en cas de victoire, la présidence de la communauté urbaine ; 2 membres du P.s.u. font également partie de la liste, ainsi que 5 personnalités indépendantes.

La tête de liste n'est pas encore connue. Deux noms sont mis en avant : Pierre Combe, ancien ingénieur en chef du génie rural, vieux militant communiste qui a déjà tenté trois fois de prendre la mairie, et Robert Jarry, permanent du P.c.f. depuis une vingtaine d'années, secrétaire de la fédération de la Sarthe. Tous deux sont conseillers généraux. Si Combe est plus populaire, Jarry est plus jeune ; aussi pense-t-on, au Mans, que c'est ce dernier qui sera

→

## Editorial

# PARIS ET LE RESTE



A l'heure où ces lignes sont écrites, la négociation pour la constitution des listes d'union de la gauche à Paris n'est pas encore achevée. Fertile en rebondissements, elle aura sans doute été difficile à suivre. C'est que pour arriver au résultat recherché il fallait surmonter une série d'obstacles dont l'un était constitué par le fait que Paris n'a pas connu d'élections depuis les législatives de 1973 et qu'il est donc difficile d'y mesurer l'audience électorale présente de chacune des formations de la gauche. Arguant de l'absence de chiffres récents, le Parti communiste n'a pas voulu admettre que la progression du P.s. était au moins du même ordre que celle constatée dans toute la France et confirmée par les plus récents sondages.

Après avoir revendiqué pour le P.s. — comme élément susceptible de traduire cette progression — la conduite de deux listes sur les cinq présentées dans les arrondissements actuellement tenus par la gauche (voir « l'Unité » de la semaine dernière) la Fédération de Paris a donné mandat à Georges Sarre d'abandonner soudainement, vendredi dernier, cette revendication pour le 11e arrondissement où il est candidat. C'était, en même temps, laisser croire que la tête de liste dans le 18e arrondissement, qui avait été revendiquée pour moi-même, devenait le dernier obstacle à la conclusion d'un accord. D'où ma déclaration de lundi, soulignant que mon attachement à l'union de la gauche est suffisamment ancien et connu pour que nul ne puisse croire que je serais un obstacle à la réalisation de cette union. Restait pourtant une dernière difficulté : celle créée par le front commun des communistes et des radicaux de gauche revendiquant pour ceux-ci un siège supplémentaire pris, bien entendu, sur le contingent du P.s. De nouvelles discussions étaient donc encore nécessaires avant d'arriver enfin à des listes de large union de la gauche, comprenant également des gaullistes d'opposition, des P.s.u. et des personnalités indépendantes, et dont plusieurs indications sérieuses laissent aujourd'hui penser qu'elles ont de fortes chances de gagner du terrain sur la majorité divisée, inéluctablement désormais, entre les listes Chirac et les listes d'Ornano.

S'il occulte beaucoup d'autres situations, le cas de Paris ne saurait cependant faire oublier le reste. Et le reste est à la fois un constat et une interrogation. Le constat, c'est que l'on approche aujourd'hui des 200 villes de plus de 30 000 habitants (sur 221) où l'accord est conclu ou sur le point de l'être. C'est donc l'expression d'une volonté politique et tous ceux qui ont suspecté celle du Parti socialiste reçoivent ainsi un démenti. Mais l'interrogation concerne l'attitude du Parti communiste, particulièrement depuis quelques jours. Contrairement à ce qu'affirment ses porte-parole et, chaque jour, « l'Humanité », c'est le P.c.f. qui crée aujourd'hui de nouvelles difficultés en remettant en cause, sous des prétextes divers, des accords qu'il avait précédemment acceptés : c'est le cas, par exemple, à Dijon, à Nantes, à Angoulême et même à Lille. D'où la décision prise par le secrétariat du Parti socialiste de demander aux sections concernées de publier la composition des listes résultant des accords conclus en laissant naturellement en blanc les places réservées aux communistes.

Là encore il s'agit d'une volonté politique d'en finir avec les palabres pour engager de manière offensive la campagne contre la droite. Grâce à la progression du Parti socialiste, la gauche est aujourd'hui en mesure de marquer des points et de devenir majoritaire dans plusieurs grandes villes détenues par les partis au pouvoir. Aucune considération secondaire ne doit désormais freiner l'élan nécessaire pour concrétiser cette victoire.

CLAUDE ESTIER



désigné par son parti pour conduire la bataille électorale. Contrairement à beaucoup de listes d'union de la gauche en France, peu de femmes sont présentes sur celles du Mans. Au dire des deux partis, les Mancelles auraient des difficultés à convaincre leur entourage que des femmes doivent et peuvent participer à la vie de leur cité. On sait cependant qu'une jeune avocate socialiste et trois adhérentes du P.c.f. seront candidates.

A droite, il y a quelques mois, ce fut la guerre ; on dit qu'aujourd'hui c'est la paix armée. Cinq députés de la majorité sont élus dans le département et trois députés R.p.r., dont Joël Le Theule, se partagent Le Mans avec une majorité de 51% seulement. Dans cette atmosphère très majoritaire, Jacques Mary, sénateur et maire centriste, règne sur le chef-lieu de la Sarthe depuis 1965, après une élection qui se joua, alors, à 20 voix. Parmi ses adjoints, un Rastignac, député R.p.r. de 42 ans, Jacques Chaumont, avait espéré longtemps voir le maire (68 ans) ne pas se représenter. Las ! Maury, en décembre dernier, annonce alors qu'il se représente. Chaumont se fâche. Guichard arbitre, depuis Paris, en faveur de Maury. Après avoir déclaré à la presse, le 2 décembre : « Il est totalement exclu que je me présente avec M. Maury », Chaumont se plie finalement aux conseils de ses amis politiques et se retrouve tête de liste de la droite avec Maury comme futur premier adjoint. L'ancien maire serait également désigné pour présider la communauté urbaine.

« Mais ça semble impossible que Maury lâche quoi que ce soit », dit un militant socialiste. Et chacun, ici, de prévoir une crise. Le maire sortant passe en effet pour un homme autoritaire. On dit de ce chirurgien qu'il gère la mairie à l'image de son secteur hospitalier : en mandarin. Il confie volontiers : « Tous ceux qui m'entourent sont des imbéciles ».

## Tout béton

Pierre Combe est de ceux qui dénoncent la gestion autoritaire et antidémocratique de Maury. Il fait remarquer qu'il n'y a plus, à ce jour, de salle de réunion au Mans. Au cours de l'été 1975, en effet, la Maison sociale qui pouvait abriter 2 500 personnes et comprenait une quarantaine de salles de taille différente a été détruite par les bulldozers envoyés sur ordre de la municipalité : « La maison était peut-être vétuste, mais elle avait le mérite d'exister et cet équipement n'a pas été remplacé. En période électorale, notamment, on ne sait plus où faire les réunions. La municipalité refuse les préaux d'école. Songez que cette ville de 150 000 habitants n'a même pas de Bourse du travail ». Et pourtant on compte, rien que chez Renault, près de 10 000 ouvriers. Si Renault va bien, Le Mans va bien, dit-on ici.

La gauche, dans sa campagne, compte bien dénoncer aussi la gestion antisociale de Maury : dans tout le centre du Mans, on n'a pas créé de logements sociaux. Il n'existe qu'une crèche dans toute la ville et les colonies de vacances sont très insuffisantes, les deux Maisons de jeunes et de la culture sont laissés sans moyens de développement et sans crédits d'animation. C'est la première année que la municipalité se décide à organiser des classes de neige. De ces critiques, ainsi que de celles concernant leur urbanisme bétonnier, Chaumont et Maury se moquent comme d'une guigne, alors que la qualité de la vie est le thème de leur campagne électorale ! Le deuxième est en outre bien trop occupé à tenter de rallier d'anciens S.f.i.o. exclus du parti en 1971 pour avoir refusé de soutenir la liste communiste au deuxième tour, ainsi que des jobertistes. Ces derniers tenteraient pourtant, poussés par leur leader André Pouille, de constituer une liste soutenue peut-être par l'U.j.p. Mais personne, ici, n'y croit sérieusement.

Gauche contre droite, dans cette ville mi-ouvrière, mi-bourgeoise, l'enjeu du printemps 1977 est bien politique. Et la victoire dépendra d'une centaine de voix.

EMMANUELLE PLAS

# NANTES : LA LIGNE MORICE EST DEPASSEE

*De notre envoyée spéciale*

« Cette fois, admet André Morice, maire de Nantes, je me représente plus par devoir que par goût ». C'est dire qu'à un mois des municipales l'enthousiasme n'est pas de rigueur. Il est vrai que l'issue du scrutin, plus que douteuse, risque fort de constituer un verdict sans appel pour l'équipe Morice, qui gère depuis 12 ans les affaires de la ville. Situation bien inconfortable pour le vieil animal politique qu'est le maire : 77 ans — c'est le doyen des maires de grandes villes — sénateur, plusieurs fois ministre sous la IVe République, Morice s'était pourtant bien promis de ne pas « rater sa sortie ». Il y a encore moins d'un an, il répétait à qui voulait l'entendre qu'il ne solliciterait pas un nouveau mandat.

## Un maire dans le flou

S'il prend finalement ce risque, c'est bien par devoir, celui de sauver la droite : il est le seul leader nantais capable d'unir la droite locale contre la liste d'union de la gauche. Après une certaine satisfaction d'amour-propre : celle d'être « l'homme providentiel », encore que ce vétéran de l'antigaullisme récuse le terme : « C'est vrai que sans moi la liste n'aurait pas pu se faire », reconnaît-il, sans pouvoir dissimuler un certain plaisir...

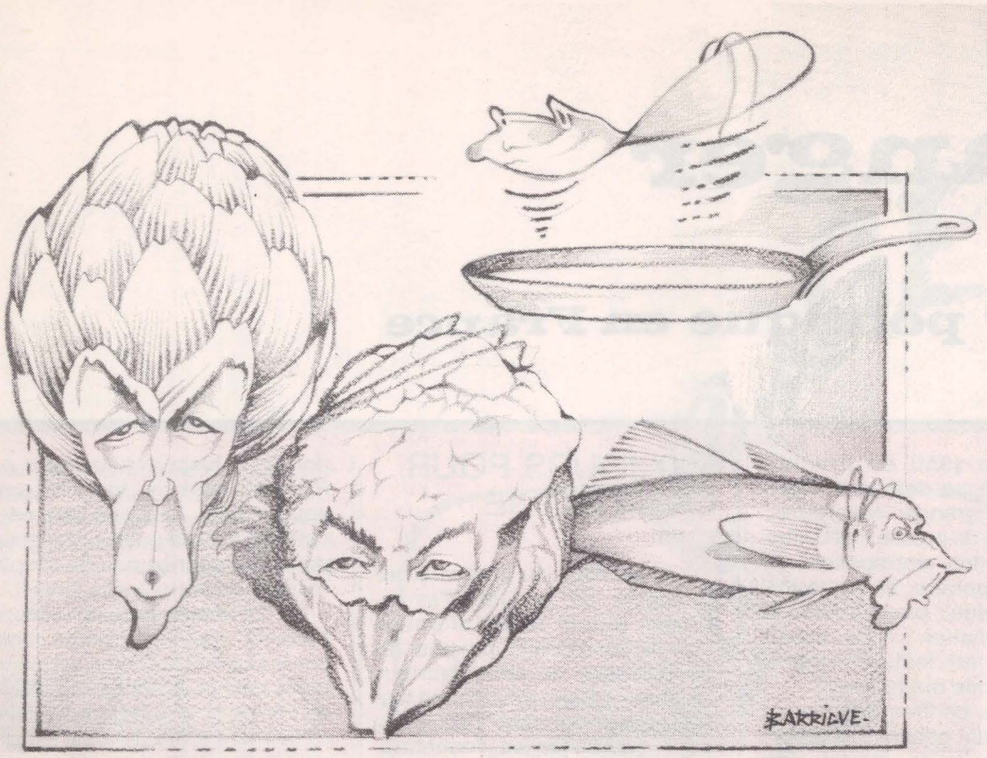
Sans lui, la défaite de la droite était, en effet, inéluctable. Avec lui, elle demeure tout de même probable. Et ce, en dépit du crédit personnel dont jouit le vieux notable nantais.

En 1965 et en 1971, le succès de Morice s'appuyait en effet sur des données aujourd'hui révolues. L'apolitisme n'est plus. Même si Morice affirme avoir « élargi » sa liste « des deux côtés ». Même s'il répond « non » sans hésiter à un journaliste lui demandant si sa liste « pouvait être qualifiée de majoritaire »... Les faits sont têtus : on ne peut les escamoter aussi aisément. Et ces faits sont tout autres.

► En 1974, une crise au sein du Conseil municipal nantais marquait la fin des alliances municipales de type « troisième force ». Conformément à la politique définie par le P.s., les 12 socialistes de la municipalité Morice devaient se constituer en groupe d'opposition. Un seul, Alain Chenard, adjoint au maire, a su se comporter en socialiste. Il dirige aujourd'hui la liste d'union de la gauche. Les autres ont préféré « se placer d'eux-mêmes hors du Parti ».

► En mars 1976, les élections cantonales constituaient un test. Il a été concluant : tous les duels opposant socialistes et « ex-socialistes » ralliés à la Fédération des socialistes démocrates (F.s.d.) d'Eric Hintermann se sont soldés par un échec des dissidents. Et pour Morice, la défaite de ses adjoints transfuges du P.s. — le député Christian Chauvel et le maire adjoint André Routier-Preuvost — était lourde de menaces pour l'avenir proche.

► 4 février 1977 : le maire rend publique la composition de sa liste pour les municipales de mars. « C'est une liste à la nantaise », précise-t-il. Et il ajoute lors de sa conférence de presse : « J'ai été habilité au plan national à « rassembler » à Nantes les démocrates




Spécialités bretonnes, vues par Barrigue.



d'inspiration libérale, sans avoir à me préoccuper de leur appartenance ou non à la majorité ». En réalité, le glissement à droite est évident. A côté des nombreux représentants des différentes « familles » centristes (C.n.i., C.d.s., Centre républicain) les partis de droite font leur entrée : 6 R.p.r., 6 R.i. C'est la nouveauté majeure de la nouvelle liste Morice, le ciment principal des listes de 1965, et 1971 ayant été l'opposition au gaullisme.

« Les gaullistes comprendront très mal la compromission actuelle du R.p.r. avec Morice », affirme le Dr Philippe Sourdille, qui pour sa part tente de constituer une liste jobertiste. Et Morice a beau jeu de répondre : « Est-ce eux qui ont changé, ou nous ? »

Quant aux Républicains indépendants, c'est en fait tout l'état-major nantais des R.i. que Morice a accepté sur sa liste. La « gauche » étant censée prendre l'apparence de 8 dissidents du P.s., les « fidèles », ceux que Morice se refusait à « abandonner » en ne se représentant pas.

Telle est la réalité de « l'élargissement » vu par Morice. Les électeurs ne s'y tromperont pas : il s'agit bel et bien d'une liste majoritaire, même si elle a honte de dire son nom. Parmi les membres de la liste Morice, une hantise : la perspective de la succession... Car, né avec le siècle, André Morice aurait 83 ans à la fin de son mandat, à supposer que les électeurs le lui renouvellent... Irait-il jusqu'au bout ou passerait-il la main à un dauphin en cours de mandat ? Morice, là aussi, préfère le flou à la clarification. « Nous formons des jeunes, répond-il, mais il est prématuré de parler de succession ».

N'empêche que les Nantais aimeraient bien quelques précisions. « Les petits jeunes qui sont sur sa liste en espérant qu'il s'effacera risquent fort d'être déçus », estime Sourdille. Dans cet espoir, chacun cherche à se placer : le flou exacerbe les rivalités internes. Les Nantais ont eu récemment le spectacle des règlements de comptes chez les socialistes dissidents. L'un d'eux, Pierre Cueille, jeune adjoint — « un de ceux auxquels je pensais », note Morice — a en effet tenté une manœuvre au sein de la F.s.d. pour se débarrasser des « vieux », Routier-Preuvost étant particulièrement visé. Résultat : c'est lui que Morice a exclu de sa liste...



Alain Chenard.

Face à cette liste de droite « bricolée au plus juste », où se bousculent des arrivistes aux dents longues, la liste d'union de la gauche a sans conteste l'avantage de la crédibilité et de la clarté. Même si la composition n'est pas encore définitivement arrêtée, le P.s. aura la majorité absolue au conseil municipal avec 24 sièges au moins. Restent 23 sièges : 15 communistes, 6 radicaux de gauche, un gaulliste de gauche et un militant de l'U.d.b. (Union démocratique bretonne). Seuls trois noms sont officiellement connus : Alain Chenard, tête de liste, 40 ans, ingénieur chez I.b.m., conseiller municipal sortant, conseiller général (réélu en 1976 contre Cueille) « socialiste depuis plus de vingt ans ». Albert Mahé, 34 ans, son premier adjoint, représentatif de la « nouvelle vague » au P.s., est assistant à l'Ecole normale supérieure de mécanique. Le « troisième homme », Guy Goureaux, 46 ans, challenger victorieux de Routier-Preuvost aux dernières cantonales, secrétaire fédéral adjoint du P.s., est directeur de l'U.e.r. de physique à l'université de Nantes. Moyenne d'âge de la liste : 40 à 45 ans. Soit environ 20 ans de moins que la liste Morice. « Le combat sera bien sûr un combat droite contre gauche, note Chenard, mais il marquera aussi la relève de la vieille garde ».

Droi
politi
certain
flambe
l'ambi
réunis
couleu
de la
naufra
quelqu
Sourd
exclus
« appa
et peu
tour ».

## Sni nav

« Da
gênan
C'est
amis
bles é
essaye
propo
gens
un co
gêne
est d
avec
franç
nard.

Mai
ne se
droite

▶ Il
munic
en 13
moitié
ineffic
Nantes
contre
villes
pressi
tissem
celles

▶ La
présid
dégra
écono
d'empl
dans l'
menac
naval,
ville, risquent de se préciser dans un avenir proche. Morice lui-même le reconnaît : « Les années à venir seront très difficiles... »

▶ Nantes, enfin, centre d'une agglomération de 500 000 habitants, est une pièce maîtresse sur l'échiquier politique à l'heure où l'Ouest risque de basculer à gauche.

MARIE-JOSE BERNARDOT

mettre un renouveau politique et à supprimer les risques de désordres graves ? », 58 % des personnes interrogées ont répondu « oui » et 8 % seulement « non ».

## MME LE JUGE DANS LE BOX

Juge d'instance à Douai, Claude Joly va être traduite devant le Conseil supérieur de la magistrature. Les poursuites disciplinaires qui visent cette adhérente du Syndicat de la magistrature semblent essentiellement motivées par certains jugements qu'elle a rendus : Claude Joly a, par exemple, relaxé une mineure de 14 ans accusée d'un vol de 8,50 F dans un grand magasin. Elle a accordé plusieurs fois des délais à des familles menacées d'expulsion ou poursuivies pour des loyers non payés. Elle a considéré certains contrats de crédit, non conformes à la loi, comme nuls. Elle a aussi obtenu que des honoraires d'huissier très élevés soient quelque peu diminués.

La hiérarchie laisse entendre qu'elle a d'autres griefs. Sans dire lesquels, bien entendu. Cependant, le Syndicat de la magistrature relève « la présence à son dossier de 80 jugements sur les 240 pièces que compte celui-ci ». Il constate également qu'aucune des parties qu'aurait lésées le juge Joly n'a jamais fait appel et ne s'est pas davantage pourvue en cassation.

**● Un « bourdon » d'imprimerie nous a fait prêter à André Henry, dans notre numéro de la semaine passée, des propos... surprenants. Alors que l'original indiquait : « Notre texte est syndical en ce sens qu'il débouche sur un certain nombre de revendications que nous mettrons en avant, en accord avec le gouvernement si l'union de la**

# changer la vie politique en France

désigné par son parti pour conduire taille électorale. Contrairement à bea de listes d'union de la gauche en Franc de femmes sont présentes sur cell Mans. Au dire des deux partis, les Man auraient des difficultés à convaincre le tourage que des femmes doivent et pe participer à la vie de leur cité. On sait c dant qu'une jeune avocate socialiste e adhérentes du P.c.f. seront candidate

A droite, il y a quelques mois, ce guerre ; on dit qu'aujourd'hui c'est l armée. Cinq députés de la majorité sor dans le département et trois députés dont Joël Le Theule, se partagent Le avec une majorité de 51% seulement. cette atmosphère très majoritaire, Ja Mary, sénateur et maire centriste, règr le chef-lieu de la Sarthe depuis 1965, une élection qui se joua, alors, à 20 Parmi ses adjoints, un Rastignac, d R.p.r. de 42 ans, Jacques Chaumont, espéré longtemps voir le maire (68 ar pas se représenter. Las ! Maury, en dé bre dernier, annonce alors qu'il se r sente. Chaumont se fâche. Guichard ar depuis Paris, en faveur de Maury. Après déclaré à la presse, le 2 décembre : « totalement exclu que je me présente av Maury », Chaumont se plie finalemen conseils de ses amis politiques et se retr tête de liste de la droite avec Maury co futur premier adjoint. L'ancien maire s également désigné pour présider la munauté urbaine.

« Mais ça semble impossible que M lâche quoi que ce soit », dit un militant s liste. Et chacun, ici, de prévoir une cris maire sortant passe en effet pour un ho autoritaire. On dit de ce chirurgien qu'il la mairie à l'image de son secteur hos lier : en mandarin. Il confie volont « Tous ceux qui m'entourent sont des i ciles ».

## Tout béton

Pierre Combe est de ceux qui déno la gestion autoritaire et antidémocratiq Maury. Il fait remarquer qu'il n'y a plus jour, de salle de réunion au Mans. Au de l'été 1975, en effet, la Maison social pouvait abriter 2 500 personnes et cor nait une quarantaine de salles de taille rente a été détruite par les bulldozer voyés sur ordre de la municipalité : « La son était peut-être vétuste, mais elle av

## TRAVAIL TEMPORAIRE : UN PIS-ALLER

Se sentant mises en accusation, les entreprises de travail temporaire (950 en France) essaient de se défendre. Opération de grande envergure : conférence de presse de l'Union nationale des entreprises de travail temporaire, présentation d'un sondage, pour arriver à cette affirmation : « Le travail temporaire est indispensable à une économie moderne » !

Quelques chiffres de ce sondage méritent néanmoins attention. Plus de la moitié des travailleurs intérimaires ont de 18 à 25 ans. La moitié d'entre eux aussi n'avaient pas d'emploi avant de recourir à une entreprise de travail temporaire : 51 % reconnaissent d'ailleurs que c'est « le chômage ou le manque de travail » qui les a amenés là (ils ne sont que 14 % à donner comme raison « un meilleur salaire », et pour cause) ; 6 jeunes sur 10 se plaignent de l'insécurité de l'emploi ; 5 sur 10 enfin estiment qu'ils sont « moins bien considérés » que les autres travailleurs...

## ISERE : LE PREFET FAIT DU ZELE

Le préfet de l'Isère a, le 14 décembre dernier, écrit au président de la Chambre patronale. Car, estimait-il, « le programme de lutte contre l'inflation appelle certaines précisions ». Quelques extraits de ces « précisions » :

« Pour 1977, la progression de l'ensemble des éléments constitutifs de la masse salariale ne devra pas excéder la hausse des prix entre le 1er janvier et le 31 décembre. Pour l'évolution des salaires, vous devez vous référer à la norme de 6,5 % retenue par le gouvernement ».

« Aucune mesure catégorielle autre que celles qui sont d'ores et déjà prévues ne pourra s'ajouter en 1977 aux relèvements du salaire de base ».

« De plus, aucune réduction compensée de la journée du travail ne pourra intervenir jusqu'au 31 décembre 1977 ».

Au cas où les patrons de l'Isère auraient mal compris le plan Barre, ils n'auront, après ce rappel à l'ordre préfectoral, aucune excuse.

## 550 JOURS POUR LA VICTOIRE

Le 1er mars au plus tard, les ouvrières de la Cip (Pas-de-Calais) auront repris le travail. Une victoire formidable pour les travailleuses de cette fabrique de chemises qui ont occupé leur entreprise pendant 550 jours pour empêcher sa fermeture. Leur ténacité, la lutte qu'elles ont menée avec la C.f.d.t., les partis politiques de gauche et la population ont eu raison de la mauvaise volonté patronale et des pouvoirs publics. Une société belge, le groupe Valda, s'est porté acquéreur de la Cip. « La lutte n'est pas terminée, pour autant, ont déclaré les travailleuses. Nous sommes fermement décidées à la poursuivre pour aboutir au réemploi de toutes les ouvrières ».




## A.N.P.E. : UN PATRONAT D'ACIER !

Les employés de l'A.n.p.e. de Clermont-Ferrand auraient eu une belle histoire à raconter au Premier ministre lors de son voyage dans leur ville, samedi : celle de la lutte qu'ils ont menée dans leur agence pour le simple respect de leurs droits.

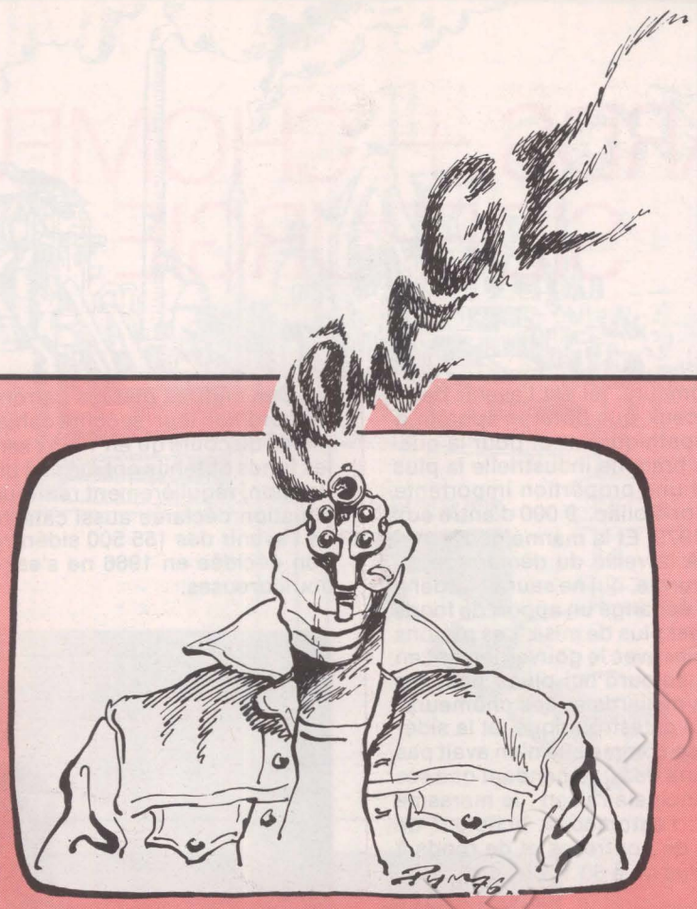
Le 24 décembre, un accord réclamé depuis de longs mois par la C.g.t. et la C.f.d.t. est signé alors avec la direction régionale de l'A.n.p.e. : les deux syndicats obtiennent enfin un local syndical. Accord vite remis en question, puisque, au début de janvier, d'autres syndicats, autonomes en particulier, sont autorisés à se servir du local. C.g.t. et C.f.d.t., qu'on n'a même pas averties officiellement de cette mesure, la dénoncent : l'accord n'engageait en effet que les organisations signataires. La direction refuse tout dialogue et choisit le coup de force : le 18 janvier, au petit matin, elle fait fracturer les verrous du local, enlever les portes, décrocher les affiches.

La réplique est immédiate : le personnel se met en grève. Le mouvement s'étend même au département. Le chef de centre régional de l'Agence en Auvergne refuse de négocier. On le voit menacer le personnel, agresser les représentants syndicaux : un membre de la C.g.t. est frappé d'un coup de poing au foie, un syndicaliste C.f.d.t. est violemment bousculé et menacé.

L'affaire prend une telle ampleur que, le 21 janvier, le directeur des relations sociales de l'A.n.p.e. se rend à Clermont. Il fait remettre les portes et le verrou du local syndical. Mais la C.g.t. et la C.f.d.t. ne comptent pas en rester là. Un dossier sur les agissements du syndicat autonome et son utilisation par l'A.n.p.e. est en préparation, tandis qu'une plainte a été déposée contre le chef de centre régional pour agression.

## MONSIEUR SANS-GENE

Les journaux ont reçu l'autre jour un communiqué appelant à la réconciliation de la droite en insistant sur « le danger » d'une victoire de « la coalition



socialo-communiste ». Expéditeur : Pierre-Christian Taittinger. Ces textes sont froidement rédigés et envoyés sur papier à en-tête du secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères.

Pourquoi se gêner ?

## BARRE AU PIED DU MUR

En affirmant qu'il irait en Aquitaine lundi et mardi — petit cadeau pré-électoral bien mérité au sage Jacques Chaban-Delmas — uniquement pour « travailler, s'informer, dialoguer utilement et ne pas entendre des discours de bienvenue », Raymond Barre a pris un risque : celui d'être mis au pied du mur. Dans cette perspective, Philippe Madrelle, président socialiste du Conseil général de Gironde, lui a proposé de participer à une séance de travail sur l'emploi avec le personnel de Saint-Joseph et Bordeaux-Sud, dans les locaux des deux entreprises bordelaises qui connaissent les plus graves difficultés depuis plusieurs mois.

Jusqu'à présent, le Premier ministre a toujours refusé de recevoir Madrelle, qui voulait plaider ces important dossiers auprès de lui. Sur place, acceptera-t-il le rendez-vous ?

## LES OVNI DE BASTIA

Les « objets votants non identifiés » : l'expression, utilisée l'autre semaine par « l'Unité », a plu aux Bastiais. D'autant qu'un sondage, publié par « le Provençal-Corse », semble confirmer l'existence, à Bastia même, de ces étranges créatures. Cette enquête, qui porte sur la liste électorale de la ville, fait apparaître beaucoup d'inexactitudes dans les adresses des électeurs. « Il n'a pas été possible, pendant les trois jours qu'a duré le sondage, de remonter les filières pour 35,4 % des électeurs inscrits », indique le commentaire. On constate aussi que 9,6 % des électeurs sont absents de Corse pour de bon. Enfin, autre anomalie : le nombre élevé des « identités altérées » : 22,6 %. « Une refonte totale de la liste est nécessaire », ajoute notre confrère. La municipalité est-elle d'accord ? L'opinion publique bastiaise semble l'être, en tout cas, puisque à la question « Croyez-vous qu'une moralisation des pratiques électorales en Corse serait de nature à permettre un renouveau politique et à supprimer les risques de désordres graves ? », 58 % des personnes interrogées ont répondu « oui » et 8 % seulement « non ».

## MME LE JUGE DANS LE BOX

Juge d'instance à Douai, Claude Joly va être traduite devant le Conseil supérieur de la magistrature. Les poursuites disciplinaires qui visent cette adhérente du Syndicat de la magistrature semblent essentiellement motivées par certains jugements qu'elle a rendus : Claude Joly a, par exemple, relaxé une mineure de 14 ans accusée d'un vol de 8,50 F dans un grand magasin. Elle a accordé plusieurs fois des délais à des familles menacées d'expulsion ou poursuivies pour des loyers non payés. Elle a considéré certains contrats de crédit, non conformes à la loi, comme nuls. Elle a aussi obtenu que des honoraires d'huissier très élevés soient quelque peu diminués.

La hiérarchie laisse entendre qu'elle a d'autres griefs. Sans dire lesquels, bien entendu. Cependant, le Syndicat de la magistrature relève « la présence à son dossier de 80 jugements sur les 240 pièces que compte celui-ci ». Il constate également qu'aucune des parties qu'aurait lésées le juge Joly n'a jamais fait appel et ne s'est pas davantage pourvue en cassation.

## LES CLASSES EXISTENT, UN SONDAGE LES A RENCONTREES

**C'est la plus sévère des répliques adressées à « Démocratie française » où Valéry Giscard d'Estaing décrit une société « en voie d'unification » :un sondage de la Sofres pour le numéro de février de « l'Expansion » établit lumineusement que les notions de classe sociale et d'appartenance de classe sont très fortement ressenties par les Français ; et même qu'elles apparaissent comme la seule vraie balance où peser notre société.**

**Ce n'est plus, en effet, le patriotisme qui constitue le ciment : 50 % le ressentent comme ayant moins d'importance qu'autrefois (et pensent que 66 % des Français sont dans leur cas). L'idée de patrie ne conservant beaucoup de crédit que dans la population âgée et de niveau d'instruction primaire.**

**Le chapitre suivant souligne la chute libre du giscardisme : alors que 68 % estiment que de Gaulle était « le président de tous les Français », ils ne sont plus que 51 % à le dire pour Pompidou et... 30 % s'agissant de Giscard d'Estaing !**

**Quant à ce que les Français ne veulent en aucun cas voir supprimer, les réponses sont particulièrement instructives : plus encore qu'au libre choix de son entreprise ou à la possibilité de s'établir, plus même qu'au droit de vote, c'est à la Sécurité sociale qu'à 79 % ils expriment leur attachement. En revanche, ils ne sont que 49 % (et même 30 % chez les moins de 25 ans) à trouver le service militaire « plutôt positif » pour favoriser le patriotisme chez les jeunes — ce pourcentage tombant à 41 % des interviewés sympathisants communistes et 38 % des sympathisants socialistes. Quant au système de dissuasion nucléaire, une majorité (53 %) le trouve (très ou assez) « positif » — dont 16 % de « très positif » et 36 % d'« assez positif » chez les sympathisants du P.s.**

**Leçon essentielle du sondage : la conscience de classe existe bien en France : à 68 % (et même 74 % chez les agriculteurs et les ouvriers). Crainte de « paraître » ? La plupart en tout cas tendent à se classer dans la catégorie d'en-dessous (les cadres supérieurs dans la classe moyenne, les employés dans la classe ouvrière, etc.). Mais sans que cela efface les antagonismes de classe. Les jeunes, notamment jugent (à 56 %) que les distances sociales, en termes de niveau de vie, ont tendance à augmenter...**

**● Un « bourdon » d'imprimerie nous a fait prêter à André Henry, dans notre numéro de la semaine passée, des propos... surprenants. Alors que l'original indiquait : « Notre texte est syndical en ce sens qu'il débouche sur un certain nombre de revendications que nous mettrons en avant, en accord avec le gouvernement si l'union de la gauche parvient au pouvoir en 1978, et malgré lui si l'actuelle équipe se maintient en place », les lecteurs de « l'Unité » ont pu lire : « ... en accord avec le gouvernement si l'actuelle équipe se maintient en place » ! Nous présentons bien entendu nos excuses à André Henry et à nos lecteurs pour cette « hénaurmité ».**

# MILLIARDS + CHOMEURS = SIDERURGIE

Milliards de francs et milliers de chômeurs, tel est l'avenir de la sidérurgie. Les milliards, ce sont ceux que l'Etat s'apprête à réinjecter, à des doses non homéopathiques — et pour la quatrième fois en dix ans — pour soutenir la branche industrielle la plus endettée de France. Les chômeurs, c'est une proportion importante des 48 000 salariés du géant lorrain, Sacilor-Sollac : 9 000 d'entre eux perdront leur emploi d'ici au printemps 1979. Et la manne gouvernementale ne changera en rien leur sort. A la veille du démarrage du second plan de restructuration de la sidérurgie, qui ne saurait tarder à voir le jour, le classique chantage, où l'on échange un apport de fonds publics contre la stabilité des effectifs, n'est plus de mise. Les patrons sidérurgistes, qui ont l'habitude de négocier avec le gouvernement en y trouvant une oreille attentive, veulent aujourd'hui plus : pour les maîtres de forges, il faut maintenant des milliards et des chômeurs.

Car, disent-ils, la crise est là. 1975 a été catastrophique, et la sidérurgie a été durement frappée par une crise comme elle n'en avait pas connu depuis 40 ans : sa production a chuté de 20 % pendant que ses prix s'effondraient, baissant de 30 %. Principale raison : le marasme des deux principaux utilisateurs d'acier, l'automobile, acheteur de « tôles minces » et le bâtiment, acheteur de poutrelles et de ronds à béton. Aciéries et laminoirs ne tournent plus qu'à 60 % de leurs capacités.

## Le Plan court-circuité

Tout au long de l'année 1975, le patronat multiplie les cris alarmistes. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, le 5 septembre 1975 : « Logiquement, nous devrions procéder à des licenciements ». La direction de Sacilor, à la fin d'août : « La situation est tellement grave que nous ne pouvons plus donner la garantie que nous pourrons éviter des licenciements ». En septembre 1975, en réponse au gouvernement qui leur demande la mise en exécution de leurs projets pour le Nord et la Lorraine, les patrons d'Usinor et de Sacilor préviennent : « Nous n'avons pas un sou pour 1976, et il faut nous aider dans une proportion plus grande que par le passé ». Bref, après un an de campagne, les sidérurgistes qui demandent d'ailleurs, par la voix de Ferry, la proclamation de « l'état de crise manifeste », arrivent enfin au but de l'opération : « Aidez-nous ».

Le même scénario se reproduira en 1976, comme il s'est souvent déroulé dans un passé récent où les patrons de l'acier ont appris à devenir les maîtres incontestés de l'utilisation des fonds publics.

Un peu d'Histoire.

1966 : la Chambre syndicale de la sidérurgie lance sa première grande campagne. Ferry, déjà lui, en est le porte-parole. La sidérurgie, explique-t-il, a supporté les frais de la reconstruction du pays, elle est dans une situation compétitive difficile, par rapport à l'Allemagne en particulier, et pourtant d'énormes marchés s'ouvrent à nous : il faut un effort national. Et en juillet 1966, court-circuitant le Ve Plan, le cahier revendicatif des patrons est accepté. Un plan global, dit « professionnel », est signé entre le ministre de l'Economie de l'époque, Michel Debré, et Ferry, afin de faire de la sidérurgie une industrie « moderne » et « compétitive » — des « conventions » particulières seront par la suite signées entre l'Etat et les principales entreprises. Première tranche de l'aide de l'Etat : 2,8 milliards de francs, presque un tiers du financement des travaux prévus par le plan Ferry.

Seconde tranche en 1971 : 1,85 milliard, porté en 1973 à 2,65 milliards, soit 25 % environ du coût de l'usine n° 1 de Fos. Troisième tranche, enfin, en avril 1976 : 1,4 milliard destiné à couvrir 40 % d'un programme d'investissement en 3 ans. Toutes ces sommes, prêtées par le canal du Fonds de développement économique et social à des taux d'intérêt plus qu'intéressants (4 % sur 25 ans, avec 5 ans d'intérêts différés) risquent, en fait, d'être des dons. Pour l'année 1976, la sidérurgie ne remboursera pas le tiers des **intérêts** du capital emprunté. L'endettement de la branche (33 milliards) atteint un chiffre record : il est égal au chiffre d'affaires de 1976. La France n'a qu'un rival en ce domaine, la sidérurgie italienne, avec qui elle tient la tête du peloton : son endettement est le double de celui de la Grande-Bretagne et six fois supérieur à celui de l'Allemagne.

Des chiffres que les patrons citent bien volontiers, pour déposer aujourd'hui leur second cahier de revendications, en reprenant le même discours qu'en 1965 : sans aide, c'est la faillite. Est-ce à dire que les fonds obtenus ont été mal utilisés ? Que le premier plan de restructuration, régulièrement renfloué à coups de milliards, aboutisse à une situation déclarée aussi catastrophique, voilà qui laisse mal augurer de l'avenir des 155 500 sidérurgistes français pour qui la modernisation décidée en 1966 ne s'est déjà pas réalisée sans conséquences douloureuses.

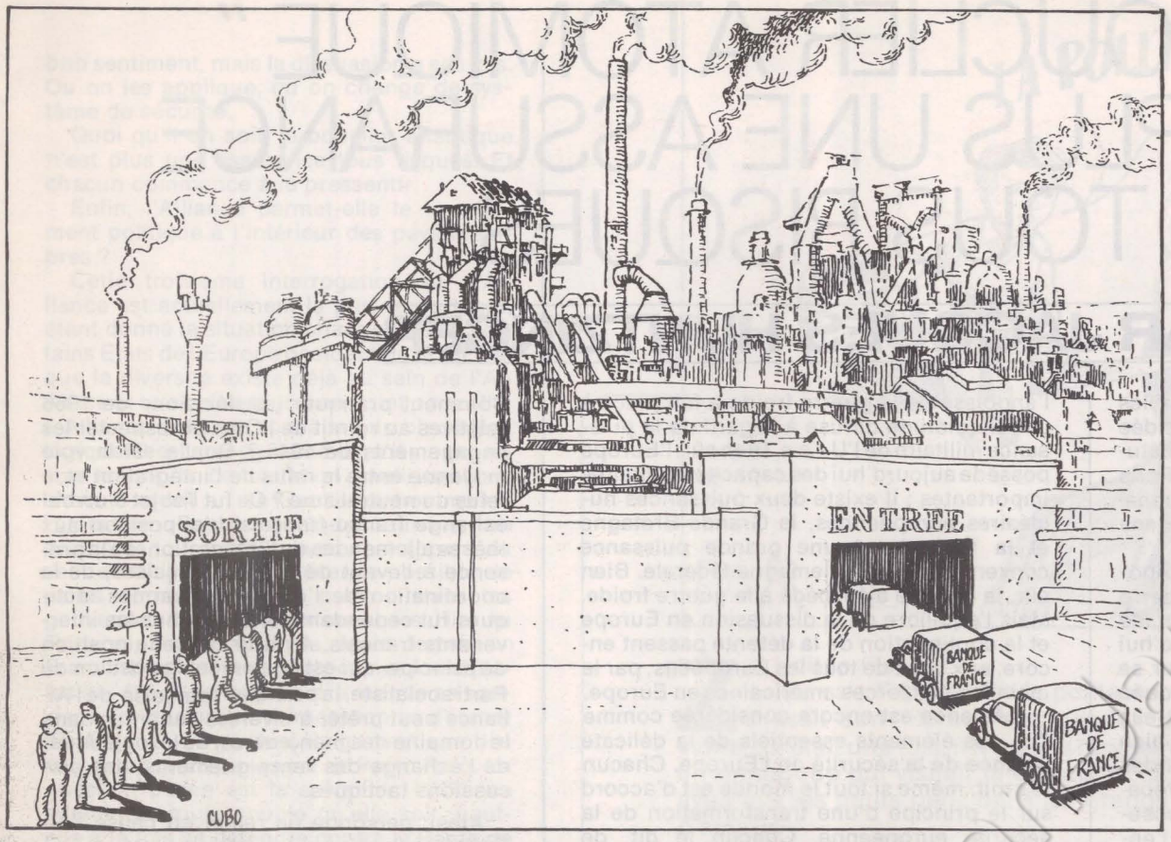


**Sacilor à Longwy.**

Qui dit restructuration dit, en effet, concentration. Elle a eu lieu : 80 % de la production d'acier est assurée par Usinor et Sacilor. Et qui dit concentration dit pertes d'emplois : 30 000 postes supprimés entre 1965 et 1975. Le développement d'unités de plus en plus importantes dans les complexes sidérurgiques, la recherche de la fameuse compétitivité, a entraîné une détérioration très nette des conditions de travail, dont une des principales caractéristiques est le développement fabuleux du système « en feu continu » : en 1960, un tiers des ouvriers travaillaient en posté ; c'est aujourd'hui le cas des trois quarts d'entre eux. La principale caractéristique restant les accidents du travail, dont le champion est l'unité la plus moderne de la branche, Usinor-Dunkerque : 83 morts depuis sa construction.

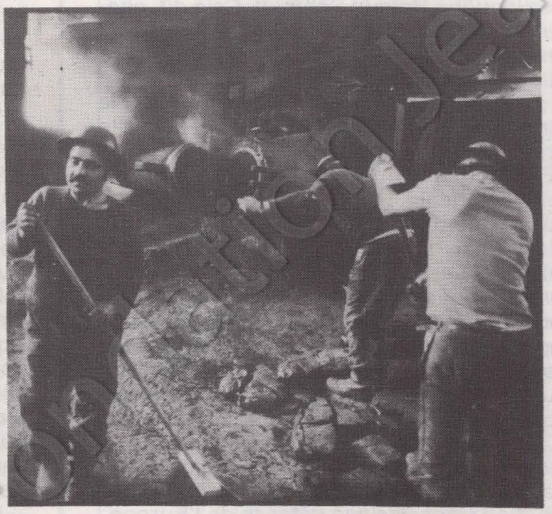
Le développement régional a souffert, lui aussi, et particulièrement en Lorraine, des choix industriels des patrons sidérurgistes : la volonté d'être compétitif sur les marchés étrangers a conduit la France à se cantonner aux produits semi-finis, sans jamais mettre en place, en aval de ses usines de production d'acier, des industries de transformation. Un avantage pour les patrons lorrains, par exemple, à ce choix : maintenir des bas salaires en n'industrialisant pas la région. Et c'est ainsi que 30 % seulement des salariés lorrains sont du personnel qualifié.

« Le choix d'un type de consommation donnant la priorité à l'automobile, à l'électro-ménager a conduit la sidérurgie à ne produire que des produits semi-finis, au détriment d'une industrie poussée et qualifiée, estime Jacques Chérèque, secrétaire général de la Métallurgie C.f.d.t. Il y a, depuis deux ans, sur offre sur ces produits. Mais les










patrons sidérurgistes ne se demandent pas s'il y a d'autres créneaux à occuper. Nous entendons, nous, poser le problème de la politique industrielle de l'acier, afin qu'elle ne soit plus une politique commençant aux hauts fourneaux pour se terminer aux laminoirs ».

## Outils compétitifs

De cette remise en question, patronat et gouvernement ne prennent guère le chemin. Les patrons, eux, s'en moquent. Certes, la sidérurgie va mal. Mais qu'importe finalement aux groupes financiers qui la soutiennent ! Les sidérurgistes, qui se plaignent tant que le prix de l'acier n'évolue pas, oublient de dire que leurs banques sont là pour récupérer des profits dans d'autres branches d'industrie. Et pour les réinvestir à l'étranger... Bref, ceux qui font des « sacrifices », au niveau de la production, les rattrapent largement ailleurs, tandis que la collectivité, régulièrement, aide celles de leurs entreprises qui ne marchent pas bien. « Les patrons de cette branche sont comme le boulanger qui s'installe dans un village sans boulanger, raconte un syndicaliste. Il dit au maire : si on ne m'aide pas à construire mon magasin, si je n'ai pas de crédit, j'irai vendre mes pains ailleurs. Evidemment, on l'aide. Mais il vend de toute façon ses pains ailleurs. »

Et cela n'ira qu'en empirant. Aujourd'hui, au terme d'une politique aberrante, il y a surcapacité de production de la sidérurgie. La France a une capacité de production de 33 millions de tonnes. Elle en produit, en fait, 24. Le gouvernement dit alors : l'évolution prévisible est de 28 millions de tonnes en 1980. Si l'on baisse les capacités de production à 31 millions de tonnes, l'écart est déjà moins grand. Dans une première phase, il s'agit donc de se débarrasser de ce qui est inutile, en installations comme en hommes : supprimer brutalement 10 000 emplois, cela correspond à une baisse de 2 millions de tonnes des capacités de production. Très bien. La seconde phase consistera à rendre les outils compétitifs, en concentrant la production sur quelques centres ultra-modernes, ce qui laisse prévoir au moins 10 000 licenciements supplémentaires. Au passage, 3 milliards au moins, 12 milliards plus vraisemblablement, viendront aider les maîtres de forges à être encore plus rentables. De l'intérêt national, nulle trace.

C'est le débat que les syndicats, après une journée régionale de protestation en Lorraine ce vendredi, comptent porter devant l'opinion publique et le Parlement : poser le problème de ce que peut et doit être une industrie de base comme la sidérurgie. Pour la C.g.t., la réponse est dans une nationalisation. La C.f.d.t. va plus loin. Oui, dit-elle à la nationalisation, mais non à la « socialisation des pertes, que serait une nationalisation immédiate et limitée aux seules entreprises sidérurgiques, comme l'explique Michel Rollant, secrétaire national de la confédération. Si l'on ne s'attaque pas au problème des groupes financiers, cela ne ferait que donner une rente de situation aux grands groupes métallurgiques. C'est ainsi que l'on nationalise E.d.f. et que l'on offre le courant moins cher à Pechiney-Ugine-Kuhlmann... »

MICHELE KESPI-BACKMANN

# LE " BOUCLIER ATOMIQUE " N'EST PLUS UNE ASSURANCE TOUS RISQUES

## PAR JACQUES HUNTZINGER

A l'initiative de la Fondation pour les études de défense nationale, présidée par le général Buis, et du Centre d'études de politique étrangère, s'est tenu à Paris du 3 au 5 février un colloque international consacré à « la défense et la sécurité dans l'Europe des contradictions ».

L'Europe, marquée par l'héritage bipolaire, c'est-à-dire la coupure de la guerre froide, le système des alliances et le poids des Grands, est-elle capable aujourd'hui d'avoir des perspectives nouvelles pour sa sécurité et son avenir politique ? Marquée par l'hétérogénéité et la complexité, est-elle capable de définir et de défendre un « bien commun » européen ? Ce sont de grandes questions, mais elles ne peuvent pas recevoir de réponses définitives. Elles supposeraient un accord complet réalisé entre l'ensemble des Etats européens. On en est loin. Cela dit, l'intérêt évident de ce colloque aura été de révéler le sens nouveau du débat européen. Si tout le monde s'accorde à penser que l'Europe vivra encore longtemps à l'intérieur du système Est-Ouest, de l'équilibre militaire et des alliances, chacun est également conscient de l'importance des changements qui commencent à se manifester à tous les bouts du continent européen. Aussi deux thèmes ont dominé les débats : l'avenir de l'Alliance atlantique et l'avenir de l'Europe occidentale.

L'Alliance atlantique est-elle dépassée ?Il ne le semble pas, à voir l'accord total qui existe entre les Européens de tous Etats et de toutes tendances pour son maintien, et la continuation de l'engagement américain en Europe. La raison essentielle qui avait présidé à l'élaboration du Pacte atlantique en 1949 demeure : la perception d'un danger militaire soviétique reste très largement répandue, même si plus personne ne croit à une invasion classique ou à une attaque surprise du Pacte de Varsovie. On peut dire que l'angoisse de la guerre froide a fait place à une inquiétude diffuse à l'égard de la puissance militaire de l'U.r.s.s. Bien sûr, l'Europe possède aujourd'hui des capacités militaires importantes ; il existe deux puissances nucléaires européennes, la Grande-Bretagne et la France ; et une grande puissance conventionnelle, l'Allemagne fédérale. Bien sûr, la détente a succédé à la guerre froide. Mais l'équilibre de la dissuasion en Europe et la continuation de la détente passent encore, aux yeux de tous les Européens, par le maintien des forces américaines en Europe.

L'Alliance est encore considérée comme l'un des éléments essentiels de la délicate balance de la sécurité de l'Europe. Chacun le croit, même si tout le monde est d'accord sur le principe d'une transformation de la sécurité européenne. Chacun le dit, de Berlinguer à Helmut Schmidt. Cela dit, chacun pratique l'Alliance à sa façon, ce qui est un signe de la relative souplesse du système atlantique.

Les Etats-Unis, depuis qu'ils ont adopté la stratégie de la réponse flexible, ont admis le principe du découplage de la défense de l'Europe par rapport à la défense du territoire américain. Ils pratiquent désormais un engagement modulé en Europe. Il n'y aura plus jamais d'engagement américain automatique. Les Allemands pour leur part veulent une Alliance atlantique à l'intérieur de laquelle l'intégration des forces et des stratégies dès le temps de paix jouerait à plein, ce qui renforcerait la protection immédiate du territoire allemand. L'attitude française consiste au contraire à maintenir une liberté d'action essentielle, de façon à garder la maîtrise de l'emploi de l'arme atomique et de décider du moment et du volume de la participation française à la défense de l'Europe.

Doit-elle, pour ce faire, coordonner son action avec ses alliés dès le temps de paix tout en préservant sa liberté atomique ? Comment pratiquer les décisions de 1966 relatives au retrait de l'Otan et respecter les engagements de 1949 ? Quelle est la voie moyenne entre le refus de l'intégration et le refus du neutralisme ? Ce fut l'objet d'un bel échange franco-français. L'opposition aux thèses allemandes de l'intégration, de la présence à l'avant de forces françaises, de la coordination de l'emploi des armes tactiques fut cependant générale chez les intervenants français. A partir de cette position de principe, qui est également la position du Parti socialiste, la pratique française de l'Alliance peut prêter à diverses variantes dans le domaine des manœuvres, de la logistique, de l'échange des renseignements, des discussions tactiques.

Ainsi, personne ne remet en cause l'Alliance, mais chacun la pratique à sa façon au mieux de ses intérêts propres. L'Alliance est, en fin de compte, jugée tout à la fois assez indispensable et assez souple pour ne pas être considérée comme dépassée.

Mais l'Alliance garantit-elle de façon absolue la sécurité de ses membres ? On ne peut pas le dire.

La sécurité militaire assurée par l'Alliance est relative. La parité nucléaire a modifié les conditions de l'engagement américain en Europe ; la stratégie de la réponse flexible, le rôle attribué aux armes conventionnelles et tactiques, la conception d'une bataille classique prolongée sur le théâtre européen, la notion de guerre nucléaire de théâtre s'expliquent fort bien du point de vue américain. Mais tout cela ne fait pas du tout l'affaire des Européens, lesquels se retrouvent tous pour demander aux Etats-Unis le maintien d'une dissuasion à haut niveau en Europe.

Qu'en sera-t-il demain avec le président Carter ? Quelle sera l'attitude de ce dernier à l'égard de l'atome et de la dissuasion ? La peur du bouton rouge part peut-être d'un



Les vétérans de 14-18 le jour du 60e anniversaire de Verdun.



Manœuvres en 1976.

bon sentiment, mais la dissuasion a ses lois. Ou on les applique, ou on change de système de sécurité.

Quoi qu'il en soit, le bouclier atlantique n'est plus une assurance tous risques. Et chacun commence à le pressentir.

Enfin, l'Alliance permet-elle le changement politique à l'intérieur des pays membres ?

Cette troisième interrogation sur l'Alliance est actuellement la plus importante, étant donné la situation changeante de certains Etats de l'Europe occidentale. Il est vrai que la diversité existe déjà au sein de l'Alliance et que cela est un bon point pour elle. L'Alliance n'est pas tout à fait un bloc idéologique. Il est vrai également qu'il y a eu, en son temps, la contestation gaulliste. Mais chacun voyait en de Gaulle un homme de l'Occident. Depuis quelques années, un problème tout à fait nouveau est apparu au sein de l'Alliance : la présence possible de partis communistes au pouvoir dans les gouvernements des Etats membres. Hier au Portugal, demain en Italie, après-demain en France. Les réactions américaines immédiates ont été négatives. Tout le monde se souvient des déclarations fracassantes d'Henry Kissinger et du général Haig, ainsi que des conversations du sommet de Porto Rico. La question posée est la suivante : l'Alliance atlantique, toute souple qu'elle soit, peut-elle à la fois se défendre contre le Pacte de Varsovie et inclure des gouvernements à participation communiste ? Comment concilier une Alliance établie contre le risque d'agression du communisme oriental et l'acceptation du communisme occidental ? Ce fut le débat central de ce colloque.

Au-delà des craintes, des méfiances et du scepticisme des uns et des autres, l'attitude générale des participants fut très nette : l'Alliance devra apprendre à vivre avec l'eurocommunisme. Parce que l'eurocommunisme n'est pas, s'il l'a jamais été, la cinquième colonne de Moscou. Encore faudra-t-il que chacun trouve les voies nécessaires à l'établissement d'une alliance pluraliste, diversifiée, mais stable. L'avenir de l'Alliance en la matière est celui d'un compromis atlantique entre les gouvernements futurs des Etats européens et le partenaire américain. Chacun aura à y gagner.

Cela dit, le fond des choses demeure. Il se produit sur tout le continent européen une formidable poussée de forces nouvelles, intellectuelles, sociales et politiques, qui s'exprime aussi bien à Prague qu'à Paris, à Rome qu'à Berlin-Est, voire à Moscou. Il est évident qu'une dynamique sociale nouvelle traverse l'Europe, au-delà des frontières, des barrières, des nationalités et des systèmes. C'est une dynamique en faveur du progrès, de la liberté, et de la volonté des peuples. Elle manifeste le réveil des Européens, de Brest à l'Oural.

Or comment sera-t-il possible que cette dynamique nouvelle s'inscrive au travers du système des alliances et des blocs, sans l'ébranler profondément à la longue ?

Le système Est-Ouest repose encore sur l'antagonisme et la confrontation de deux ensembles qui étaient homogènes. Or, la dynamique actuelle du continent européen récuse les modèles et les dogmes ainsi que les empires et provoque la circulation des idées et le développement d'expériences politiques, économiques et sociales nouvelles. La contradiction sera croissante entre le système Est-Ouest et l'évolution sociale du continent européen. Cette contradiction est porteuse d'espérances et de risques. Chacun le sent. Mais qu'y faire ?

# DIPAPACÉQUOI




PAR PIEM

"Zut ! dit le fils.

— Je vais t'apprendre la politesse », dit le père.

Il assit son fils sur ses genoux et lui conta l'histoire suivante : il était une fois, il n'y a pas longtemps, pas longtemps du tout, un monarque qui visitait la Bretagne. La province était en liesse et avait mis les petits riens dans les grands en vue de ce grand festin d'amour.

Lorsque Sa Grandeur apparut sur l'esplanade, tous les partis de l'opposition étaient là pour l'accueillir et ils lui firent une ovation. Une adorable petite fille, toute menue (maigre, prétendirent quelques mauvaises langues), septième enfant d'une famille de onze, dont le père était licencié (pour raison économique), apporta une couronne de roses empruntée sur la tombe d'un accidenté du travail. Le monarque se pencha vers l'enfant. Les flashes des photographes éclatèrent d'enthousiasme et la photo de l'événement parut en première page de tous les journaux de l'opposition. Une gazette locale encadra le document d'un filet tricolore, à la demande des ouvriers du Livre.

— Merde, alors ! dit le fils.

Un groupe d'une centaine d'admirateurs venu des chantiers voisins remonte l'avenue de la Félicité. Les femmes, tailleur gris perle, bottillons à talon rouge, les hommes, complet de tergal trois pièces, chaussures croco dont les semelles fines effleurent à peine le sol. L'ensemble évolue avec grâce. Le chef de file s'arrête à quelques pas de Son Altesse en attendant que celle-ci lui adresse la parole. « Dites, mon ami ! —Oserais-je ? — Faites donc, je vous en prie ».

— Putain ! dit le fils, c'est un peu chié, ce dialogue.

Le petit peuple frissonne de bonheur.

Très policé, le commandant des C.r.s. qui rêvait d'en venir aux mains, baisa celle de la déléguée du Syndicat contestataire, non sans avoir au préalable soulevé galamment la visière de son casque.

La compagnie républicaine de sécurité laissa échapper un soupir de plaisir et un chapelet de grenades, dont les fumées d'encens envahirent la place. La foule, émue aux larmes, se mit instinctivement à genoux.

Charles Bolluche, dont le nom restera à jamais gravé dans les mémoires, entonne une litanie :

« Valéri, sois béni. »

« Valéri, sois béni », reprend le peuple

« Béni, soit ton destin »

« Béni, soit ton destin »

Le chef de file de l'opposition, un vrai gentleman, prononce à son tour un discours de portée nationale dont j'extrais le passage suivant : Sérénissime Président, vous qui daignez, dans votre infinie bonté, jeter un regard compatissant sur notre indignité, etc. etc.

— Bordel de merde, dit le fils c'est vachement torché.

Les banderoles flottent au vent. « Merci à toi le bien-aimé. Nous ne sommes rien, tu es tout », pouvait-on lire. Sa Grandeur souriait aux anges gardiens. Ils se marièrent et ils eurent beaucoup d'enfants.

— Papa, tu ne crois pas que ces gens de l'opposition sont trop polis pour être honnêtes ? dit le fils.

Puis il brûla la politesse.

# Espagne

# PREMIERS PAS VERS LA LEGALISATION

*De notre correspondant*

Le calme est revenu à Madrid après une semaine de tragique tension et un très lourd bilan : un enlèvement, une dizaine de morts, de nombreux blessés et une inquiétante vague d'arrestations dans les milieux syndicaux et les organisations d'extrême gauche. Il faut reconnaître d'ailleurs, par bonheur, que la répression n'épargne pas l'extrême droite.

Car les responsabilités du gouvernement sont graves quand il laisse agir impunément les bandes fascistes dirigées par l'Internationale noire. Qu'il s'agisse d'Argentins, comme le tristement célèbre Commando « Trois A », d'Italiens, comme Salvatore Francia (réclamé par le gouvernement italien pour avoir participé à l'attentat de la Piazza Fontana en 1969 à Milan où 16 personnes (furent tuées), de Chiliens, membres de la Dina (police politique de Pinochet) ou de Cubains de Batista, tous s'étaient donné rendez-vous à Madrid ou mieux à Tolède où devait avoir lieu une importante réunion qui fut ajournée « par ordre venu de haut ». Alors que se succèdent les arrestations et expulsions d'individus liés au terrorisme fasciste international, le juge d'instruction de Florence a affirmé sa conviction que les assassins de la rue Atocha, (voir l'Unité n° 236) étaient les mêmes que ceux qui tuèrent le juge Occorsio en juillet 1976, dans le Sud de l'Italie.

Le discours lénifiant du président Suarez ne peut cacher cependant les graves implications dans lesquelles se trouve compromise la police politique espagnole, ni l'impunité dont jouissent encore aujourd'hui les guérilleros du Christ-Roi.

Alors que sur le plan politique, le gouvernement ne se décide toujours pas à légaliser tous les partis comme le demande l'opposition il vient, sur le plan syndical, de faire un premier pas : au moment même où Suarez refusait de rencontrer personnellement le secrétaire général du P.c.e., Santiago Carrillo, le ministre des Affaires syndicales annonçait dans un entretien avec le secrétaire général de la C.i.s.l. (Confédération internationale des syndicats libres) que « au mois de mai prochain toutes les centrales syndicales seraient légalisées » — alors qu'elles sont aujourd'hui dans la clandestinité ou tout juste tolérées.

Depuis une dizaine d'années, le syndicalisme fasciste était en pleine décomposition parce que confronté à un mouvement ouvrier qui, surtout à partir de 1962 et des grandes grèves des mineurs des Asturies, renaissait des cendres de la guerre civile. La classe ouvrière sut s'organiser pour résister au fascisme de multiples façons : comités d'usines, comités de grève, commissions ouvrières, syndicats clandestins comme l'U.g.t. (Union générale des travailleurs), la C.n.t. (Confédération nationale des travailleurs) l'U.s.o. (Union syndicale ouvrière) la S.t.v. (Solidarité des travailleurs basques). Aussi bien, les diverses centrales et organisations



**Felipe Gonzalez.**

syndicales clandestines surent utiliser les structures du syndicalisme vertical pour la discussion des conventions collectives jusqu'à ce que leurs interventions s'imposent enfin librement et ouvertement depuis la mort du dictateur.

Aujourd'hui le gouvernement reconnaît leur légalité « de facto ». Le fascisme s'écroule et comme l'affirme Otto Kernsten, secrétaire de la C.i.s.l. (qui regroupe 60 millions de travailleurs dans 91 pays du monde) : « Le syndicalisme vertical doit être dissous », ou encore : « Nous n'acceptons pas que l'organisation verticale continue à négocier. Désormais c'est le rôle des centrales syndicales ».

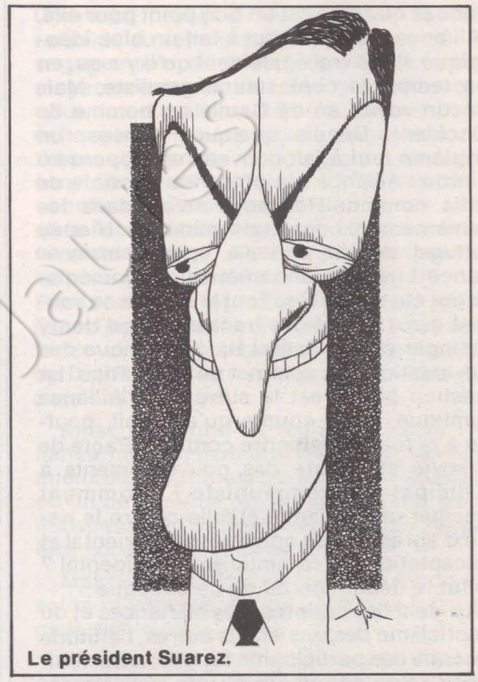
## « EL SOCIALISTA » LÉGALISÉ

**Comme nous le laissions entendre dans « l'Unité » de la semaine dernière « El Socialista », hebdomadaire central et porte-parole du P.s.o.e., a été enregistré le 1er février dernier au dépôt légal n° 845/1977.**

**« El Socialista » sort ainsi d'une longue clandestinité. Réalisé par une poignée de journalistes militants, il est dirigé par Javier Solana, responsable à la presse et à la propagande du P.s.o.e.**

**Dans ce premier numéro « légal », Felipe Gonzalez aborde le problème de l'unité entre les diverses formations socialistes, se déclarant partisan que tous les groupes socialistes aillent à la bataille sous le sigle du P.s.o.e.**

**Dans peu de temps, « El Socialista » sera en vente dans tous les kiosques d'Espagne.**



**Le président Suarez.**

Il faut dire que l'unité syndicale est un thème difficile à aborder surtout en période pré-électorale. Alors que les Commissions ouvrières se prononcent pour un syndicalisme « socio-politique » où les non-adhérents pourraient avoir le droit de vote (s'inspirant en cela de l'expérience italienne des Conseils ouvriers), l'U.g.t. considère au contraire que seuls les affiliés peuvent intervenir dans le syndicat sinon dans les comités d'usine. Nicolas Redondo, secrétaire général de l'U.g.t., s'explique ainsi : « Nous sommes contre la cotisation syndicale obligatoire, car elle rendrait plus difficile la croissance des syndicats ». Le conflit de Roca en Catalogne, la grève des éboueurs à Madrid et les innombrables conflits sociaux dans toute la péninsule confèrent un rôle primordial au nouveau syndicalisme espagnol.

Alors qu'à Madrid on dit qu'interviendrait prochainement un changement dans la composition du gouvernement Suarez, les partis politiques se préparent à aller aux élections avec une interrogation : le gouvernement se donnera-t-il les moyens nécessaires pour lutter contre le « Bunker » (dernier réduit franquiste encore puissant) et garantir le déroulement démocratique de la consultation électorale ? Les décisions prises lundi par le Conseil des ministres devraient faciliter la légalisation des partis démocratiques. Ainsi disparaîtraient quelques interrogations. Mais il en demeure d'autres : quelle sera la réaction du gouvernement Suarez à l'annonce par Santiago Carrillo d'un prochain sommet communiste à Madrid ?

MIGUEL GARCIA





## Les canards sauvages de Saint - Nazaire

EXCLUSIF

# VLADIMIR BOUKOVSKI ET LEONID PLIOUCHTCH: "NOUS VOLONS ENSEMBLE CONTRE LE VENT"

*Armand Gatti a encore frappé. C'est un gêneur, un empêcheur de dormir tranquille. Il a encore frappé à Saint-Nazaire, en réunissant contre vents et marées, l'espace de 48 heures, vendredi et samedi derniers, les deux dissidents soviétiques Vladimir Boukovski et Leonid Pliouchtch.*

*Tout avait commencé en juin dernier quand Gatti avait proposé aux responsables de la Maison des Jeunes et de l'éducation permanente (M.j.e.p.) de Saint-Nazaire une expérience de création collective sur le thème de l'opposition en Union soviétique. A titre d'exemple, Gatti avait cité Semion Glouzman et Vladimir Boukovski, auteurs d'un « Guide de psychiatrie pour les dissidents soviétiques ». En juin 1976 qui parlait de Boukovski ? De quoi se mêlait encore Gatti ? Même à gauche, on n'appréciait guère que ce genre de débat vînt sur la place publique (voir l'article « Qui a peur du canard sauvage ? » dans notre numéro 217). On connaît la suite des événements. Gatti, une fois de plus, avait mis dans le mille. En débusquant la réalité d'une opposition qui dérange parce qu'elle n'obéit guère aux schémas manichéens préfabriqués sur lesquels nous nous reposons trop souvent. Au Chili, l'opposition arrange. En U.r.s.s., elle dérange. Est-ce une raison pour se boucher les yeux ? Gatti et sa Tribu n'ont pas voulu s'aveugler et tourner casaque. Ils ont foncé. Ils ont eu raison.*

*Ils se sont installés à Saint-Nazaire en octobre. Ils ont intitulé leur opération « Le canard sauvage ». En expliquant : « Le canard sauvage vole à 300 km à l'heure contre le vent. S'il vole dans le sens du vent, il tombe gelé. » En Union soviétique, les dissidents n'ont pas le choix : comme les canards, ils doivent aller à contre-vent. Leonid Pliouchtch l'a confirmé lors de sa venue à Saint-Nazaire les 5 et 6 novembre 1976. Vladimir Boukovski s'est retrouvé libre à Zurich le 18 décembre 1976. Les 4 et 5 janvier 1977, Pliouchtch et Boukovski étaient réunis à Saint-Nazaire. Il faudra retenir ces dates : la dissidence soviétique s'unifie. Pliouchtch et Boukovski en seront-ils les fédérateurs ? Ils sont en tout cas mieux placés pour le faire qu'un Soljenitsyne qu'on a surpris à applaudir Pinochet.*

→



Coll. Fondation Jean Jaurès




*Vendredi soir, au cours d'une rencontre publique à la M.j.e.p., Boukovski n'a pas louvoyé avec son public : « Nous ne nous battons pas pour un quelconque modèle de société future, nous nous battons pour le respect des droits civiques et pour les libertés en U.r.s.s. comme au Chili, en Iran comme en Yougoslavie ». Pliouchtch était là, approbateur : il a, lui, son idée sur le modèle de société, mais il sait qu'en débattre ne servira à rien tant que les libertés essentielles n'auront pas été gagnées. A ceux qui faisaient semblant de ne pas comprendre, Boukovski a assené : « Je viens d'un pays où l'on peut avoir toutes les opinions politiques... mais à condition de ne pas les exprimer ».*

*Samedi matin, tout le monde s'est retrouvé aux abords de l'immense canard sauvage qui domine la M.j.e.p. : dans la nuit quelqu'un avait tenté d'y mettre le feu. La liberté a aussi des ennemis en France... Samedi matin donc, à quelques mètres de la M.j.e.p., il y avait aussi un chapiteau dans lequel Boukovski et Pliouchtch, entraînés par Gatti, ont pénétré. A l'intérieur, une exposition qui est l'œuvre collective de la Tribu de Gatti, des élèves des C.e.s. de Saint-Nazaire, des paysans de la Brière ou de la presqu'île de Guérande, d'ouvriers des chantiers navals ou de la Snias. « Les paysans, explique Gatti à Boukovski et Pliouchtch, ont apporté de la paille, de la mélasse et du soja ; les ouvriers de la Snias un morceau d'avion, etc. Ils ont apporté ce qui, dans leur vie quotidienne, les rapproche des prisonniers des camps et des asiles psychiatriques, ce qui fait d'eux les prisonniers d'un système, ce qui leur a donné l'envie d'être eux aussi des dissidents ». Le mot russe que nous traduisons en français par « dissidents » signifie littéralement « ceux qui pensent autrement ».*

*L'exposition s'intitule: « La Loire salue la Kolima ». Elle n'est qu'un des éléments de la création collective « Le canard sauvage ». Au total, à Saint-Nazaire, la moisson de la Tribu, entre octobre 1976 et fin mars 1977, est immense : un journal, sept films, une exposition, cinquante créations et 112 représentations de spectacles divers. L'ensemble étant articulé autour de la dissidence soviétique et raconté par des Nazairiens « qui pensent autrement ». Gatti, au beau milieu de ce foisonnement collectif qu'il a fait surgir, a évité tout acte d'individualisme ; il s'est contenté d'écrire le texte-commentaire de l'exposition : « Depuis que Boukovski est libre le problème est plus urgent et plus angoissant qu'avant. Boukovski enfermé, cela permettrait de cerner une cible atteignable. La silhouette d'un homme, c'est simple à viser. Lui parmi nous, il ne s'agit plus d'une cible-silhouette. Il s'agit de mener un débat et ce débat ce n'est pas celui d'une exotique Russie. C'est le nôtre. »*

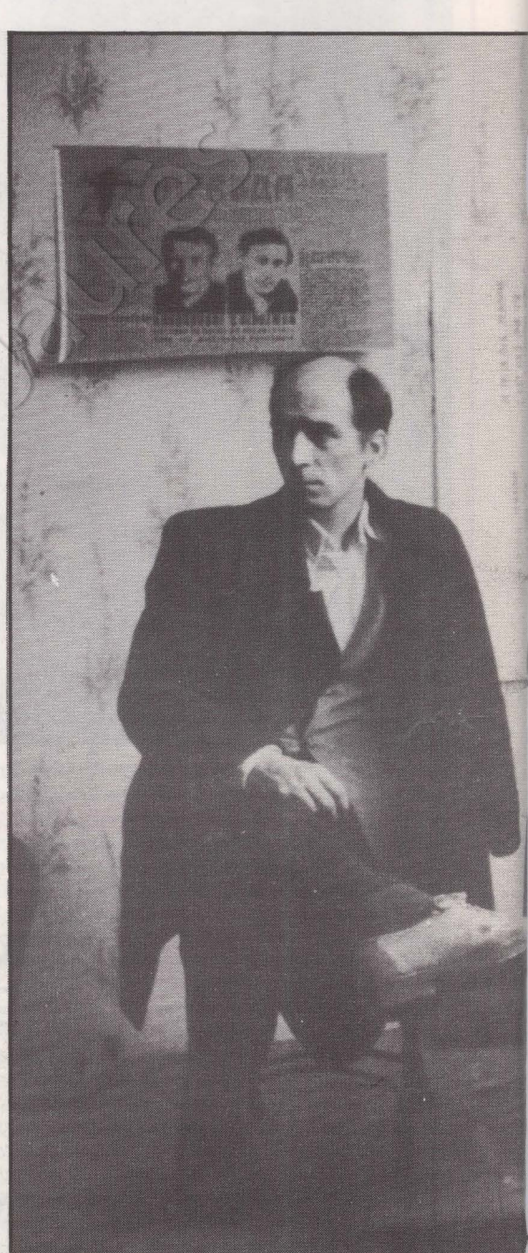
*Tard dans la nuit de samedi, Boukovski et Pliouchtch ont veillé chez des paysans de Derval. Ils se sont dit des choses simples. Ils ont appris à se mieux connaître. Ils se sont raconté ce qu'étaient leurs « asiles » respectifs. Ils ne parlaient pas la même langue, mais ils parlaient le même langage : celui de ceux pour qui la liberté ne se divise pas. Celui qui avait été le nôtre aussi dans l'après-midi...*

**L'UNITE : Que signifie pour vous tous cette rencontre de Saint-Nazaire ?**

ARMAND GATTI : En installant « Le canard sauvage » à Saint-Nazaire, notre but était de créer un endroit, un territoire de dialogue possible entre la dissidence et une population essentiellement composée de paysans et d'ouvriers. Pour que puisse naître un ton de discussion différent de tout ce qui a été en usage jusqu'à aujourd'hui. Nous aussi nous avons nos camps et nos asiles : une langue de bois composée de mots morts, un discours apprêté aussi infranchissable qu'un mur surmonté de barbelés. A Saint-Nazaire, nous avons voulu casser ce mur pour que des dissidents soviétiques et une population française puissent se regarder vraiment en face. Et comprendre en quoi nous menons tous un combat commun. C'est à Boukovski et à Pliouchtch de dire si nous y sommes parvenus.

VLADIMIR BOUKOVSKI : Effectivement, il se passe quelque chose de rare, d'exceptionnel ces jours à Saint-Nazaire : nous sommes dans une situation où nous pouvons raconter et parler, entendre et regarder, être écoutés et être regardés en toute confiance. C'est qu'il y a des montagnes à déplacer. Des montagnes qui nous séparent. Vous ne connaissez pas bien la situation de l'U.r.s.s. et vous la comprenez donc mal. Dans mon pays, les gens connaissent mal ce qui se passe chez vous. Par exemple, nos journaux ne cessent de parler de vos grèves ; or, dans le pays d'où je viens, la grève est un crime. Les cartes sont brouillées : en France les gens se battent avec leurs problèmes quotidiens et croient qu'en U.r.s.s. c'est bien mieux. Inversement, en U.r.s.s., beaucoup croient que l'Occident c'est le paradis. Les deux points de vue, alimentés par la naïveté et l'absence d'information, sont faux.

Déplacer des montagnes cela veut dire écarter ensemble les mensonges. Pour que, vous, vous évitiez nos erreurs et que, nous, nous évitions les vôtres. En ce sens, créer un territoire de rencontre comme celui de Saint-Nazaire me semble un pas en avant. Car à Saint-Nazaire une détente réelle s'est avérée possible. Je veux dire une détente entre les hommes, faite de curiosité et de respect mutuels. C'est pour cette détente que nous nous battons. Entre les gouvernements, entre les Etats elle est impossible tant qu'il y aura un double discours, tant que les



**Leonid Pliouchtch, Jean-Paul Liègeois et Vladimir B**

gouvernants diront blanc pour l'intérieur et noir pour l'extérieur ; c'est ce qui se passe actuellement aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Mais la détente entre les hommes pourrait, en se renforçant, obliger un jour les gouvernements à cesser de nous duper.

LEONID PLIOUCHTCH : C'est à Saint-Nazaire que j'ai pu, pour la première fois, discuter directement avec des hommes, des Français, très différents les uns des autres, membres ou non d'un parti. C'est à Saint-Nazaire que j'ai pu, pour la première fois, visiter une usine française. Jusqu'à maintenant j'avais parlé aux gens de votre pays



ovski.

seulement à travers les journaux. A Saint-Nazaire, j'ai eu le contact direct avec les personnes: c'est ce qui m'est arrivé de plus enrichissant. Et, à cette occasion, je n'ai été ni gêné ni blessé par les passions partisanes.

Il faudrait d'autres Saint-Nazaire. Pour que nous puissions expliquer directement aux gens le sens de notre lutte. En France, on croit trop que nous nous battons seulement pour une mirifique liberté. Nous nous battons aussi contre les illusions. Ici, des gens rêvent d'un pouvoir soviétique ; là-bas, d'autres voudraient revenir en arrière. Illusions dans les deux cas ! Illusions qu'il nous faut écarter tous ensemble, vous et nous. Un seul moyen : apprendre à penser de manière autonome et non par délégation. La vraie démocratie c'est quand on pense par soi-même. Si des événements comme le « Canard sauvage » se multipliaient, nous pourrions nous aider les uns les autres à avancer vers toujours plus de démocratie. Peu importe l'étiquette qui sera donnée à la démarche, ce qui compte c'est le contenu de ce que nous gagnerons.

Hier, quelqu'un a demandé à Boukovski : « Que pensez-vous du socialisme à visage humain? » Il a répondu : « Le socialisme, je ne sais pas bien ; un visage humain me suffit ». Boukovski a raison : ce qui est primordial, ce qui est le plus urgent, pour vous comme pour nous, c'est que nous construisions d'abord un monde à visage humain. A partir de là tout sera envisageable. C'est pour cela qu'il faudrait d'abord des Saint-Nazaire partout, en France et dans le monde.

VLADIMIR BOUKOVSKI : Oui, il faut d'abord se battre pour des notions humaines essentielles. Et tant pis si certains y perdent les écailles qui les préservaient de la liberté.

**L'UNITE : Vous parlez le même langage. Ne disait-on pas pourtant que vous ne meniez pas le même combat ?**

ARMAND GATTI : Boukovski et Pliouchtch ont en commun — et je l'ai avec eux — une même idée de l'homme. Une idée qu'on se forge dans les camps et qui donne aux hommes une mémoire et une sensibilité communes. On ne sort jamais vraiment d'un camp de concentration.

VLADIMIR BOUKOVSKI : Gatti et moi sommes deux anciens détenus. Nous avons été incarcérés dans des camps différents, lui en Allemagne nazie, moi en U.r.s.s. Mais nous nous comprenons parfaitement, sans traducteur. Alors, avec Pliouchtch... N'avons-nous pas connu, lui et moi, les mêmes camps ? Ces camps nous ont rendus semblables, nous mettent d'accord sur l'essentiel. Nous ne sommes pas si différents que certains le prétendent... Même si nous divergeons sur certains points, cela n'a pas de grosses conséquences. Pour moi, au-delà des opinions circonstancielles ou des passions d'un moment, un homme qui agit selon sa conscience est mon allié et mon ami. Pliouchtch et moi sommes donc très unis.

LEONID PLIOUCHTCH : C'est notre conscience qui nous lie entre nous. C'est elle qui, se développant ou se pervertissant, nous permettra de gagner ou de perdre. L'enjeu est au prix de la lucidité. Et cette lucidité ne s'affirmera que dans la réciprocité. L'opération « Canard sauvage » est un exemple de cette réciprocité possible. Des Français y ont appris qui nous sommes. Nous y avons appris ce qu'ils sont. Il faut continuer dans ce sens pour élucider mieux encore notre réalité commune, c'est-à-dire notre tragédie et notre espoir communs et les dangers qui nous menacent tous. La menace commune c'est le totalitarisme : il ne faut pas se contenter de le combattre là où il sévit, il faut aussi le prévenir là où il risque de naître. N'est-ce pas un combat à mener en commun ?

Je suis un canard sauvage. Boukovski aussi. Il y a d'autres canards sauvages, ici, en France. Tous les canards sauvages, d'où qu'ils viennent et où qu'ils aillent, n'ont d'autre solution que de voler contre le vent. C'est pourquoi Boukovski et moi volons ensemble contre le vent.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

# Trilatérale

# "Debout les puissants de la Terre"

"Carter va, peut-être, changer tout cela ». « Cela », c'est le soutien aux régimes militaires, la politique de déstabilisation, et ce souhait interrogatif, bon nombre d'hommes politiques du tiers monde l'ont émis. « Carter va permettre à l'économie mondiale de trouver son second souffle » : cette fois-ci ce sont certains des économistes des pays développés qui parlent. Les uns et les autres, depuis septembre dernier, attendent que la « nouvelle Amérique » fasse un geste, trace en quelque sorte une bonne part de leur avenir. Et chacun pour justifier ses espoirs, renvoie à un livre, une thèse, un rapport produit par un des adjoints de Jimmy Carter. L'espoir — mêlé parfois de naïveté ou d'hypocrisie — explique en partie « l'attente sympathique » qui a marqué l'arrivée de Carter à la Maison Blanche. Mais l'espoir n'explique pas tout.

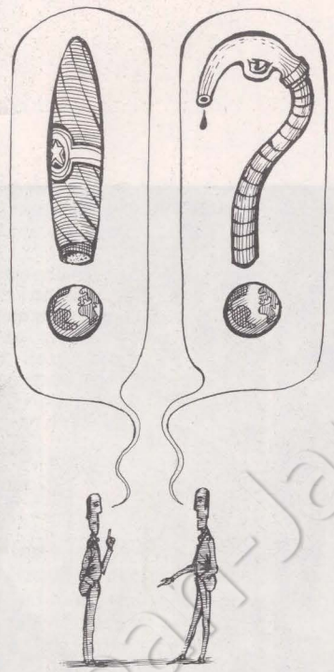
Ce qui est vrai, c'est que les observateurs qui scrutaient la vie politique américaine ont vu émerger, en même temps que Carter, quelques hommes « nouveaux », ont entendu un autre langage. Et, derrière la fulgurante percée de l'homme du Sud, ils ont reconnu des présences, rassurantes pour les uns, inquiétantes pour les autres : les présidents de la Chase Manhattan Bank, de Coca Cola, de Bendix, de Caterpillar, d'Exxon, bref d'hommes pour qui le rêve n'est pas la première qualité. Mais qui avaient, avec quelques autres, au moins un point commun : tout comme Carter et 12 des membres de son équipe, ils étaient membre de la « Trilatérale ».

Cette organisation, créée en 1973 par David Rockefeller, ainsi révélée au grand public, devint pour les uns l'épouvantail suprême, le lieu où la bourgeoisie internationale réglait ses problèmes et dictait ses ordres. Pour les autres, elle symbolisa le compromis nécessaire, l'endroit où, à l'abri des fureurs et des problèmes nationaux, des solutions raisonnables allaient pouvoir être trouvés aux grands problèmes de l'heure.

## Affrontements à Tokio

Tokio, janvier 1977. Du 9 au 11 janvier, la 7e réunion de la commission trilatérale a lieu. 24 Américains, 20 Européens, 49 Japonais et près de 20 invités sont réunis. Trois points à l'ordre du jour : l'évolution politique du monde occidental après les élections qui viennent de s'y dérouler ; les relations économiques internationales : la relance et les exportations sauvages ; et les risques dus aux ventes de centrales nucléaires. Dans la liste des participants, on ne retrouve pas les noms qui rendirent célèbre la Trilatérale. Carter n'était pas là ; pas plus que Zbigniew Brzezinski, celui qui, selon un collaborateur du nouveau Président, « est la politique étrangère de Carter ». Pas plus que Raymond Barre. Ceux-là, chargés de responsabilités politiques trop voyantes, ont abandonné leur place. D'autres les ont remplacés. Et à Tokio la « Trilatérale » a fonctionné comme dans le passé : examiner un problème, l'aborder sans tenir compte des difficultés diplomatiques, à l'abri de l'indiscrétion des journalistes. En France, quels journaux ont rendu compte de cette réunion, à part « le Monde », qui y consacra 58 lignes ? Pourtant, les difficiles rapports économiques entre l'Europe et le Japon, le dumping, les exportations qualifiées de sauvages, la mise en cause du sacro-saint principe du libre-échange font la une de bien des journaux. Mais lequel d'entre eux a reproduit l'intervention de Kiichi Miyazawa, l'ancien ministre des Affaires étrangères, parlant de « la décadence de l'Europe » ? Lequel a fait état des affrontements feutrés entre Allemands et Américains ? Aucune « décision » ne devant sortir d'une telle réunion, personne ou presque ne s'y est intéressé. Et pourtant...

La Trilatérale est née d'une constatation : les grands pays capitalistes — les Etats-Unis, le Japon et l'Europe — ont quelques problèmes. Entre eux et avec les pays du tiers monde. Les impératifs des politiques nationales empêchent leurs responsables



de prendre soin de l'ensemble du système. Mais, surtout, les habitudes les isolent. D'un côté, il y a les hommes politiques, les hauts fonctionnaires, ceux qui ont la charge des Etats, de la politique au jour le jour. Puis il y a les patrons — les grands, s'entend — ceux qui sont la vraie puissance de ces Etats. Enfin, il y a des universitaires, des chercheurs.

Ceux qui ont le savoir, ceux qui ont le pouvoir et ceux qui possèdent sont rarement réunis pour réfléchir ensemble à l'avenir. L'idée de Rockefeller fut simple : réunissons ceux qui dirigent, ceux qui contrôlent la production et ceux qui produisent le savoir et ensemble réfléchissons, sans nous embarrasser de diplomatie, à nos problèmes. Ainsi, nous pourrons élaborer des solutions inédites, proposer des voies nouvelles, conserver notre hégémonie. Provenant d'une « réunion de personnes privées », rien de ce qui sortira d'ici ne pourra — si une proposition causait un trop grand émoi — retomber sur les responsables en place.

Efficace, ce mécanisme a bien fonctionné : depuis quatre ans, la Trilatérale a produit un certain nombre de rapports qui furent ensuite utilisés par les gouvernements occidentaux. Par exemple, celui sur le Fonds monétaire international. Où, à défaut de rapport, quelques idees furent émise, testées, idées que l'on retrouve maintenant dans les discours officiels. Par exemple, la division des pays du tiers monde en trois groupes : il n'est pas innocent de différencier les pays de l'Opep de ceux riches en ressources naturelles et de ceux dépourvus de tout. Un tel découpage implique des propositions : les pays les plus riches du tiers monde aideront, par l'intermédiaire d'agences sous contrôle occidental, les plus pauvres. Quant aux pays riches, ils se contenteront de vendre et de porter leur aide à 0,7% de leur P.n.b. Alors que depuis longtemps, dans les Assemblées internationales, on recommande que cette aide atteigne 1%. Un tel transfert a un avantage : il évite de mettre le monde développé en accusation et permet tout de même à bon nombre de pays du tiers monde de devenir des marchés importants.

## Un « excès » de démocratie

Mais la Trilatérale ne s'occupe pas que d'économie. Si les représentants des grandes firmes y sont en force — pour la France, on retrouve Pechiney-Ugine-Kuhlmann, la Banque de Paris et des Pays-Bas, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, E.d.f. — et cherchent à trouver des solutions à leurs problèmes, la présence d'intellectuels spécialistes des sciences politiques permet d'aborder des thèmes plus profonds. Par exemple, celui de « la crise des démocraties ». Aux yeux des participants de la Trilatérale, les démocraties occidentales deviennent « ingouvernables ». Du Watergate aux évolutions politiques de l'Europe du Sud, ils ont, à vrai dire, quelques sujets d'inquiétude. Pour les auteurs du rapport élaboré en 1975 sur « la crise des démocraties » — un Français, Michel Crozier, un Américain, Samuel Huntington et un Japonais, Joji Watanuki — il y a « des limites potentiellement désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique ». Pour être plus précis, ils ajoutent : « Certains problèmes de gouvernement aux Etats-Unis surgissent d'un excès de démocratie ». En effet, tant que la démocratie libérale était utilisée par la seule bourgeoisie, tant que l'on restait entre soi, le système pouvait fonctionner sans trop de difficultés. Ce qui inquiète aujourd'hui les gouvernements du monde occidental, c'est l'émergence, à côté de classes, de groupes de plus en plus nombreux qui réclament le droit d'utiliser les vieilles règles. Comme cela est impossible, à part de gripper puis de casser le

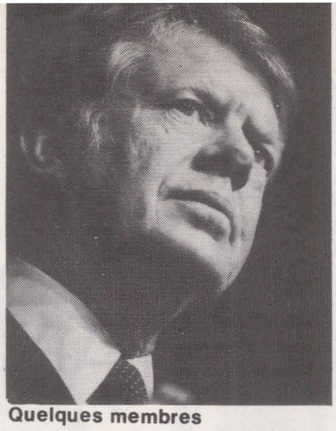
système, la seule issue est de le modifier. En contrôlant davantage les moyens d'information, en donnant au pouvoir en place des « moyens de contrôle social ». Rendre les démocraties gouvernables passe donc, selon les théoriciens de la Trilatérale, par une limitation de la démocratie. Raymond Barre faisait partie du groupe qui a réfléchi sur ce sujet !

La Trilatérale s'interroge donc sur l'ensemble des problèmes posés au monde capitaliste : tout d'abord, sur les problèmes économiques, l'énergie, le commerce international, le système monétaire. Puis sur les relations Nord-Sud, tentant d'élaborer une stratégie d'ensemble, applicable par tous, face au tiers monde et à ses revendications. Enfin aux problèmes plus politiques, les relations internationales, la démocratie. C'est donc une volonté globale de redonner au monde capitaliste les moyens idéologiques de sa nomination, lui rendre une cohérence qu'il a perdu.

Pour cela, il fallait réunir ceux qui seront au pouvoir, ceux qui peuvent émettre des idées, trouver des solutions. Et, au fil des ans, les remplacer. Ce qui explique que si le père de la Trilatérale, Rockefeller, est toujours présent, les participants aux travaux changent. On assure ainsi un renouvellement des idées et on évite une mise en cause trop brutale. Et si le groupe américain a été « affaibli » par le départ de 13 de ses membres aujourd'hui responsables de l'Administration américaine, on sait déjà qu'ils seront remplacés par des personnalités issues de l'ancienne, ou par certaines à qui tous les espoirs sont ouverts : la Trilatérale est un vivier où l'on va pêcher les éléments dont on a besoin.

Mais les limites d'une telle organisation sont évidentes. Tant qu'il s'agit d'une lutte commune, le consensus est facile à trouver, les « conseils aux gouvernements » viennent d'eux-mêmes. Il suffit d'en avoir l'idée. Mais les plus grandes contradictions du système sont internes. Et là...

Depuis quelques mois, les exportations japonaises perturbent les marchés. Américains et surtout Européens grognent. Lundi, l'Europe décidait de frapper de 20% de taxe les importations de roulements à bille japonais. Mardi, le Japon portait le différend devant la Cour internationale de La Haye. S'il ne s'agissait que de roulements à bille, le problème serait simple. Mais il porte aussi sur l'acier, la construction navale, les voitures, l'électronique, etc. Il ne touche pas que le marché européen, mais des marchés jusqu'à présent réservés à l'industrie européenne. Et les différences de tarif entre les produits japonais et les produits européens sont telles que les industriels européens considèrent la lutte comme trop inégale.



Quelques membres



ou ex-membres de la



« Trilatérale » : Carter,



Barre, Mondale, Agnelli et... Debatisse.



## Un futur possible

Les raisons en sont multiples. Ce n'est pas par hasard si, en 1976, les chantiers navals japonais ont « trusté » 100% des commandes, si les sidérurgistes japonais ont multiplié en deux ans leurs ventes d'acier à l'Espagne par 30, par 10 en Suisse, par 4 dans les pays scandinaves. Ce n'est pas un hasard si les prix proposés sont souvent inférieurs de 30 à 50 % aux prix européens. Tout d'abord, les coûts de production japonais sont inférieurs aux coûts européens : si les salaires des ouvriers des grandes entreprises sont aujourd'hui du même ordre qu'en Europe, les charges sociales sont plus faibles — il n'existe pratiquement pas de régime de retraite et la hiérarchie des salaires est plus écrasée. Mais surtout, le marché japonais étant bien protégé, une péréquation existe, favorisant les produits exportables. Un exemple : durant plusieurs années les constructeurs ont payé plus cher l'acier nécessaire pour construire des navires destinés à l'armement japonais que celui destiné à des navires exportables. Enfin, le Japon exportant, proportionnellement à sa production, moins que les pays européens ou les Etats-Unis il lui est encore plus facile de soutenir ses exportations. Ces problèmes ont été abordés à la réunion de Tokio. Mais face à une contradiction interne de taille, que pouvaient faire les membres de la Trilatérale ? Rien de plus que les diplomates officiels. Les uns ont parlé de clarifier le sens du libre-échangisme, tous ont disserté sur la responsabilité particulière des grandes économies — la France n'en faisant visiblement plus partie — d'autres ont indiqué fortement que les exportations sauvages avaient une limite. Les Japonais, simplement, ont rappelé qu'il y avait encore peu de temps, à Rambouillet et à Porto Rico, l'Allemagne fédérale, par exemple, s'était faite le champion du libre-échangisme. Et ils ont déploré une attaque publique « concertée » alors que « jusqu'à présent la Trilatérale avait fait preuve de perspicacité en discutant des problèmes avec un ou deux ans d'avance ». Puis ils ont demandé aux Européens de ne pas se lamenter sur leur sort, de rester fidèles à leur engagements, d'oublier leurs « égoïsme ». Et ils ont réaffirmé leur position : ne pas abandonner le libre-échange. Après cela, les congressistes sont repartis. Face à un des grands problèmes de l'heure, à l'équilibre des politiques industrielles, à la répartition des marchés entre empires — nationaux ou privés — la Trilatérale a montré ses limites.

Car il serait stupide de la prendre pour ce qu'elle n'est pas : le lieu où tout est décidé, le moyen du partage, un supergouvernement occidental occulte où, en dehors de toute démocratie, ceux qui possèdent et ceux qui gouvernent, aidés par ceux qui savent, élaborent des politiques concrètes. Beaucoup plus prosaïquement, la Trilatérale est une réponse aux tentatives faites par les pays du tiers monde pour coordonner leurs politiques et leurs revendications, à la montée de la contestation dans les pays développés. Elle est née de la volonté des puissances capitalistes de produire de nouvelles solutions, de trouver des remèdes aux crises qui les frappent.

Et ce n'est pas un hasard si Carter était un des membres de la commission, si en France, au Japon, en R.f.a. certains de ses membres ont aujourd'hui une part importante du pouvoir. Membres de la commission, ils recherchaient les solutions les plus efficaces pour colmater les brèches du système. Il est logique que leurs « potentialités » soient utilisées.

Pourtant, ne nous y trompons pas. Née des crises du système, des crises politiques, institutionnelles autant qu'économiques, la Trilatérale est le reflet d'un futur possible. Celui où les multinationales auraient triomphé, où la démocratie ne serait qu'un souvenir, un monde où les habitants des pays développés, drogués par les mass media contrôlés, noyés sous les marchandises, n'auraient plus rien à dire, un univers où le tiers monde, divisé, tenterait d'échapper à la faim. Politique-fiction ? Certes. Mais une fiction que bon nombre de responsables des pays occidentaux voudraient bien transformer en réalité.

GUY PERRIMOND

# LES RECELEURS VEULENT ABATTRE LE " DERANGEUR "

*Professeur d'Université, à Genève, Jean Ziegler auteur de « Une Suisse au-dessus de tout soupçon » (Editions du Seuil) risque de perdre le droit d'être fonctionnaire. Donc son travail. Cela à cause d'un livre. Dans ce pays qui veut se faire passer pour une terre de liberté et d'asile la démarche est inhabituelle. Tout simplement parce que ordinairement la bourgeoisie ne s'y sent pas menacée. L'histoire de Ziegler est révélatrice. De ce qu'est dans le régime actuel « la» liberté. On parle peu de la Suisse. Car on n'y meurt pas de faim, on n'y emprisonne pas, on n'y torture pas. Pourtant, en 1977, en Suisse comme ailleurs, on cherche par tous les moyens à bâillonner ceux qui « dérangent ».*

**« L'UNITE » : En avril 1976, votre livre est sorti. En février 1977 le Conseil d'Etat, c'est-à-dire le gouvernement de la République de Genève, conteste vos qualités de professeur et de chercheur et met en question votre enseignement à l'Université. Y a-t-il un lien entre ces deux faits ?**

JEAN ZIEGLER : Mon livre est un livre de combat. Il est né de mon impuissance de député, de militant socialiste, de militant syndicaliste. C'est une analyse du capitalisme hégémonique tel qu'il fonctionne en Suisse. Je tente de faire comprendre le fonctionnement des circuits mondiaux des capitaux en fuite, la surexploitation du travail humain dans le tiers monde par les sociétés multinationales, et le système de violence symbolique que l'oligarchie suisse utilise — avec succès — pour masquer ses pratiques : le recel, le pillage. J'y attaque le secret bancaire, les sociétés de convoyeurs, les comptes à numéro. Je fais mon travail d'intellectuel socialiste, de militant, de sociologue. Rien de plus.

**— Rien de « criminel » dans cela. Rien, à première vue qui puisse expliquer les attaques auxquelles vous devez faire face.**

— Cernons le champ de bataille. La Suisse est un minuscule pays au cœur de l'Europe. 42 000 km2, 6,7 millions d'habitants, soit 0,03 % de l'humanité. Mais il existe plus de 4 000 banques en Suisse. Leur puissance s'étend sur les cinq continents. Elles sont les receleurs du système capitaliste mondial. Les milliards des capitaux en fuite affluent dans leurs caves. La Suisse est aujourd'hui le premier marché mondial de l'or, le premier marché monétaire du monde, et le premier marché de la réassurance. Par tête d'habitants, la Suisse, pourtant privée de toute ressource minière, est le deuxième pays le plus riche de la terre, juste derrière le Koweït. Trois institutions sont responsables de cette « réjouissante » situation : le secret bancaire, le compte à numéro, et les sociétés de convoyeurs. A cela s'ajoute l'extraordinaire technique des banquiers helvétiques, leur morale du travail et la conviction de servir Dieu par la suraccumulation capitaliste.

Or, paradoxalement, le système est fragile : au client étranger — grand bourgeois français, colonel argentin ou spéculateur apatride — le banquier helvétique promet, et assure, l'anonymat total et la sécurité. Il ne



donne que peu d'intérêts pour les sommes déposées. Par contre il « lave» l'argent de son origine douteuse, le réinvestit dans des circuits monétaires officiels. Le client étranger réalise — outre le gain obtenu par l'évasion fiscale, etc. — un constant profit monétaire. Le franc suisse, depuis 11 ans, est la monnaie la plus forte de la planète.

Fragilité du système: le capital en fuite est accueilli, « travaillé », se multiplie dans le secret, le silence. La confiance aveugle, minérale, que le capitaliste étranger investit dans les mécanismes helvétiques du recel est une donnée essentielle du système. Si ce secret est violé, la discrétion entamée, une discussion publique instaurée, des questions soulevées, la confiance du capitaliste étranger vacille. Et le flot des capitaux noirs coulera plus difficilement, plus lentement.

L'oligarchie bancaire multinationale helvétique a, pour l'instant, un seul ennemi : la discussion publique de ses propres pratiques. « Une Suisse au-dessus de tout soupçon » tente d'instaurer cette discussion.

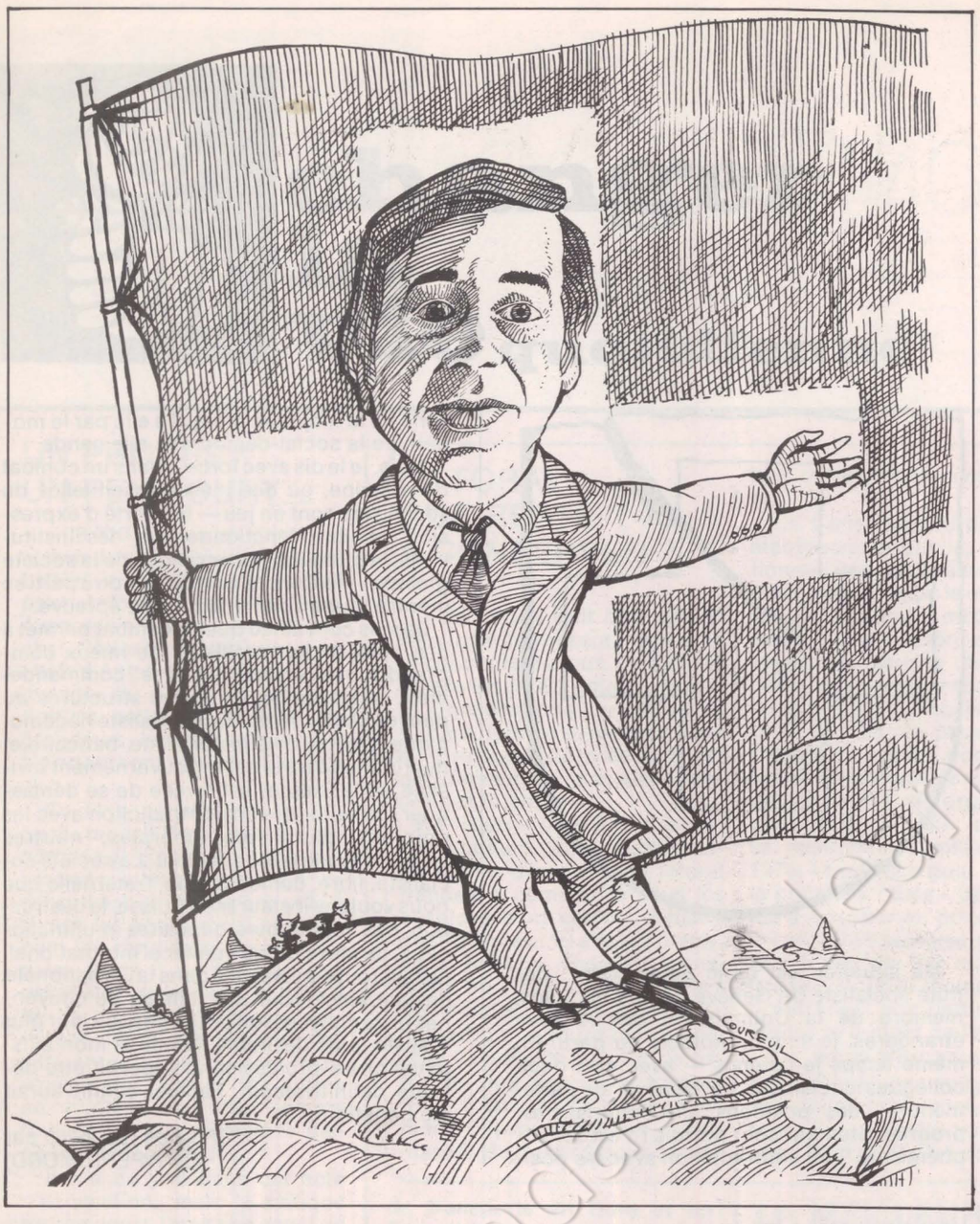
**— Vous deveniez celui par qui le scandale est révélé. Que s'est-il alors passé ?**

— Je ne suis pas présenté comme un adversaire politique, mais comme un fou, un malade, un destructeur des valeurs morales du pays. Bref : je suis l'anabaptiste qui gêne le déroulement du culte. S'il est difficile de me brûler, détruire mon existence professionnelle, politique, civile par contre paraît possible.

Il y a eu — jusqu'ici — quatre phases successives. « Une Suisse au-dessus de tout soupçon » est sorti en avril 1976. Première réaction : le livre rencontre un mur de silence. Une interview déjà enregistrée et annoncée sur les ondes vendredi 2 avril à midi, est annulée sans explications par la direction de la radio suisse romande le même jour à 20 heures. Dans les librairies des messieurs se présentent : ils achètent le livre. A Sion, Genève, Lausanne, Yverdon, La Chaux-de-Fonds par paquets de 20, de 6, de 15 ; 5 000 exemplaires ont été mis en place en



**Jean Ziegler recevant Robert Pontillon et François Mitterrand à Genève pour la réunion de l'Internationale socialiste, en décembre 1976.**




Suisse d'expression française le vendredi matin 2 avril. Le lendemain, samedi, il n'y avait pratiquement plus de livres sur les rayons. L'opération, habilement planifiée, aurait presque réussi. Si personne n'entend parler d'un livre, si personne ne le réclame au libraire, le libraire, après la première mise en place, ne bouge plus et ne commande plus le titre.

Dans mon cas, il y a eu d'heureuses coïncidences : l'Union de banque suisse, actionnaire important dans un certain empire de presse français était intervenue avant la publication. Les Editions du Seuil, le directeur de la collection Combats, Claude Durand ont donc été très vigilants. Une longue interview, parue le jour du lancement, dans le « Nouvel Observateur » avait annoncé la sortie du livre. « Le Canard enchaîné » « Le Monde », « l'Unité » y firent écho. Bref : les lecteurs français se sont très rapidement et en grand nombre intéressés à l'ouvrage. Etouffer le livre devenait impossible.

Vint la Foire internationale du livre de Francfort en septembre 1976. Les éditions allemande et italienne du livre sortirent. A Francfort le contrat américain fut signé. Le silence n'étant plus possible, l'oligarchie se vit contrainte de changer de tactique : débats contradictoires dans les grandes villes, débats à la télévision, à la radio, offensive massive dans la grande presse bourgeoise. Thème : « Ziegler attaque son pays de l'extérieur, il contribue à créer un climat de panique, les dépôts étrangers dans nos banques vont baisser, le chômage augmente... »

En même temps, l'Association des banquiers, l'Union des petites et moyennes entreprises, la Chambre de commerce de Genève et d'autres philanthropes demandent audience au Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève (le gouvernement dont dépend l'Université) et exigent mon départ de l'Université.

Troisième phase : des agents provocateurs enregistrent mon cours, des articles sur mon manque d'assiduité, mon prétendu manque de régularité sont publiés. Jacques Freymond, directeur de l'Institut universitaire des Hautes études internationales, ancien vice-président du Comité international de la Croix Rouge et surtout administrateur du trust Nestlé, deuxième société multinationale d'alimentation du monde qui, dans mon livre, est directement mise en cause à propos de ses agissements contre l'Unité populaire au Chili, prit la tête de cette campagne. En décembre on devait découvrir que son Institut avait signé avec le shah d'Iran — sans que le Conseil d'Etat soit au courant avec précision — un programme d'entraide « culturelle», d'« études stratégiques » et de « formation de diplomates ». Bref, démissionnaire de son poste de directeur de l'Institut, Freymond, ne peut continuer sa campagne.

Quatrième phase : le dénigrement personnel, lié à la thèse de la subversion internationale. « Ziegler sous couvert de socialisme démocratique est en fait un agent de la subversion, il s'est installé à l'Université, au Parlement, au Parti socialiste pour pervertir nos institutions ». La « Tribune de Genève», le plus grand journal du soir, suivant les consignes de ses patrons, en est aujourd'hui à son 17e article d'une pleine page, chacun consacré à ma chétive personne !

**— Comment supportez-vous tout cela ?**

— Bien et mal. Je supporte mal la diffamation personnelle à laquelle je ne peux répondre puisque chacune de mes mises au point n'apparaît que tronquée ou n'apparaît pas du tout. Mal parce que des amis anciens se mettent à douter. Mal parce que les menaces de mort, anonymes, précises, répétées rongent malgré tout les nerfs de ma famille, imposent des mesures de sécurité qui dérangent la vie quotidienne. Par contre, ce qui est magnifique, c'est de découvrir un mouvement de solidarité d'ouvriers, d'étudiants, de retraités, d'hommes et de femmes souvent d'origine très modeste qui n'ont jamais la parole et qui tout à coup se reconnaissent dans ce combat.

**— Techniquement comment le combat institutionnel, juridique se développe-t-il ?**

— J'occupe depuis 1972, suite à une inscription publique et à une longue et régulière procédure de nomination, un poste de professeur de sociologie à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université. Normalement, après une période probatoire de trois ans, le professeur dit extraordinaire devient professeur ordinaire, c'est-à-dire est titularisé. L'Université le décide, le Conseil d'Etat homologue la décision. En mars 1976, l'Université décide de me titulariser. Le Conseil d'Etat, malgré un certain nombre de séances consacrées à l'affaire, refuse d'homologuer la titularisation. La majorité de droite du Conseil d'Etat dit : « Ziegler a violé son devoir de loyauté envers l'Etat, il attaque les institutions, il ne peut plus être fonctionnaire. » Les syndicats, notre parti, mais aussi l'Université refusent ce jugement. Le conflit en est là.

**— Quels sont les rapports de force au sein du gouvernement ?**

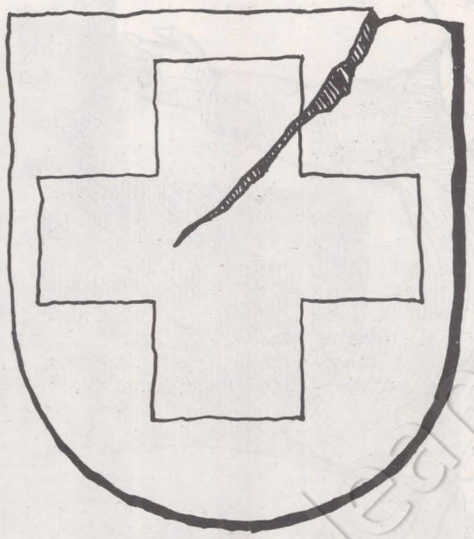
— Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève est élu tous les quatre ans au système majoritaire. De même que le parlement, appelé Grand Conseil et qui compte 100 membres. Au Grand Conseil, socialistes et communistes ont ensemble 37 sièges. Au Conseil d'Etat par contre le rapport des forces est très défavorable : 5 conseillers de l'« Entente nationale » (les trois partis de la droite) font face à deux conseillers socialistes. Le combat est resté indécis si longtemps parce que notre parti dispose avec le ministre de l'Education, André Chavanne, d'un magistrat remarquable

→

qui se bat, soutenu par son collègue Willy Donzé, ministre des Affaires sociales, pied à pied contre l'introduction du « Berufsverbot », c'est-à-dire du licenciement de fonctionnaires pour délit d'opinion.

**— Et le Parti socialiste suisse dans tout cela ?**

— La réponse est complexe ; le 26 novembre dernier François Mitterrand a ouvert le 13e Congrès de l'Internationale socialiste en retraçant la riche histoire, l'héritage du mouvement socialiste suisse. Ce mouvement fondé en 1888 compte des courants nombreux. Il réunit plus de 55 000 militants. Sur le plan national il regroupe, depuis l'introduction de l'élection du parlement fédéral (deux Chambres avec ensemble 244 députés) au système proportionnel dans chaque législature, environ 24 % de l'électorat. Seul parmi les 22 Etats membres de la Confédération, la République de Genève a connu de 1933 à 1936 un gouvernement socialiste. Dans tous les autres gouvernements cantonaux, comme au gouvernement fédéral, les socialistes sont minoritaires. Personnellement, je me rattache au courant des socialistes libertaires, implanté puissamment depuis longtemps dans les communautés horlogères du Jura, parmi les travailleurs industriels de Genève et aussi dans certaines couches importantes du secteur tertiaire urbain. Ce courant, toutefois est minoritaire au sein du parti suisse.



Ma situation est donc paradoxale : député socialiste de Genève depuis neuf ans, membre de la Commission des Affaires étrangères, je suis un notable du parti. En même temps je défends — avec mes deux collègues socialistes de Genève au parlement — des positions anti-impérialistes, progressistes qui sont parfois (c'est un euphémisme !) en contradiction avec les positions de la majorité, marquée elle par le modèle de la social-démocratie allemande.

Mais, je le dis avec force : dans un combat de principe, où des thèses essentielles du socialisme sont en jeu — la liberté d'expression, le libre fonctionnement des institutions, la pluralité démocratique de la société globale — le Comité central de notre parti se montre d'une solidarité à toute épreuve.

Je suis convaincu que ce combat permet à des milliers de travailleurs de mieux comprendre les vraies relations commandement / obéissance, les vraies structures du pouvoir dans un régime capitaliste hégémonique. L'oligarchie impérialiste, bancaire et multinationale qui est le gouvernement invisible de la Suisse, est forcée de se démasquer, de se mettre en contradiction avec les opinions pluralistes, libérales, neutres qu'elle affirme publiquement. La société socialiste, libre, démocratique, fraternelle que nous voulons instaurer en Suisse, la destruction des monopoles bancaires multinationaux, de leur pratique de recel international, de leur toute-puissance dans la vie nationale, devient ainsi, pour des milliers de citoyennes et de citoyens, un projet chaque jour plus réaliste, plus désirable. Même si mon existence civile, professionnelle devait être détruite définitivement, l'actuel conflit aurait été bénéfique.

(Propos recueillis par GUY PERRIMOND)


## BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

▶ abonnement d'un an (130 F) ☐

▶ abonnement de six mois (75 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature



L'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

**Directeur général :** Pierre Mauroy

**Directeur de la rédaction :** Claude Estier

**REDACTION EN CHEF**
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

**REDACTION**
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Mulle ,Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

**DOCUMENTATION**
Véronique Neiertz

**DESSINS**
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

**PHOTOS**
Pascal Lebrun

**AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE**

**ADMINISTRATION**
**Conseiller technique :** François de Grossouvre
**Secrétaire administrative :** Jacqueline Daimé
**Publicité :** René Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
**Directeur de publication :** Claude Estier
**Société éditrice :** S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot



# changer la vie quotidienne

## UN PROCES UN PEU COURT...

« 36 000 maires en procès », le livre de Louis Bériot (Editions Lattès) arrive à point nommé pour informer les électeurs. Avec verve, l'ex-acolyte de Michel Péricard et rédacteur en chef d'Antenne 2 dénonce la maladie du béton, la spéculation, la pollution, la folie des grandeurs, le manque de prévision dont sont responsables nos élus.

Ce livre est d'abord un recueil, recueil de toutes les absurdités et quelquefois des réalisations intéressantes. En ce sens, il est un document utile à toutes les équipes qui soutiennent les candidats aux municipales. Mais il lui manque une dimension essentielle, puisqu'il refuse de parler politique, renvoyant dos à dos les élus des différentes listes, car trop souvent les uns et les autres commettent les mêmes erreurs tout en usant des mêmes discours démagogiques.

Il y a du vrai dans cet acte d'accusation, mais la critique tourne court. Dans son souci de n'épargner aucun camp et de nommer des irresponsables partout, Bériot oublie que la spéculation et le profit restent les meilleurs alliés du régime, défigurant la France plus souvent et plus gravement que les erreurs de gestion et les « ambitions dérisoires » des élus. Ne s'attachant qu'aux responsabilités des hommes, Louis Bériot ne se donne pas les moyens d'analyser les mécanismes.

## LES OUBLIÉS DES TRANSPORTS

Il est une catégorie d'oubliés en matière de transports collectifs : les ruraux, plus oubliés encore que les citadins ou les banlieusards puisqu'ils subissent quotidiennement les conséquences des fermetures de lignes par la S.n.c.f. Le Comité d'étude et de défense des usagers route et fer (Guainville 28260 Anet), association locale affiliée à la Fédération des usagers des transports, a eu l'idée de lancer une enquête sur les besoins des ruraux en matière de transports en Eure et en Eure-et-Loir.

Trois cantons ont été consultés, ceux d'Anet, de Pacy et de Saint-André. Sur les 16 000 questionnaires adressés aux maires de 74 communes, 856 réponses ont été retournées (à noter, d'ailleurs, que 19 communes n'ont retourné aucune réponse). Mais les réponses parvenues sont significatives : 683 personnes (soit 79,78 % des réponses) affirment qu'elles utiliseraient un transport collectif, s'il existait, pour se rendre à leur travail, au marché, à l'hôpital, etc. Mais seulement 61,4 % de ceux qui ont répondu sont usagers habituels ou occasionnels de la S.n.c.f., chiffre qui montre la nécessité impérieuse de transports adaptés vers les gares.

L'enquête du Cedurf a été envoyée à tous les élus et représentants de l'administration intéressés par le problème. Aujourd'hui, la balle est dans leur camp. Mais d'autres initiatives du même ordre pourraient bien se développer dans d'autres régions.

## LITTORAL : QUE RESTE-T-IL A CONSERVER ?

« Le littoral doit être mis en valeur, protégé et aménagé avec le concours de tous » a déclaré Valéry Giscard d'Estaing devant le Conservatoire du littoral, à Vannes, lors de sa récente visite en Bretagne. Le président est décidément le spécialiste des bonnes intentions...

A-t-il oublié que l'âge d'or des spéculateurs, promoteurs et autre Merlin dévoreurs du littoral français a commencé sous les auspices d'un certain ministre des Finances... et s'est poursuivi sans relâche depuis l'avènement en 1974 d'une certaine démocratie libérale avancée ?

Peut-on aujourd'hui empêcher l'extension du mur de béton le long des côtes françaises ? Il faudrait le vouloir vraiment. Et procéder à des achats massifs de terrains pour constituer de réelles réserves foncières.

Le Conservatoire du littoral, établissement public, qui fonctionne depuis seulement dix mois, a en principe la mission de sauver le littoral — ou ce qu'il en reste. Il doit acquérir sur les rivages des terrains encore non bâtis, les conserver tels quels et les ouvrir au public. Le pourra-t-il ? En fait, la pauvreté des moyens financiers dont bénéficie le conservatoire risque fort de cantonner cet organisme à une fonction d'alibi : les crédits se montent à 6 millions pour 1976, 11 millions pour 1977. Or, la première « liste » de propriétés à acquérir en priorité comprend 7 000 hectares d'une valeur totale de 150 millions de francs... Pour le moment, les 4 premières acquisitions ont épuisé le budget de l'année !

Le temps n'est pourtant plus aux vœux pieux : au rythme actuel de la privatisation il ne restera plus un mètre carré de rivage libre d'ici cinq ans...

## LA MEILLEURE FAÇON DE TRICHER ?

Il ne serait pas bien compliqué de facturer avec précision les notes de téléphone. La réglementation, d'après un arrêté de mars dernier, oblige d'ailleurs à un décompte détaillé pour tout service de plus de 20 francs.

Au contraire, la facturation actuelle ne permet pas aux abonnés de savoir ce qu'ils paient et encore moins de déceler les erreurs possibles. L'Association française des utilisateurs du téléphone vient d'éditer un document où elle prouve qu'un investissement d'une cinquantaine de francs par ligne suffirait pour que chaque nouvelle ligne soit équipée d'un système simple de facturation, plus simple que celui employé actuellement. Non seulement les coûts d'exploitation en sont moins élevés, mais l'usager en retirerait toute satisfaction, avec des fiches détaillées sur ordinateur. Pour les lignes déjà ouvertes, d'autres installations seraient possibles, mais nettement plus coûteuses : 250 F par ligne selon l'administration. Pourtant, beaucoup d'abonnés seraient prêts à cet investissement.

Alors, pourquoi l'administration continue-t-elle à refuser de s'intéresser à ce problème, même pour les lignes futures ? On voudrait ne pas croire que les P.t.t. trouvent dans la confusion actuelle et le manque d'information des usagers un gonflement de leurs recettes...

## S.V.P. - MONTAGNE

Pour les skieurs, mais aussi pour les randonneurs à pied, un nouveau service vient de naître. Le Centre d'information Montagne et sentiers est un véritable S.v.p. Montagne qui informe sur les itinéraires et leurs difficultés, sur les refuges, la météo, les guides, etc. Son numéro : (76) 54.34.36.

## COUP BAS SUR LES AMPHIS

Sauf miracle, l'université de la Sorbonne nouvelle Paris III suspendra dès le mois prochain toute une série de cours et 2 U.e.r. seulement pourront arriver jusqu'à juin ! A cause d'un budget en diminution de 11 % sur l'année précédente et malgré un S.o.s. lancé par d'innombrables personnalités derrière Simone de Beauvoir, c'est l'asphyxie organisée par Alice Saunier-Seïté : que pourront bien faire alors les enseignants, étudiants et personnels de service qui, ces derniers jours, ont débattu d'une suspension générale des cours ?

Même situation à Paris VII : la deuxième université française numériquement sera sans doute, dans deux mois, en état de cessation de paiements. Et à Paris VIII-Vincennes, qui va se résoudre à supprimer de 40 % à 80 % de ses enseignements. Sans pour autant échapper à la menace gouvernementale de transfert à Marne-la-Vallée — déplacement qui priverait cette université de son originalité, la large ouverture aux salariés non bacheliers. Il est vrai que, « faire la peau » de Vincennes ne déplairait pas au Pouvoir...

# COMPOSER SA VIE

## PAR CLAUDE MANCERON

Depuis que je le connais, je pressens chez Jacques Attali une sorte de sorcier, de farfadet ou d'enchanteur. Déjà, pendant la campagne présidentielle de 1974, où il avait contribué à l'évidente supériorité du programme économique de Mitterrand, il nous désemparait, nous, les « culturels », par sa façon de faire chanter les chiffres et par son choix du bon mot ou du bon vin pour nous sortir du demi-coma aux aubes hagardes des retours de meeting.

Un économiste poète ? Définition simpliste, comme celle du sous-titre qui tente de classer son livre (« Bruits », au P.U.F.) : « essai sur l'économie politique de la musique ». Ce livre ne ressemble à aucun autre, de même que son auteur ne ressemble à personne. Que c'est bon, d'être surpris, dans ce monde où tout est rangé ! Le lecteur croit qu'on va lui parler d'économie, de musique, et certes on lui en parle — mais voici la mort et la vie, le bonheur, la société, la liberté, la violence et le jeu. C'est un miroir à facettes dont les feux partent dans tous les coins. Il provoque. Il fait danser l'esprit. Il fait éclater le rêve et la réalité. Il y a longtemps que je n'ai lu finalement quelque chose d'aussi neuf. Concerto pour l'écriture et la révolution...

Attali, j'ai trouvé, c'est un joueur de flûte. Il m'a donné cette clef dans le passage où il évoque la fameuse légende : « Dans le monde germanique, on trouve peut-être le plus beau et le plus éclairant des mythes de la musique : la ville envahie de rats, la recherche par les notables des moyens de les détruire, le marché passé avec le joueur de flûte, la noyade des rats fascinés par la musique, le refus des notables d'honorer leur contrat et la vengeance sur les enfants eux aussi fascinés (...). L'argent est venu semer ici la mort, rompre l'unité sociale retrouvée par la musique ».

Ces lignes nous permettent de comprendre le plaisir presque sensuel que nous trouvons à lire toutes les autres, bonheur soutenu par la beauté du style qui atteint sans la chercher la profondeur d'un Romain Rolland (dans ses écrits sur Beethoven) et dévie parfois jusqu'aux illuminations d'un Rimbaud. Mes obsessions d'historien s'y sont nourries à la constante évocation des rapports de l'histoire et du bruit, depuis le grand Tohu-bohu originel des livres sacrés jusqu'à l'évocation du public des concerts mondains de notre temps où « l'élite se définit et se protège par l'ésotérisme et l'exigence culturelle des œuvres qu'elle entend ; le concert est alors le lieu où elle va se montrer à elle-même qu'elle n'est pas aussi froide, inhumaine et conservatrice qu'on le lui reproche ».

... Musique toujours libératrice et toujours asservie, compositeurs domestiqués, génies encagés, musique qui, selon les fulgurantes définitions d'Attali, est constamment canalisée par le pouvoir pour, tour à tour et selon les besoins, faire oublier, faire croire, faire taire... Mais le vrai bruit humain, ce cri




permanent de la vie en gésine, cette prophétie balbutiée de siècle en siècle par les ivrognes de l'avenir, de Bach à Ravel et à Berio, est aussi le Frégoli increvable de l'humanité en voyage d'on ne sait où vers on ne sait quoi, capable revêtir l'habit de Karajan ou la robe de soie de la soliste (résurrection du souverain, du grand médiateur, dans son duel amoureux et mortel avec les musiciens de l'orchestre relégués à l'anonymat de la foule), mais aussi de repartir presque nu, tout sauvage, aux quatre coins des vieilles rues d'Avignon, de Carcassonne, d'Aix, pendant les festivals où les jeans reprennent possession avec trois guitares et saxo, des villes d'où l'on a cru balayer les gêneurs, et recommencent à créer des ébauches de paradis.

Tout militant du changement de la vie sera passionné par les rapports mis à jour, surtout dans la seconde partie du livre, entre la musique (certes, pas seulement dite « classique ») et les sociétés successives. Que



**Jacques Attali avec François Mitterrand.**

d'aperçus à propos du formidable bouleversement introduit depuis trente ans par l'invasion de la distribution commerciale, des hit-parade, ces « enfermements de la jeunesse », du vedettariat, du « stockage » de vie... ou de mort que représente la moindre discothèque ! « To Jazz et to Rock signifient, l'un et l'autre, dans l'argot des ghettos noirs, faire l'amour. Significativement, ils étaient actes de fêtes vécus, ils sont devenus marchandises neutres, spectacles culturels pour consommateurs solvables ». Mais alors, écouter bien au chaud, tout seul « Ma » Neuvième symphonie ou « Mes » Pink Floyd, n'est-ce pas un acte d'individualisme presque masturbatoire ? Où est l'amour ? Où sont mes frères ? O joie ! A quoi bon ce cri, dans ma salle de séjour insonorisée ? N'ai-je pas de nouveau domestiqué Schiller et Beethoven pour mon confort ?

« Bruits » nous dérange. Il nous contrarie. Il nous rend inquiets et attentifs. Il nous fait tendre l'oreille à autre chose. Le carnaval de la folie primordiale, celle de vivre, mais de vivre ensemble, reprend le pas sur le carême, imposé depuis toujours par les privilégiés pour nous accoutumer à la fausse sagesse du non-être, comme dans le tableau de Bruegel qui fait couverture au livre et auquel l'auteur se réfère si souvent.

Nous voici dérangés, bousculés, mais mobilisés. Ravivés. Dans cet univers où l'on essaie toujours de cloisonner notre temps et de le morceler, « la politique, l'économie, le travail, l'amour, le loisir, etc... », Attali nous apprend que le socialisme est d'abord une musique ; le sortilège de la fraternité. Il nous propose « de conquérir le droit de faire du bruit », (par l'affirmation du droit à la différence, tout en cherchant ses harmonies), « c'est-à-dire le droit de composer sa vie ».

# LES TENORS FONT DES COUACS

**Dans cet acte théâtral — opéra, mélodrame ou tragédie — qu'est souvent un procès, des avocats, « ténors » du barreau, font entendre de plus en plus de « couacs »...**

« Grand témoin », l'autre jour, du magazine télévisé C'est à dire, Robert Badinter disait, après avoir félicité une cantatrice, invitée de l'émission : « Que j'aimerais plaider en musique... » Un propos aussi enjoué pouvait surprendre dans la bouche de l'avocat qui — conjointement avec quelques jurés dont lui-même dit qu'ils « sont allés aussi loin que des hommes peuvent aller dans le courage » — venait de faire reculer la mort et la haine à l'issue d'un procès des plus dramatiques. Mais drame ou comédie musicale, opéra ou vaudeville, qu'importe : Badinter alimentait là l'analogie entre la Justice et le théâtre que ne justifient pas seulement, au Palais, la disposition de la salle, le cérémonial de l'acte judiciaire et l'étrangeté des costumes. Deux de ses confrères, qui viennent de publier chacun un livre important sur le monde de la Justice (1), abondent en ce sens. Roland Dumas évoque, à propos du procès Guedj, l'an dernier, à Tulle — celui des meurtriers d'un gardien de la prison de Brive, où Dumas sauva la tête de son client dans une atmosphère « à la troyenne » — cette « sorte de paroxysme wagnérien, donnant aisément aux acteurs du drame un comportement de tragédien — ou de comédien... » Et Colette Piat : « Le président de la cour d'assises et un chef d'orchestre de très grande habileté et l'audience est un opéra. Le procureur général est baryton. L'avocat, ténor ; ou l'inverse (...) Rires. Exclamations. Applaudissements même... Bien sûr, nous sommes au théâtre ».

## A la Knock

Comme Badinter, Roland Dumas et Colette Piat ne sont pas que de brillants avocats doués de surcroît d'une sacrée plume. Comme pour lui, la télévision — eux, c'était vendredi dernier, au magazine Apostrophes — vient de montrer à des millions de Français le visage de la conviction. Comme lui, enfin, ils sont socialistes, activement : le premier fut — et sera — député ; et les lecteurs de « l'Unité » se souviennent sans doute des virulents articles que la seconde donna dans ces colonnes. Pour le reste, « Les avocats» et « Une robe noire accuse » manifestent, jusque dans leur titre, deux tempéraments dissemblables : la passion raisonnée de l'un, la colère généreuse de l'autre. Mais dans les deux cas cette vertu essentielle : la lucidité.

C'est pourquoi on peut saisir sans crainte leurs deux fils d'Ariane : ils ne seront pas de trop pour pénétrer dans ce théâtre facilement incompréhensible, facilement absurde — ce n'est pas par hasard que Kafka y logea son œuvre la plus significative et que vint s'y asseoir « l'étranger », protagoniste d'un livre essentiel.

Voilà donc présentée « la distribution » au grand complet, pour en rester au jargon de scène. D'abord les robes noires, évidemment. Mais aussi leurs doubles de l'autre côté de la barricade — en robe rouge, eux. Effrayant ! Dumas décrit l'engrenage où la cour et le procureur, dans l'affaire Guedj, parviennent presque à faire disparaître le vrai procès. Colette Piat, elle, persifle : « Le procureur a des principes, qui sont en général ceux dits de la majorité silencieuse, ainsi nommée parce que l'on n'entend qu'elle... Pour lui, selon le principe du docteur Knock étendu au judiciaire, l'innocent est un coupable qui s'ignore ». Et de raconter comment le juge de l'affaire B. bloque une plainte contre la sœur d'un député. Comment on saque un procureur pas comme les autres qui a négligé un ordre d'en haut en faveur d'un souteneur - garde du corps électoral. Comment « un juge d'instruction est « objectif, mais » à la façon dont l'homme de la rue n'est « pas raciste, mais »... » Comment un président de correctionnelle lance d'entrée de jeu à un prévenu kabyle : « Compte tenu de vos origines, je vous



**Manifestation des avocats en janvier 1976.**

# changer la vie culturelle

## Beaubourg

### FAIRE UN LIVRE

La Bibliothèque publique d'information de Beaubourg inaugure sa salle d'actualité par une exposition intitulée « Faire un livre » (jusqu'au 28 février). En une cinquantaine de panneaux et une dizaine de vitrines, le cheminement du livre, de l'auteur au lecteur, est évoqué dans tous ses aspects : écrire ou la trace d'une main, publier ou le choix des textes, imprimer ou la multiplication des mots, diffuser ou la conquête des lecteurs, lire ou la soif des mots. Cette aventure en cinq etapes est illustrée par de nombreux documents, des dessins, une cinquantaine de photos et un montage audiovisuel. Chaque jeudi, de 18 h à 20 h, autour de l'exposition, la salle d'actualité accueille des débats animés par des gens de l'édition et des auteurs.

## Edition

### ENCORE UN S.O.S.

Les Editions et documentation internationales (Edi) sont en péril. Animées par des militants d'extrême gauche, ces éditions ont exhumé, au cours des années, maints textes fondamentaux de militants révolutionnaires aujourd'hui injustement oubliés et cela a permis de renouveler bien des perspectives. On peut ne pas partager les options des animateurs des Edi, on doit en revanche rendre hommage à leur probité intellectuelle et à leur rigueur. En achetant leurs publications — leur dernier-né, « L'économique de la transition », de Boukharine permet à la fois de réfléchir sur le phénomène de la transition et sur les erreurs de la jeune U.r.s.s. — ou en versant à leur souscription, on les aidera à sortir de leurs difficultés financières (Edi, 29, rue Descartes, 75005 Paris, C.c.p. 18-462-71, Paris).

## Marionnettes

### LES ŒILLETS ROUGES DE LOUISE MICHEL

La pétroleuse, la communarde, la « vierge rouge » : fière figure de l'Histoire, Louise Michel est presque devenue un mythe après avoir été un étendard. Ces jours elle devient une pièce, « Louise Michel ou les œillets rouges », qui sera jouée jusqu'au 12 mars au Théâtre du Manitout (17, rue Campagne-Première, Paris 14e). Le Théâtre du Manitout est né en avril dernier : il est le seul théâtre permanent de marionnettes pour adultes qui existe en France. Il est dirigé par Dominique Houdart, un des rares grands marionnettistes de ce pays. C'est lui qui a écrit et mis en scène « Louise Michel ou les œillets rouges ». Histoire de prouver que le Théâtre de marionnettes peut parler d'autre chose que de Guignol...

## Théâtre

### LES RENCONTRES DE BOULOGNE

Les 7es Rencontres Théâtrales non professionnelles de la Maison des Jeunes et de la Culture de Boulogne auront lieu... à Sèvres du 5 au 12 juin prochain. A Sèvres parce que le maire de Boulogne, un certain Georges Gorse, a créé quelques ennuis à la M.j.c. de sa ville. L'édition 1976 des Rencontres avait rassemblé 40 troupes venues de tout le pays. Elle avait surtout permis des confrontations autour du théâtre « amateur, parallèle, militant et marginal ». Le débat doit être poursuivi et élargi en juin 1977. Tous les groupes théâtraux qui souhaitent y participer peuvent écrire à l'adresse suivante : Rencontres théâtrales, Maison des Jeunes et de la Culture, 152, rue de Silly, 92100 Boulogne-Billancourt.

## Café-théâtre

### QUARTIER LIBRE

Jacques Prévert pendant quatre-vingt-dix minutes : c'est ce que propose Jean Signé avec « Quartier libre », un spectacle qu'il présente jusqu'au 5 mars aux Blancs-Manteaux (ex-Pizza du Marais), tous les soirs à 22 h 30. Le travail de Signé a plusieurs qualités. D'abord il nous fait faire un parcours en liberté à travers les livres de Prévert : « Paroles », « Histoires », « Spectacle », « La pluie et le beau temps », « Fatras » et « Choses et autres ». Ensuite il nous donne à approcher tous les tons de Prévert : humour et révolte, tendresse et indignation, émerveillement et lucidité. Enfin, Signé n'omet pas ce que d'aucuns oublient volontiers. Prévert est autant un homme de l'image qu'un homme des mots. Ce n'est pas par hasard qu'il a fait quantité de livres avec des peintres et des photographes. Ce n'est pas un hasard si, quand il écrit, ses textes renvoient souvent, presque inconsciemment, à telle toile de Picasso ou de Tanguy, tel dessin de Max Ernst ou de Joan Miro, telle lithographie de Braque ou de Calder. Ce n'est pas par simple accident que Prévert lui-même, depuis longtemps, fabrique des collages. Signé a mis son « Quartier libre » en espace en le glissant dans ces images-là, projetées sur écran : les collages de Jacques Prévert.

## Danse

### LES BALLETS DE LA CITE A VINCENNES

Les Ballets de la Cité sont installés jusqu'au 26 février au Théâtre de la Tempête, à la Cartoucherie de Vincennes. Ils y jouent « Aléfa », spectacle de danse, de musique et de chant imaginé d'après « La cité fertile » un roman d'Andrée Chedid. Aléfa, personnage principal du livre, est au centre de la création chorégraphique. Aléfa vit dans une ville. Elle y mourra. Entre naissance et trépas, rencontres, événements et sensations se succèdent. Le tout est dit et montré géographiquement : les souvenirs, le temps qui coule, la vie qui passe voient Aléfa évoluer en rond.

Installés au Théâtre des Deux-Rives, à Grand-Quevilly, près de Rouen, les ballets de la Cité sont une des rares troupes de danse françaises à tenir un langage résolument contemporain. Ils mènent de front une triple activité de formation, d'animation et de création. « Aléfa » est la dernière en date de leur création.

## Cinéma

### A L'AUBE...

Le Théâtre du Val de Gally, à Villepreux, dans la banlieue sud de Paris, présente jusqu'à samedi une rétrospective sur la naissance et les débuts du 7e art intitulée « A l'aube du cinéma ». A l'écran : de vieilles pellicules de Gaumont-Actualités et quelques petits chefs-d'œuvre signés Louis Lumière, Gaston Velle, Georges Méliès, Clément Maurice, etc. Quelques bobines grinçantes des années 30, aussi, pour revoir Arletty, Andrex et Michel Simon. Samedi, toute une série de burlesques avec, dans la salle, un pianiste nommé Jean Wiener qui improvise. Dans le hall du théâtre, une exposition rassemblant affiches, ancestrales caméras et archaïques appareils de projection. Un ange passe, qui s'appelle Henri Langlois. Sans lui, ces journées n'auraient pas été possibles.


**Directement du producteur**

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron
21, avenue F. Drouet
02310 CHARLY-sur-MARNE

19 à 22 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
Tél. : ( 23) 82.01.97



conseille d'être plus franc qu'habituellement ». Comment, suite à une manifestation paysanne dans une contrée qui vote bien, on relaxe les inculpés pour les motifs que pourrait exposer ainsi une décision imaginaire : « Attendu que le garde des Sceaux a passé un coup de fil au président ; attendu qu'il y a des fourches dressées dans la rue ; attendu que l'innocence des prévenus est dès lors évidente... »

## Epiciers du malheur ?

Puis voici d'autres tribus du prétoire — à temps partiel, celles-là. Les témoins, fragiles auxiliaires de la Justice, comme tels méprisés, sonnés, puis licenciés... à moins qu'on ait « oublié » de les faire paraître, comme tel témoin essentiel réclamé par Dumas dans le procès de Tulle. Les experts, « inquiétants psychiatres se promenant sans camisole, comptables perdant leurs chiffres, foule effroyable d'omniscients », ricane Colette Piat qui cite le cas de cet expert en bruits de l'affaire Péroche : l'homme était à peu près totalement sourd. Les policiers, enfin, dont « Les avocats » dit sobrement qu'il faut les surveiller afin de leur éviter la tentation trop humaine de commettre des abus. Et à propos desquels « Une robe noire accuse » multiplie les anecdotes : aveux extorqués, brutalités, etc. Anecdotes rapportées non par délectation mais parce qu'elles donnent son vrai climat à un système où la répression a toujours le beau rôle et assure la reproduction permanente de la délinquance. Ce que Colette Piat nomme la « crimoculture » et qu'elle décrit longuement sous l'une de ses formes : la prison, cet enfer où les avocats doivent, à l'occasion, descendre eux aussi.

Tous ces personnages vont et viennent en apparent désordre, aussi ne lâchons pas le fil Piat... Sinon, demandez à Jean-Pierre, tabassé par son patron : au bout de 4 ans, il n'a toujours rien touché de son « préjudice », mais déboursé bien plus en frais de justice... Demandez à Saïd, condamné par défaut pour avoir eu le tort de ne pas être convoqué à l'audience... Demandez à M.V., automobiliste molesté par un shérif d'occasion, rien moins que député, qu'il perdra dans le labyrinthe de la procédure... Demandez à cet avocat qui « disait un jour à propos de la peine de mort qu'on tue plus de gens avec les procès civils » (séparations, hypothèques, etc.).

Bref, toute cette complexité que résume « le dossier », ce monstre : « Les ficelles s'ajoutent aux courroies et on ne sait plus comment contenir cette marée noire de plaintes, de papiers, d'écume procédurale... » (Colette Piat.) « On le retrouve sagement aligné aux pieds du président du tribunal, volume par volume, dans des paniè-res, comme des bouteilles, ou des bébés dans leur berceau » (Roland Dumas). Est-ce ce monstre qui va faire la décision ? Non, assure « Les avocats », ce ne sont « que des éléments... Le débat oral prime sur tout le travail déjà fait. On remet l'affaire à plat. » Si, s'obstine « Une robe noire accuse » : « Les enquêtes pénales arrivent déjà « toutes cuites » par la police, qui a fait le premier travail. Le plus décisif... Le dossier arrive « préparé » dans tous les sens du terme ».

Au bout de mois ou d'années de cheminement dans le tunnel, il est exceptionnel peut-être que, comme Armand L., le plaignant se jette par la fenêtre, désespéré de ne pouvoir obtenir la garde de son enfant. Mais souvent, découragé, on abandonne — « un mur lisse et deux mains trop petites »...

C'est pour aider ces mains-là que les avocats existent. Colette Piat et plus encore Roland Dumas expliquent qui sont les avocats, comment ils sont formés, ce que sont leurs débuts (le stage, la Conférence...), dans quelles structures ils viennent s'insérer, quelles sont l'étendue et les limites de leur fonction... On n'esquive pas les questions jugées « gênantes » par certains des confrères : les tares de la hiérarchie chez Colette Piat, le problème des cabinets de groupe chez Roland Dumas, celui des honoraires et de la « provision » chez l'un et l'autre puisque — dit Dumas — « l'avocat est l'homme à qui le crime rapporte et profite ; c'est bien pourquoi il doit prendre garde à ne pas se transformer en épicier du malheur ».

## Après les escarmouches

Car rien — et surtout pas l'assurance de gagner sa vie — ne doit être négligé pour assurer à l'avocat un maximum d'indépendance. Et vis-à-vis des puissances privées et vis-à-vis du Pouvoir, au point pour un Jean Jaurès de pouvoir impunément lancer à la barre : « J'aime mieux pour mon pays les maisons de débauche où agonisait la vieille monarchie de l'Ancien Régime que la louche maison de banque et d'usure où agonise l'honneur de la République bourgeoise.

— Comment ! se gendarma le président, un peu suffoqué. Voilà que vous comparez la maison du président de la République à une maison de débauche ?

— Je ne la compare pas, répliqua Jaurès, je la mets bien en dessous ! »

Le point limite de cette indépendance, c'est quand l'avocat s'engage lui-même, en militant politique : « Nouveau courant social, mutation comparable aux mutations biologiques », estime l'auteur des « Avocats » en relevant un phénomène comparable chez les nouveaux magistrats. Sans aller jusqu'au militantisme, au moins peut-on, dans le choix des causes qu'on défendra, de préférence « aller dans le sens de ses convictions, plaider selon son cœur et ses couleurs... J'avais plaidé pour Jeanson, j'aurais mal défendu Salan ». Dût-on pour cela prendre quelques risques, fatals quand on a comme Dumas défendu, entre autres, Guingouin, Mons, les réseaux d'aide au F.l.n. (suspension pour six mois), la partie civile de l'affaire Markovic, « le Canard enchaîné » affrontant la superpolice du Pouvoir...

Le plus difficile, pourtant, n'est pas là, mais bien plutôt en présence des injustices de la Justice de tous les jours, celle de la correctionnelle, des « flagrants délits », du civil, celle qui « donne obstinément raison au plus roublard, au plus entêté, voire au plus salaud ». On peut se révolter... « Ce n'est pas facile d'être « objecteur de Justice » : à la caserne du Palais, on doit se soumettre ou se démettre », poursuit Colette Piat. Alors, plutôt partir, pour ne pas servir d'alibi ? Car il se peut que la société judiciaire bascule, mais supposez qu'elle tombe dans une nouvelle Justice injuste, « dans une férocité inverse » ?

Ou rester quand même ? Parce que, argumente Dumas, le caractère irremplaçable du défenseur, l'Histoire en a fait assez souvent la preuve. Et aussi la quotidienneté des audiences — l'autre jour encore, quand un commando de robes noires a réintroduit la justice dans les « flags » qu'elle déserte si volontiers. « Ce qu'il y a de meilleur dans l'avocat, c'est qu'il soit là quand il n'y a plus personne ».

Peut-être bien qu'au Palais aussi, on peut changer la vie ? Peut-être bien même que c'est déjà en cours, depuis ce jour de 1976 où les avocats sont descendus dans la rue, depuis les boutiques de droit... « La Justice n'est plus soumise à des tirs sporadiques, à des escarmouches, à des coups de main, écrit Dumas. Mais à une offensive générale sur l'ensemble de ce front qu'elle tenait si fermement autrefois avec l'Eglise et l'Armée ».

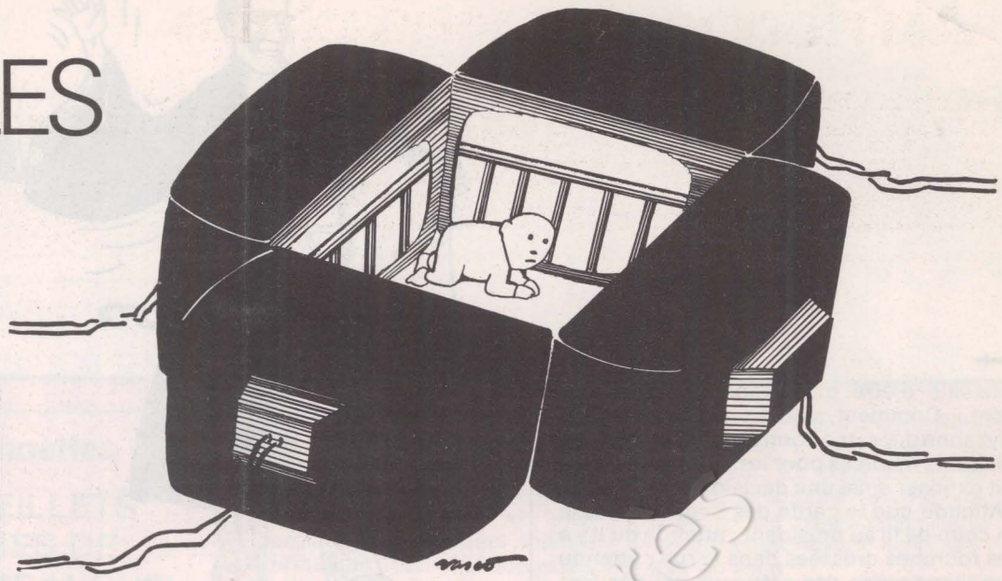
Le changement qu'introduira « une société socialiste à la française », c'est un espoir à la mesure — à la démesure — de ce en quoi peuvent croire des hommes et des femmes en lutte contre un arbitraire qui ne désarme jamais, nulle part. Cela rend exigeant : « On ne pardonne rien à ce dont on attendait tout », murmure Colette Piat. Cela, aussi, donne à croire à Roland Dumas et à quelques autres qu'entre la pesanteur et la grâce, « depuis quelque temps il semble que la grâce l'emporte ».

SERGE RICHARD

---

*(1) Colette Piat : « Une robe noire accuse » (Presses de la Cité) ; Roland Dumas : « Les avocats » (Grasset).*

# Télévision
# HEUREUX LES ENFANTS ?



On a calculé qu'un enfant né en 1976 aurait, à soixante-dix ans, passé un minimum de huit années consécutives à regarder la télévision. Ce chiffre fait frémir. On voit d'ici le citoyen du XXIe siècle, un sous-homme hébété, pareil à quelque monstre de science-fiction. L'art, le sport, la pensée, la vie même n'auraient d'autres fonctions que d'alimenter la machine à décerveler. Les successeurs de Guy Lux et de Jacques Martin nous maintiendraient en un état d'hypnose permanent qui permettrait de tirer son temps sur terre sans presque s'en apercevoir.

« Mais, diront les optimistes, supposez que les programmes s'améliorent ? Que dix ou vingt chaînes, que des milliers de cassettes, offrent au public un choix véritable ? Que l'écran lui tienne lieu de musée, de bibliothèque, de compagnon de jeu ? »

Et puis après ? Le spectateur n'en restera pas moins vissé sur son siège, oubliant l'action pour l'image, renonçant à créer pour consommer. Le seul espoir, c'est qu'il se lasse à la longue et que la drogue n'agisse plus, ou mieux encore qu'elle sécrète son propre contre-poison, qu'elle incite, qu'elle encourage, ses fidèles à la trahir, et, si possible, dès l'enfance. Telle est l'ambition que F.r. 3 entend poursuivre dans ses émissions pour la jeunesse. Qu'il s'agisse de films ou de reportages, de musique ou de bricolage, un souci constant se manifeste de combattre la passivité. Les enfants qui participent à ces émissions ne sont pas traités en figurants ni en bêtes à concours, mais en interlocuteurs valables dont les questions, les suggestions, retiennent l'attention des réalisateurs. L'excellente série « Flash » par exemple (un lundi sur deux, à 18 h 45, depuis le 7 février) n'hésite pas à céder l'antenne aux écoliers qui tournent leurs scénarios en toute indépendance, avec l'assistance de techniciens. « La musique buissonnière » (le samedi à 18 h 45) amène les petits auditeurs à sortir de leur rôle pour donner de la voix, associer le geste au chant ou se lancer dans la fabrication d'instruments primitifs. Ce baptême musical se déroule dans une bonne humeur contagieuse dont la poésie crève l'écran. Ne manquez pas non plus « Le club d'Ulysse » et « La télévision d'éveil » (en alternance le mardi) consacrés l'un à la présentation d'animaux familiers, l'autre aux activités manuelles, débouchant tous deux sur la réalité quotidienne qu'ils éclairent d'un jour pratique. Enfin, qui résisterait aux histoires de cette grand-mère vedette, (« Raconte, quand tu étais petite », le jeudi) dont les souvenirs paysans éclatent de verve et de malice ? Nous la souhaiterions pourtant moins bien coiffée et maquillée, avec, si possible, un tricot dans les mains. Pour évoquer la fête du cochon, elle a tort de se mettre en dimanche.

Certes, la grille de F.r. 3 jeunesse pèche, parfois, par excès de didactisme ; ainsi les enquêtes consacrées aux métiers (« Devenir », le jeudi) ou les témoignages d'hommes et de femmes exceptionnels (« Un sens à ma vie » même jour). Et si la critique des livres du vendredi séduit par sa gentillesse, les cinq minutes qui la précèdent — réservées à une grosse maison d'édition qui publie une Histoire de France — dégagent une fâcheuse odeur de publicité. Mais ces défauts n'empêchent pas F.r. 3 de se détacher très loin en tête du peloton des chaînes. Elle mobilise l'enfant que ses rivales immobilisent, le pousse à prendre la parole, à tenir la caméra, à se servir de la télévision au lieu d'être asservi par elle. Ajoutons qu'à l'exception du feuilleton dominical, toutes les productions sont françaises, exemple dont devrait s'inspirer ses concurrentes.

Avec ses vingt-cinq minutes quotidiennes (« Gédéon » à 18 h 35 et « L'île aux enfants » à 18 h 40) et son interminable mercredi après-midi (de 13 h 35 à 19 h), T.f.1 se taille la part du lion... et l'utilise médiocrement. Films suédois ou américains, défilés de vedettes du disque, numéros de professionnels, le show business déploie ses fastes devant de jeunes invités blasés. Une série de monstres synthétiques tentent d'amuser les plus petits. Des marionnettes sans fils, les Brok et Chnok ont pris la relève de Guignol, quelle déchéance ! Entre une histoire d'animaux et une revue de bandes dessinées se glissent quelques documentaires plus ambitieux. Mais on se demande par quelle étrange coïncidence plusieurs producteurs s'engouent, en même temps, pour l'astrologie ou les voyages au long court ! D'autre part — et ce reproche vaut pour les trois chaînes — les informations destinées à la jeunesse sont si soigneusement dépolitisées qu'elles versent dans la partialité par omission. « La fabuleuse épopée du vélocipède», par exemple, mentionne le grand bond en avant de la bicyclette, en 1936, sans prononcer les mots fatidiques de Front populaire et de congés payés.

Que dire d'Antenne 2 ? Rien, voilons-nous la face pour échapper aux dix exécrables minutes qu'elle nous propose chaque soir. Deux consternantes baudruches, l'écureuil Sacripan et le Père Lipopette — un chien qui devrait se recycler dans l'enseignement par correspondance — animent « Le palmarès des enfants ». Ils donnent trois tours de manivelle pour désigner des lauréats dont la photo apparaît sur l'écran. Ces privilégiés reçoivent un cadeau par la poste et pourront demain se vanter à l'école : « Tu m'as vu à la télé ? » Que Zitrone prenne garde, ses rivaux se bousculent en coulisse !

En douce, dans le dos des parents, le meilleur et le pire se faufilent au cœur des foyers. A cinq ans, on avale tout. A quinze, on a la gueule de bois. Encouragez donc les téléspectateurs en herbe à se montrer difficiles, exigeants, à critiquer, voire à bouder ces loisirs préfabriqués. Et commencez par leur donner l'exemple.

GABRIELLE ROLIN

## Y A D'L'ABUS !

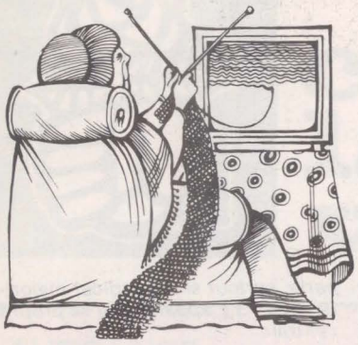
**● C'est toujours la même chanson : pas d'argent pour les créations françaises, mais assez de dollars pour l'achat massif de télé-films américains. Et s'il ne s'agissait que d'acheter les produits finis ! Mais savez-vous que T.f. 1 est, avec une chaîne anglaise, coproductrice de Chapeau melon et Bottes de cuir, feuilleton tourné dans des studios anglais, avec des acteurs britanniques ? Nos comédiens en chômage apprécieront.**

**● A la veille des élections municipales, T.f. 1 a eu l'heureuse idée de réaliser une série de reportages sur les points chauds, municipalités où la gauche pourrait l'emporter. Ces enquêtes devaient être complétées par des sondages reflétant l'évolution de l'opinion publique. Les voici soudain décommandés. Pourquoi ? « Parce qu'ils risqueraient d'influencer les votes », nous dit-on. Dans quel sens ? Cette interdiction permet de le deviner.**

**● Guy Lux qui s'apprête à revenir sur l'A 2, à raison de soixante-quinze minutes par mois, n'hésite pas à monter sur ses grands chevaux avant de descendre dans « La rue » (titre de sa prochaine émission). « On m'a éliminé à cause de combines, déclare-t-il. Mais on n'a pas réussi à me remplacer. La télé, c'est le désert. Et qu'on ne compte pas sur moi pour trahir mon naturel bon enfant, afin de désarmer quelques pisse-vinaigre. » La raison de cette mauvaise humeur ? Peut-être la réduction du budget accordé à notre super animateur. Il exigeait cent dix millions, il en a obtenu soixante-dix. « Je ne veux plus être le plombier miracle des variétés », proteste-t-il. Mais il a fini par accepter. Hélas !**

**● On croyait avoir atteint, avec « La foire », le comble de la vulgarité, mais « La lune, papa », feuilleton qui s'achève enfin sur T.f. 1, montre qu'on peut toujours tomber plus bas. Cette description des mœurs sexuelles d'une famille de minus suscitera peut-être quelques vocations monastiques. Dommage que le pape choisisse ce moment pour refuser aux femmes l'accès de la prêtrise !**

# Au risque de vous plaire



## Télévision

VENDREDI 11 FEVRIER

Au magazine Vendredi : la fatigue à l'école (20 h 30, F.r.3).

Jacques Attali à Apostrophes : « Ruses et pouvoir de l'argent » (21h30, A 2).

« La parade du rire » : tout le génie comique du méconnu (en France) W.C. Fields (22h50, A2).

SAMEDI 12

Une fantaisie d'Alexandre Rivemale et Jean Prat : « L'envolée belle » (20h30, F.r.3).

DIMANCHE 13

« C'est pas tout le monde qui connaît »... le Limousin (19h, F.r.3).

L'homme en question : l'écrivain Raymond Abellio (20 h 30, F.r.3).

« La condition des femmes qui travaillent » : Jeannette Laot, dirigeante de la C.f.d.t., à Questionnaire (22h, T.f.1).

« Maman, les gros bateaux » : les pilotes de port (22h30, A2).

Adolescents des bidonvilles : « Les garçons », un film de Mauro Bolognini sur un scénario de Pasolini (22h30, F.r.3).

LUNDI 14

L'inoubliable Chaplin dans l'inoubliable « Dictateur » (20h30, T.f.1).

L'huile sur le feu : pour ou contre les sondages — avec l'inénarrable R.p.r. Hector Rolland (22h50, A2).

MARDI 15

Robert Badinter (voir aussi p. 25) dans un débat sur les jurés, à la suite du film - dossier d'André Cayatte « Justice est faite » (20 h 30, A2).

Football : à Marseille, Etrangers de France contre Roumanie (21h30, T.f.1).

MERCREDI 16

Suzanne Flon dans une dramatique très attendue de Claude Santelli : « La vérité de madame Langlois » (20h30, T.f.1).

Un chef-d'œuvre du nouveau cinéma fantastique : « Duel », de Steven Spielberg (20h30, F.r.3).

De Jean-Claude Averty, « Jazz-spécial Benny Carter n° 4 » : la subtilité faite saxo alto (22h55, A2).

JEUDI 17

Le Mouvement des radicaux de gauche (19h45, A2), également à Tribune libre (19h40, F.r.3).

Spécial Evénement : débat entre Georges Marchais et Jean-Pierre Fourcade sur le pétrole (20h30, T.f.1).

« Les aventures d'Arsène Lupin » ; un gentil film sans grand rapport avec Maurice Leblanc où Jacques Becker n'avait guère forcé son talent (20h30, A2).

Historique-hommage au film d'animation : « Fantasmagorie » (22h10, A2).



## Livres

POLITIQUE

*** Encyclopédie du monde actuel : l'Amérique latine (Le Livre de poche).**

Tous les éléments pour mieux saisir l'actualité au détour d'un continent.

*** Charte nationale - Algérie, naissance d'une société (Editions sociales).**

L'enjeu algérien. En quoi la charte du 27 juin 1976 est-elle un nouveau pas de l'Algérie en marche vers sa libération ? Plus de 300 pages pour tenter de répondre.

*** Giorgio Napolitano : La politique du Parti communiste italien (Editions sociales).**

D'où vient donc ce fameux compromis historique ? Où conduira-t-il l'Italie ? Répondre à ces questions, c'est aussi, indirectement, interroger le P.c.f...

*** Anatoli Martchenko : Une grève de la faim (Le Seuil).**

Un opposant soviétique raconte. Plusieurs fois arrêté, emprisonné plus de dix ans, exilé en Sibérie, il ne doit sa survie qu'à sa force désespérée : il a tenu une grève de la faim plus de cinquante jours.

*** Armel Huet, Jean-Claude Kaufmann, Monique Laigneau, René Péron, André Sauvage : Urbanisation capitaliste et pouvoir local : Le cas de Rennes (Editions Jean-Pierre Delarge).**

Les auteurs font partie de l'Association rennaise d'études sociologiques qui mène depuis près de dix ans des études portant notamment sur la question urbaine. Un bilan de la politique municipale bourgeoise. Ou, à partir de l'exemple rennais, comment la ville, au même titre que l'usine, est organisée pour la production capitaliste.

*** Michel Phliponneau : Changer la vie, changer la ville : Rennes 1977 (Editions Breiz).**

Une étude qui est le bilan critique de la gestion d'Henri Fréville à Rennes. Dans ce livre, préfacé par François Mitterrand, le brillant géographe qu'est Michel Phliponneau met un terme au mythe rennais d'excellente gestion démocratique et apolitique.

SOCIETE

*** Thomas S. Szasz : le péché second (Petite bibliothèque Payot).**

L'auteur de « Fabriquer la folie » continue à déranger, usant de l'arme du bon sens pour dénoncer les abus du Pouvoir, de tous les pouvoirs. Il démystifie la parole à travers des aphorismes tels que : « Perversion : pratique sexuelle désapprouvée par celui qui parle » ou « Un professeur devrait avoir un maximum d'autorité, mais un minimum de pouvoir »

*** G. Bodganoff : Clefs pour la la science-fiction (Seghers).**

Pour les amoureux de science-fiction, mais aussi pour ceux qui cherchent à s'initier, un livre qui raconte la S.F., ses écrivains, ses lecteurs, ses genres et explique ses thèmes.

*** Xavière Gauthier : Dire nos sexualités (Editions Galilée).**

Une féministe s'élève contre la sexologie et ses valeurs normatives. Avec un rien de voyeurisme, elle nous livre des témoignages parfois révoltants, souvent bouleversants, au premier sens du mot.

ROMANS

*** Anne-Marie de Vilaine : Un regard tranquille (Julliard).**

Comment une femme « qui-à-tout-pour-elle », à travers la maladie, à travers la mort frôlée, à travers la vie étrange de l'hôpital, découvre une vérité d'elle-même qui lui permet de faire éclater sa carapace d'angoisse et, peut-être, de trouver le courage d'être soi.

*** Patrick Besson : L'école des absents (Le Seuil).**

Ils ont moins de 20 ans ; corrosifs, agressifs, romantiques, ils choisissent l'Absence et prennent le pouvoir pour mettre la France à l'envers et exécuter les barbus, les sociologues et les psychiatres... Selon le Manuel de l'Absent, l'absent a toujours tort, mais il s'en fout. Une réponse sanglante au vide et au désespoir de la jeunesse : « Quelle main a masqué les lumières et retenu les jets d'eau ? »

*** René Fallet : Y a-t-il un docteur dans la salle ? (Denoël).**

Fallet le passionné, Fallet l'amoureux, Fallet le fou de la femme signe un nouvel hymne. Un hymne furieux et désespéré. Un hymne fait de tendresse et de détresse mêlées. N'y aurait-il jamais d'amour heureux ?

*** Doris Lessing : Le carnet d'or (Albin Michel).**

Un livre dense et foisonnant qui amalgame et articule, autour d'un roman titré « Femmes livres », les carnets du journal d'Anna, personnage central. Les contradictions, les heurts et bonheurs du « féminisme » contemporain.

## A ne pas manquer

### FEMMES : DU SENTIMENT A LA LUCIDITE

Un petit livre tricolore : « Les femmes à la mairie », vient de faire opportunément son apparition, grâce aux Editions du Cerf, dans la vitrine des libraires. Des femmes y parlent de leur expérience municipale : elles le font avec cette franchise des âmes simples qui se sont trouvées élues un peu par hasard et qui, pour prouver qu'elles sont à la hauteur des circonstances, ont voulu faire aussi bien que les hommes. Ce qui veut dire, en fait, beaucoup mieux.

Et puis, peu à peu, une sorte de malaise nous gagne, car elles iront de surprise en surprise, ces femmes, pendant leur mandat, elles vont découvrir que « maintenir dans la commune le grand idéal de justice et d'amour qui les anime » (sic) relève d'une mentalité de patronage, que la règle du jeu du pouvoir ne laisse que peu de place à leurs vertus traditionnelles de douceur et de dévouement, que la politique n'a que faire de leurs bonnes intentions si elles ne savent pas les imposer. Sommes-nous donc si incroyablement naïves et vulnérables ? Qu'allions-nous donc faire dans cette galère ?

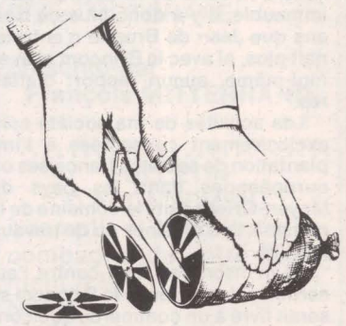
Quelques-unes d'entre elles parviendront tout de même à se placer sur le bon terrain et à analyser les raisons de leur déconvenue :

1) l'apolitisme est un leurre, qui rime avec conservatisme et incohérence ;

2) la participation à l'exercice d'un pouvoir, quel qu'il soit, n'a de sens que si elle est consécutive au choix d'un projet de société.

L'expérience politique a fait de certaines de ces femmes sentimentales des femmes lucides. C'est déjà un résultat. Ce n'est pas assez.

VERONIQUE NEIERTZ



## Disques

FOLK

*** La Bamboche (Hexagone 883005, distribution Wea-Filipacchi).**

Des airs collectés en Nivernais, en Berry, en Corrèze et en Poitou. Sur fond de musette berrichonne, de violon, d'accordéon diatonique, de guitare, d'épinette, de mandoloncelle, de cabrette et de sonnailles. Par quatre « musiqueux » du Centre de la France.

*** An Triskell : Krozz-hent (Le Chant du monde LDX 74 613).**

Harpe celtique et clavecin électronique pour des musiques traditionnelles celtiques et des mélodies populaires bretonnes. Le groupe An Triskell, né de la terre bretonne, chante les poètes bretons.

# Nos lecteurs ont la parole

## DE BROGLIE ET LE BRINCOM

*Dans l'article que nous avons consacré dans notre numéro 232 à l'affaire de Broglie sous le titre « Le prince des scandales de la Vème », nous évoquions la constitution en 1969 de la société Brincom dans les termes suivants :*

« Société dont la raison sociale énumère toutes les activités possibles et imaginables le Brincom se livrait au commerce sous toutes ses formes et notamment au trafic d'armes avec les pays arabes. Les bénéfices transitaient par la Suisse avant de revenir financer en France différentes activités... Mais en 1973, Raymond Marcellin fait pression sur de Broglie qui depuis cette date n'apparaît plus officiellement dans le Brincom. Celui-ci a toutefois continué à bénéficier des locaux de la rue Weber ».

M. Akli Rahal, directeur du Brincom nous adresse un démenti et ajoute : « Jean de Broglie a effectivement participé à la constitution de la S.a.r.l. Brincom pour 50 % de son capital par l'apport en jouissance d'un immeuble sis à Paris rue Weber mais il s'est retiré de la société en 1973 à la suite de la cession dudit immeuble. Il y a donc plus de trois ans que Jean de Broglie n'entretenait plus, ni avec le Brincom ni avec moi-même, aucun rapport d'affaires.

Les activités de ma société sont exclusivement consacrées à l'implantation de sociétés françaises ou européennes dans les pays du Moyen-Orient dans le domaine de la construction d'usines ou de travaux publics.

Je m'inscris en faux contre l'assertion selon laquelle le Brincom se serait livré à un commerce quelconque concernant les armements, ou mieux encore, à un trafic d'armes. Je regrette qu'à l'occasion d'une affaire criminelle à laquelle rien ne nous rattache, ma société et moi, votre publication ait accueilli avec autant de légèreté des affirmations aussi contraires à la vérité.

La gravité des accusations portées contre le Brincom et moi-même par votre rédacteur et le dommage qui est susceptible d'en résulter ne vous échapperont pas ».

● *Nous n'avons rien contre le Brincom dont nous ignorions, jusqu'à l'existence avant qu'éclate l'affaire de Broglie. Mais la concernant nous n'avons pas écrit autre chose que ce que l'on a pu lire dans la plupart des journaux.*

## LA PEINE DE MORT

Je ne suis pas du tout d'accord sur le contenu de la lettre du journaliste de Troyes parue dans « l'Unité » du 28.1.77. L'auteur de cette lettre écrit qu'il est socialiste, c'est son droit le plus absolu, mais j'ai été certainement socialiste avant lui, et quant à moi je suis pour le maintien de cette peine.

Je suis âgé de 67 ans, je suis grand-père et le crime de Troyes m'a profondément choqué.

En 1793 la guillotine a trop fonctionné, mais je crois qu'aujourd'hui la criminalité ne diminuera que par l'exemple.

(Un abonné du NORD MEUSIEN)

● *On a certes le droit d'être pour la peine de mort mais il n'en reste pas moins que le programme socialiste affirme dans son chapitre 2211*

*« La peine de mort sera supprimée ».*

## PENSEZ AUX STENOTYPISTES

Je lis dans le dernier numéro de « l'Unité » un petit article portant le titre « Un millions de signatures pour les pensions vieillesse ».

Le fait que certaines retraites de S.s. soient fixées à 40 % du salaire et d'autres à 50 % me choque également mais je voudrais vous signaler qu'il y a des professions qui n'ont pas de retraite du tout, ce qui est le cas des sténotypistes de conférences.

J'ai lu dans un numéro d'« Intérêts Privés » qu'on pensait enfin à nous pour 1978, j'en suis heureuse pour mes jeunes collègues.

Bien des fois lorsque je vous ai vus vous apitoyer sur le sort des petits agriculteurs, des petits commerçants et même des prostituées, j'ai eu envie de vous écrire car étant sincèrement de gauche j'aimerais que le P.s. ne fasse pas de démagogie.

Hélas, nous n'avons pas de Gérard Nicoud ni de Ulla dans la profession, pas même de sténotypiste qui se suicide, elles travaillent jusqu'à leur mort pour celles qui sont seules et j'ai vu le cas.

N'espérant plus rien pour moi maintenant je souhaite néanmoins que vous réussissiez dans votre démarche qui améliorerait un peu la retraite de parents ou d'amis et je vais même suggérer à quelques personnes de vous écrire.

(Mme M. MARIE — 83810 Callian)

## LES TRUANDS DU PATRONAT

M. Petit, directeur général du Foyer du Fonctionnaire et de la Famille (F.f.f.) nous adresse la lettre suivante :

« Mes collaborateurs viennent de porter à ma connaissance le n° 234 du 21 au 17 janvier 1977 de votre hebdomadaire, dans lequel vous rendez compte dans un article intitulé « Les gendarmes du service du patronat » (page 25) d'un livre d'un certain Marcel Caille, « Les truands du patronat ».

Vous tirez argument de ce livre pour essayer de démontrer qu'il existerait en France « un système de fichage au plan national » et pour étayer votre argumentation vous mettez en cause le Foyer du Fonctionnaire et de la Famille Société Anonyme d'H.l.m. dont je suis le directeur général.

L'article auquel je me réfère présentant plusieurs allégations contraires à la vérité, je vous serais obligé de bien vouloir, conformément au droit de réponse dont je désire me prévaloir, apporter à vos lecteurs les précisions suivantes :

1) M. Ossart répondant au questionnaire qui lui était adressé par notre société, n'a pas indiqué que son précédent employeur était Sotrimec, mais Semm Caravelair. Peut-être ces deux sociétés ont-elles des liens mais ils étaient et sont toujours ignorés des collaborateurs de notre service du personnel appelés à sélectionner le personnel de gardiennage de nos immeubles.

2) Le fait d'avoir été licencié pour cause économique ne constitue en aucun cas un handicap pour les candidats à un emploi dans notre société et le fait d'avoir appartenu à une entreprise qui, Melle Huet comme moi-même l'apprenons par l'article de votre journal, a défrayé un certain temps la chronique, ne nous empêche nullement d'embaucher un candidat que nous jugeons d'après nos propres critères de sélection appliqués à sa personnalité individuelle et non d'après la réputation qui peut avoir été donnée à tort ou à raison à l'entreprise dans laquelle il était employé précédemment.

3) Nous ne demandons jamais de renseignements sur un candidat sans son accord.

4) M. Ossart n'a pas été le seul à recevoir la lettre que vous mentionnez laquelle a également été adressée à d'autres postulants dont la candidature n'a pas été retenue.

5) Le syndicat majoritaire parmi le personnel de gardiennage du Foyer du Fonctionnaire et de la Famille est non pas la C.f.t. ou plutôt le S.n.i.g.i.c. qui s'est séparé de la C.f.t. en 1975 et n'a obtenu aucun siège aux dernières élections des représentants du personnel en février 1976, mais la C.g.t. qui a obtenu 16 des 22 sièges à pourvoir.

● *Nous conseillons à M. Petit de s'abonner à « l'Unité » ce qui lui permettrait de le lire plus rapidement. S'il le lisait également plus attentivement il aurait vu que ce « certain Marcel Caille » n'est autre qu'un des secrétaires confédéraux de la C.g.t. qui doit savoir de quoi il parle, surtout si le syndicat majoritaire au F.f.f. appartient à sa propre centrale.*

## DEFENSE DES PETITS PRODUCTEURS

Je m'adresse à vous pour que vous soyez porte-parole d'une révolte ! Révolte d'une femme de petit agriculteur et, comble d'infamie, d'un maraîcher ! ! Maintenant que les légumes sont si chers je devrais me sentir coupable de faire flamber l'indice des prix. Eh bien non ! je ne me sens pas coupabe, mais plutôt outrée d'entendre à longueur d'ondes que les légumes sont chers, qu'il faut manger des légumes secs (nos mères le savaient) et surtout, ah ! bonheur, que les importations de l'étranger vont nous sauver de l'inflation en cassant les prix !

Car là est le problème ! que les maraîchers aient des difficultés pour produire à cause du temps chaud ou froid, ils ne se plaignent pas c'est leur travail et ils l'aiment. Mais que l'on ne leur paie pas leur travail à son juste prix ceci, si eux ne peuvent pas le crier souvent faute de temps, moi femme d'agriculteur je le dis à haute voix et je voudrais que tout le monde puisse l'entendre et le comprendre : consommateurs d'abord, dirigeants de notre société ensuite. Fait-on ainsi de la publicité lorsque les prix sont raisonnables tout au moins au niveau du consommateur car à ce moment-là ils sont dérisoires pour le producteur ? Non. Alors assez de matraquage !

Je voudrais dire à toutes les femmes qui font leur marché qu'elles réalisent le nombre de personnes qui se trouvent entre le producteur et elles. Ne pensez pas que les prix qui sont annoncés sur le marché de gros vont dans la poche des agriculteurs. Au mieux si le premier intermédiaire est honnête, il réglera au producteur le prix annoncé moins le transport de la marchandise, moins la commission du grossiste 10 ou 12 % minimum. Au pire, ce premier personnage de la chaîne annoncera le prix qu'il veut au producteur, moins sa commission bien entendu. Ensuite, nos produits continuent à passer par des intermédiaires avant d'arriver chez notre petit épicier qui lui aussi a du mal à survivre face aux grandes surfaces. Alors je vous demande à toutes : n'est-ce pas vouloir éliminer les petits producteurs que d'envahir les marchés par des importations, même si cela se fait élégamment, discrètement, sous cuvert de vous apporter des vitamines ? Mensonges et hypocrisie que tout ceci, ouvrez les yeux !

(Francine LACOSTE
40600 Biscarrosse

# changer la vie avec le Parti socialiste

## AVEC LES ANTILLAIS ET LES REUNIONNAIS

La section de Villiers-le-Bel organise le 22 février 1977, à 20 h 45, salle des Fêtes Marcel Pagnol, un débat avec les natifs d'outre-mer résidant dans la région.

En effet, la zone Est du Val-d'Oise accueille d'importants groupes d'Antillais et de Réunionnais, concentrés en colonies ethniques se liant peu avec l'ensemble de la population. De graves problèmes se posent à eux :

— non-insertion effective dans la population métropolitaine,

— évincement des postes à responsabilité, pour tous ceux qui, sous peine de misère locale, viennent travailler sur le territoire métropolitain,

— répression discrète mais efficace des militants politiques de gauche,

— néo-colonialisme, spéculation et emprise capitaliste, que ne compensent par les largesses opportunes et pré-électorales du Pouvoir.

## GALA MEETING

En grève depuis le 18 novembre 1976, le Syndicat français des artistes-interprètes organise ce vendredi 11 février à 20 h 30 au Pavillon de Paris, porte de Pantin un grand gala meeting pour la défense d'une télévision de qualité. Avec la participation de Jean-Michel Caradec, Juliette Gréco, Paco Ibanez, Maxime Le Forestier, Nicoletta, Herbert Pagani, Anne Sylvestre et Jean-Marc Thibault. Le prix d'entrée est de 20 F.

## SEMINAIRES DE FORMATION

Le Centre national de formation du Parti socialiste organisera, après les élections municipales, les séminaires suivants, qui auront tous lieu à Paris, au Fiap (30, rue Cabanis à Paris, 14e).

▶ 25, 26 et 27 mars : Féminisme et socialisme.

▶ 15, 16 et 17 avril : Connaissance des multinationales.

▶ 22, 23 et 24 avril : La pratique municipale. Information et perfectionnement des militants et des élus.

▶ 6, 7 et 8 mai : Tiers monde et socialisme.

▶ 13, 14 et 15 mai : Expression écrite et communication (tracts, affiches, journaux).

On peut s'inscrire auprès du secrétariat national à la Formation, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris (878 40 73), en passant par l'intermédiaire du secrétariat fédéral.

## L'ESSOR DU M.J.S.

Après une longue période de difficultés, le Mouvement de la Jeunesse socialiste est décidément en bonne voie. Samedi 5, il organisait à Clichy-sur-Seine (92) un colloque consacré à sa propre contribution au « plan socialiste pour l'Education nationale ». Six rapports ont été présentés, et ont donné lieu à une discussion qui fut souvent de très haut niveau. Le M.j.s. du Rhône, notamment, a fourni sur les centres de formation d'apprentis une contribution de premier ordre.

Il est vrai que l'implantation dans le secteur de l'apprentissage est un objectif essentiel du M.j.s. Difficile, mais capital pour l'assise ouvrière du P.s. Aux collégiens de C.e.t., le mouvement propose six objectifs : le droit au redoublement, la limitation du pouvoir des administrations, un présalaire, la suppression de l'intervention patronale dans les études et les examens, la liberté d'expression et la diminution des horaires (36 à 40 heures hebdomadaires actuellement). Ces objectifs ne sont pas exclusifs de ceux que le M.j.s. propose à l'ensemble des lycéens : droit de s'exprimer et de s'associer, notamment.

● Les socialistes du 18e vous invitent à une réunion amicale à l'occasion de la reprise des cartes samedi 12 février de 14 h 30 à 18 h 30 au 7 bis, rue de Trétaigne. Avec Claude Estier, Michel Salles et tous les militants du 18e arrondissement. Et pour le partie artistique Stéphane Reggiani, Evelyne Dassas, Marthe Mercadier, Jo Carreyros, Louisa Lucas, Jean Mozak, Evelyne Geller, Renée Andrain et Anne-Marie Carrière.

## ENTRETIENS DU JEUDI

Les prochains entretiens du jeudi seront animés le17 février par Robert Pontillon et Michel Rocard.

## ALLO P.S.

Tous les soirs, vous pouvez vous informer sur les positions du P.S. en appelant **555 91 92** de 20 heures à 9 heures le matin.

Tous les jeudis, notre bulletin est rédigé et enregistré par l'un de nos responsables nationaux, qui à cette occasion dresse le bilan de ce qui s'est passé dans son secteur.

— Le 17 février bilan par Michel Rocard secteur public

— Le 24 février bilan par Claude Estier politique intérieure

— Le 3 mars bilan par Louis Mermaz élections municipales.

## DEUX LIVRES SOCIALISTES

Deux dirigeants nationaux du P.s. viennent de publier simultanément des livres utiles pour la réflexion des militants.

Dans « Si demain la gauche... » (Robert Laffont), préfacé par François Mitterrand, Gaston Defferre traite de l'alternance, des communistes, des nationalisations, de l'autorité et des libertés. Sa conclusion sur ce dernier chapitre : « Il faut que l'on sache dès maintenant que c'est justement parce que nous sommes profondément attachés à la liberté que nous irons aussi loin qu'il le faudra pour la défendre ».

Dans « Les socialistes, les communistes et les autres » (Aubier-Montaigne), Jean-Pierre Chevènement poursuit une réflexion idéologique qu'il avait amorcée avec son précédent ouvrage « Le vieux, la crise, le neuf » (Flammarion). Lui aussi termine sur la liberté mais d'un autre point de vue : « Défendre la liberté, c'est d'abord lutter pour d'autres rapports sociaux et bien entendu pour d'autres rapports de travail ».


la nouvelle revue socialiste

**A NE PAS MANQUER**

LE DEBAT SUR L'ECONOMIE DE MARCHÉ

Un débat avec :
Pierre JOXE
Michel ROCARD
Jacques ATTALI
Gilles MARTINET
Didier MOTCHANE

présenté par
**François MITTERRAND**

.....

BULLETIN D'ABONNEMENT
à remplir et à retourner accompagné de votre règlement à la
N.R.S.
12 Cité Malesherbes
75009 PARIS

Je désire m'abonner à la N.R.S. et recevoir les dix prochains numéros au prix de 100 Francs.
(étudiants 85 F)

NOM .....

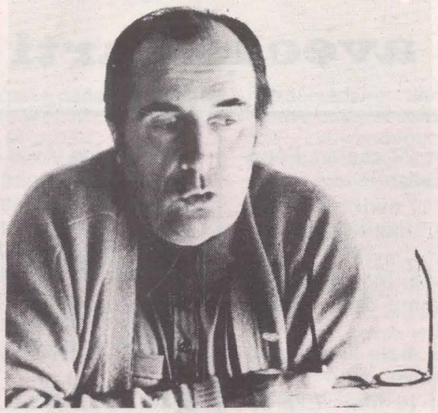
ADRESSE .....

.....

CODE POSTAL .....

VILLE .....

# MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

## LUNDI 7 FEVRIER

L'honneur d'être français. Déjà, dans le passé, mon sentiment d'appartenir à un grand peuple (grand par l'idée qu'il se faisait du monde et de lui et de lui dans le monde, selon un code de valeurs qui ne reposait ni sur le nombre, ni sur la force, ni sur l'argent) avait subi quelques entailles. J'ai vécu 1940 : inutile d'en dire davantage. Mais quand l'abaissement trouve dans les balances de l'Histoire son poids égal de fierté, passe encore. Un peu perdue dans la masse des nouvelles d'aujourd'hui, une petite dépêche m'alerte : et si la fierté s'en allait ? Cette dépêche, la voici : « L'écrivain espagnol Alfonso Sastre, expulsé samedi 5 février par la police française, a été reconduit à la frontière espagnole... Le ministère français de l'Intérieur explique cette mesure par le fait qu'Alfonso Sastre avait participé à plusieurs grèves de la faim dans la cathédrale de Bayonne afin de protester contre des assignations à résidence qui avaient frappé des réfugiés espagnols en France. » Mesurons l'étendue du crime : la grève de la faim. Et la circonstance aggravante : dans une cathédrale. Et la noirceur du mobile : par solidarité.

Rien de pire que le médiocre.

## MARDI 8 FEVRIER

Fin janvier, j'ai réuni en un seul voyage trois invitations pour l'Amérique latine : l'une que m'avait adressée le chef de l'Etat mexicain, Luis Etcheverria, et que, faute de temps, j'avais reportée de mois en mois ; les deux autres lancées en décembre à Genève, lors du congrès de l'Internationale socialiste, par Carlos Andres Perez, président du Venezuela, et par Daniel Oduber, président du Costa Rica. La préparation des élections municipales et les charges que suppose la vie quotidienne du Parti socialiste m'ont empêché de quitter la France plus d'une semaine. J'ai donc été contraint, non sans regret, ainsi que la petite et amicale délégation qui m'accompagnait — Gaston Defferre, Lionel Jospin, Antoine Blanca et Antoine Andrieux —, de renoncer à presque tout ce qui ne constituait pas l'objet même de notre démarche, la politique. Mais celle-ci nous a gâtés. Rarement voyage a été aussi intéressant, aussi enrichissant. Au point d'effacer la fatigue. On m'avait mis en garde contre les variations d'altitude et de latitude coup sur coup. Je ne les ai ni aperçues ni ressenties. S'il m'est arrivé, en d'autres lieux, de m'ennuyer (l'ennui n'est pas chez moi une disposition naturelle : il en faut beaucoup pour que j'y succombe), les heures, cette fois-ci, étaient courtes.

Prévenu par Régis Debray, qui, par une circonstance opportune, avait pu jumeler son voyage avec le nôtre, Gabriel Garcia Marquez nous attendait à l'aéroport de Mexico. « Connaissez-vous « Cent ans de solitude » ?, m'avait demandé Pablo Neruda. Sinon, dépêchez-vous, c'est le plus beau roman que l'Amérique latine ait produit depuis la dernière guerre ». Je l'avais lu le lendemain. Plus tard, j'avais rencontré Garcia Marquez à Paris. Il était bien l'homme de son œuvre. Solide, carré, rire et silence. Je n'emploie pas ce mot pour étonner : sous la luxuriance de l'image, la prodigieuse fête du verbe, s'étend un désert de silence comme en sait inventer la forêt tropicale. Au petit déjeuner que nous prîmes ensemble les jours suivants, son autre livre, « L'automne du patriarche », dont la traduction française vient de paraître chez Grasset, anima nos discussions. Non seulement pour sa forme (Régis redoutait qu'aucune traduction ne pût restituer le rythme et les sonorités de cet oratorio composé, rédigé pour être lu à haute voix dans sa langue originelle), mais aussi pour son thème, je devrais écrire ses thèmes qui tournent autour d'un personnage typiquement sud-américain, et pourtant de partout : le dictateur, général mythique et ganache. Une odyssée à domicile, chacun rentré chez soi dans un face-à-face éternel et jouant, jouissant, vivant, crevant de l'ivresse suprême, je veux dire le pouvoir, pouvoir sur les êtres, pouvoir sur les choses, certitude enfin d'exister parce que quelqu'un d'autre vous renvoie votre image sur le miroir de son malheur.

Isabel et Beatrice Allende, les filles du Président assassiné (l'une vit à Mexico, l'autre à Cuba), s'étaient jointes à ce débat. On s'accorda pour reconnaître que le dictateur fin de siècle (le nôtre), s'il avait gardé de son modèle de la période précédente les traits communs à toute dictature : l'ordre, l'uniforme et le sang, n'en avait pas moins changé de nature politique en même temps que s'était transformée la structure de l'économie. Fini le consul, cruel autant qu'il faut, aventurier de sa propre aventure mais d'essence populaire et recours de la plèbe contre le Sénat ou toute assemblée de même type, trône collectif de la classe dirigeante ! Le dictateur n'est désormais qu'un employé de plus aux gages des maîtres de l'argent. Il apparaît à point nommé dès lors que la démocratie patricienne se révèle impuissante à préserver ses privilèges. Je remarquai à ce propos que notre définition ne recouvrait pas l'autre espèce, celle des dictateurs que le culte de la personnalité a projetés, projette ici ou là au faîte de l'édifice marxiste-léniniste. Nous convînmes que le seul sujet méritait d'être approfondi, mais qu'en tout état de cause les différences ne masquaient pas les ressemblances.

J'en étais à cet endroit de mon récit, m'apercevant soudain que je n'avais pas encore, contrairement à mes prémisses, abordé les problèmes politiques propres au Mexique ou au Venezuela, quand Claude Estier, toujours inquiet de ce qui sortira de ma plume, me rappela qu'il existait aussi une politique française et que l'actualité s'appelait Ploërmel. J'attendrai donc la semaine prochaine pour revenir à Mexico.

## MERCREDI 9 FEVRIER

Je n'ai pas entendu le discours de Valéry Giscard d'Estaing à Ploërmel, ni en direct ni dans ses retransmissions. On me le pardonnera quand on saura qu'hier j'ai écrit pour « l'Unité », que j'ai donné une interview à Radio-Canada, que j'ai reçu les journalistes du « Nouvel Economiste » venus m'interroger pour le numéro sous presse de leur hebdomadaire, qu'en fin de journée j'ai pris l'avion au Bourget pour atteindre Niort, via Poitiers, et que je suis rentré rue de Bièvre à 2 heures du matin, ayant achevé à 8 000 mètres d'altitude (je ne sais si cela se sentira dans mon papier) mes réponses au « Nouvel Economiste ». Je n'ai pas entendu, mais j'ai lu.

En dépit du ton martial des commentaires et de ma bonne volonté, je ne distingue rien d'historique dans les propos du président de la République. La pointe visant Jacques Chirac a déjà percé aux Dossiers de l'écran. L'attaque contre les communistes et l'allusion aux socialistes ne sont que les ingrédients un peu plus cuisinés d'un plat qu'on nous sert chaque jour. Quant à la formule deux ou trois fois répétée : « Je ne permettrai pas », elle m'impressionnerait s'il y avait des permissions à demander. Valéry Giscard d'Estaing a tort de se mettre à la mode et d'entrer dans le jeu de la politique-fiction. Qu'on nous laisse tranquilles, lui, moi et les autres, avec les boules de cristal.

« Mais, me rétorque un journaliste, le président de la République dans l'arène et passant à l'offensive, c'est quand même un événement. Rappelez-vous de Gaulle et son « Je ne permettrai pas » de mai 1968 ! » Précisément. De Gaulle était un stratège. Ses paroles n'avaient de sens que par rapport à l'acte, en l'occurrence la dissolution de l'Assemblée nationale. A moins qu'il n'annonce — ce dont je doute — une décision de cet ordre, le discours de Ploërmel apparaîtra bientôt comme... un discours.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325